Vétérinaires Sans Frontières
Dierenartsen Zonder Grenzen

Belgique
partenaire du développement

EVALUATION FINALE PROGRAMME VSF-B – DGD 2017-2021
Afrique de l'Ouest, Grands lacs et Belgique

Pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial - Vers une approche 'One Health'

Rapport de Synthèse – Version finale

Coordination de l'évaluation : Gerda Heyde

Avec des contributions de Nemaoua Banaon (Niger, Burkina Faso) et Canésius Ndayikeza (Burundi, Rwanda)

INITIATIVES CONSEIL INTERNATIONAL

CONSORTIUM ICI-G HEYDE Gerda Heyde

01 BP 6490 OUAGADOUGOU 01 BURKINA FASO| E-mail : contact@ici-burkina.com Tel : 25 40 86 78

Table des matières

PROJETS ET PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE 6
ABBREVIATIONS 6
RESUME 9
Introduction 9
PARTIE I : ANALYSE/CONCLUSIONS - SELON LES CRITERES DAC 9
A. Outcomes Sud 9
B. Outcome Nord 11
PARTIE II RECOMMANDATIONS 12
INTRODUCTION 14
A. Objet de l'évaluation 14
B. Objectifs de l'évaluation 14
C. Déroulement de l'évaluation 14
D. Cadre logique du programme DGD 16
PARTIE I – ANALYSE SELON LES CRITERES DAC 19
I. PERTINENCE 19
A. Réponse aux besoins des bénéficiaires 19
B. En phase avec les politiques nationales sectorielles 20
C. En phase avec les stratégies de la Coopération Belge 21
D. Programme basé sur les leçons apprises des programmes précédents 21
E. En phase avec les défis identifiés dans le Nord et le Sud 21
F. Conclusion Pertinence 22
II. EFFICACITE 23
A. Efficacité de l'Outcome Belgique – projet DEAR 24
B. Efficacité : Services de santé animale 25
C. Efficacité de l'accompagnement des AGR / Chaînes de valeur 33
D. Efficacité – Approche ménages vulnérables 42
E. Efficacité : Renforcement des capacités des partenaires et acteurs locaux 46
F. Efficacité des efforts de plaidoyer 47
G. Efficacité : La dimension 'genre' 52
H. Efficacité : La dimension Environnement 54
III. EFFICIENCE 56
A. Structure interne 56
B. Partenaires locaux 57
C. Collaboration avec les organisations de producteurs 58

D. La prise en compte de l'insécurité grandissante dans plusieurs projets de VSF-B 59
E. Budget et Timing ..... 59~~60~~
F. Conclusion Efficience 61
G. Système de suivi-évaluation 61
IV IMPACT 65
A. Indicateurs Outcome 65
B. Impact au niveau des ménages et des femmes 67
C. Impact au niveau de l'économie locale 67
D. Conclusion Impact 68
V DURABILITE 69
A. Durabilité technique 69
B. Durabilité économique et financière 69
C. Durabilité institutionnelle 70
D. Durabilité sociale 70
E. Conclusion durabilité 71
VI COHERENCE ET SYNERGIES 72
A. Cohérence interne 72
B. Importance du programme DGD pour les activités de VSF-B en Afrique 72
C. Collaboration avec des ACNGs belges 73
D. Conclusion Cohérence et synergie 74
PARTIE II CONCLUSIONS 75
A. Conclusions Outcomes Sud 75
B. Conclusions Outcome Nord 78
C. Conclusion par rapport au concept 'One Health' 79
D. Conclusions sur les actions de plaidoyer 80
PARTIE III RECOMMANDATIONS 81
A. Recommandations par rapport aux domaines couverts par les projets 81
B. Recommandations pour la mise en œuvre du 'One Health' 85
Annexe 1 : Termes de référence de la mission 87
Annexe 2 : Cadre logique du programme ..... 88~~105~~
Annexe 3 : Théorie du changement du programme ..... 88~~105~~
Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées ..... 91~~108~~
Annexe 5 : Liste des documents consultés ..... 92~~109~~
Annexe 6 : Profil des consultants ..... 99~~116~~

Annexe A : Aide-mémoire Evaluation projet DEAR – Belgique .....
Annexe B : Aide-mémoire Evaluation projet DIRRECT - Niger.....
Annexe C : Aide-mémoire Evaluation projet PARPEL – Burkina Faso.....
Annexe D : Aide-mémoire Evaluation projet PISAREL – Mali .....
Annexe E : Aide-mémoire Evaluation projet EVE II - Rwanda .....
Annexe F : Aide-mémoire Evaluation projet DEPEL II -Burundi.....
Annexe G : Aide-mémoire Evaluation projet KLEP - Uganda.....

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Nombre d'auxiliaires de santé animal formés et/ou opérationnel dans les différents pays 27

Tableau 2 : Système d'accès aux médicaments 30

Tableau 3 : Accès au crédit – Groupement épargne crédit 34

Tableau 4 : Accès au crédit – Collaboration avec les IMF 36

Tableau 5 : Appui aux ménages vulnérables – Distribution d'animaux 42

Tableau 6 : Evolution du cheptel – productivité numérique et taux de mortalité..... 43

Tableau 7 : Webinaires organisés dans le cadre de CELEP..... 49

Tableau 8 : Prise en compte de la dimension 'Genre'..... 52

Tableau 9 : Répartition du budget final par pays/projet..... 60

Tableau 10 : Evolution des indicateurs de l'outcome - par pays..... 66

PROJETS ET PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Pays	Nom du projet	Partenaire local de mise en œuvre
Belgique	DEAR - Development Education and Awareness Raising (Belgique)	VSF Belgique
Burkina Faso	PARPEL Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Elevage	A2N
Niger	DIRRECT Projet de Démultiplication des Innovations Réussies pour le Renforcement des Capacités Techniques des Acteurs de l'élevage	Karkara et CESAO-PRN
Mali	PISAREL Projet Intégré de Sécurité Alimentaire et Economique Renforcée par l'Elevage	Initiatives Conseils Développement - ICD (ONG)
Burundi	DEPEL II Développement du Petit Elevage	UCODE-AMR (ONG)
Rwanda	EVE II Projet Elevage et Energie Verte	IMBARAGA (OP) ARDI (ONG) SDA-IRIBA (ONG)
Ouganda	KLEP Karamoja Livestock Enhancement Project	DADO (ONG) MADEFO (ONG)
RDC	PASARC - Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire par le Renforcement de Capacités1	

ABBREVIATIONS

A2N	A Nood Nooto (ONG Burkina Faso)
ACNG	Acteur de la Coopération Non Gouvernementale
ACSA	Agents Communautaires de Santé Animale
AE	Auxiliaire d'élevage
AESP	Analyse écosystème pastoral
AGR	Activité Génératrice de Revenus
ASC	Agents de Santé Communautaire
ASSEC	Association d'Epargne et de Crédit
AVEC	Association Villageois d'Epargne Crédit
BAB	Banque aliments bétail (Niger)
BD	Broederlijk Delen
BIAE	Boutiques d'intrants d'agri-élevage
BMD	Bloc Multinutritionnel Densifié
BPS	Bureau Provincial de la Santé
CAHW	Community Animal Health Workers (Ouganda)
CEAP	Champ école agro-pastoral
CELEP	Coalition for European Lobbies on Eastern African Pastoralism
CIBe	Caritas International Belgique

[1] Ce projet n'est pas couvert par cetté évaluation finale du programme car le projet a pris fin en 2019.

CLT	Community Led Total Sanitation and Hygiene (Ouganda)
COGES	Comité de gestion
CRB	Croix Rouge Belgique
CSC	Cadre Stratégique Commun – Coopération Belge
CVPP	Cabinet Vétérinaire Privé de Proximité(Mali)
DADO	Dodoth Agro-pastoral Development Organization (Ouganda)
DEAR	Development Education and Awareness Raising (Belgique)
DEPEL II	Développement du Petit Elevage (Burundi)
DGD	Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide humanitaire
DIRRECT	Projet de Démultiplication des Innovations Réussies pour le Renforcement des Capacités Techniques des Acteurs de l'élevage au Niger
DTF	Document Technique et Financier
ECMS	Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (Belgique)
ED	Education au Développement
EF	Evaluation finale
EMP	Evaluation à mi-parcours
EVE II	Projet Elevage et Energie Verte (Rwanda)
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
GAL	Gender Action Learning
GIRIS	Master de spécialisation 'Gestion intégrée des risques sanitaires dans les pays du Sud (ULIège)
GIS	Geographic Information System
IC	Intermédiaire Commercial (Mali)
ICD	Initiatives Conseils Développement (Mali)
IDDS	Individual Dietary Diversity Score (Ouganda)
IGA	Income Generating Activity
IMBARAGA	OP partenaire (Rwanda)
IVDB	Intérêts Vétérinaires/ Dierenartsen Belangen (Belgique)
IYRP	International Year of Rangelands & Pastoralists
JAGROS	Jeunes Agros et Souveraineté alimentaire
KDF	Karamoja Development Forum (Ouganda)
KLEP	Karamoja Livestock Enhancement Project (Ouganda)
LC	Louvain Coopération (ONG belge)
LHA	Livestock Husbandry Associations
LMAs	Livestock Marketing Associations
Madefo	Matheniko Development Forum (NGO - Ouganda)
MGV	Matières grasses végétales
MoU	Memorandum of Understanding
MOVO	Platform Mondiale Vorming/ Formation Mondiale
MSC	Micro-finance Support Centre (Ouganda)
MUSA	Mutuelle de Santé (Burundi)
NER	Net Enrolment Rate (Primary School) – Ouganda
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
ONG	Organisation non Gouvernementale

OP	Organisation de Producteurs/Paysans
OPF	Organisation de Producteurs Femmes
OS	Objectif Spécifique
PARPEL	Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Elevage (Burkina Faso)
PASARC	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire par le Renforcement de Capacités (RDC)
PISAREL	Projet Intégré de Sécurité Alimentaire et Economique Renforcée par l'Elevage (Mali)
PLP	Partenaire Local Principal
PPCB	Péripneumonie Contagieuse des Bovidés
PRISM	Partnership for Resilience and Inclusive Small Stock Market (Enabel)
PRM	Participatory Rangelands Management
PTF	Partenaire technique et financier
RCVD	Rwanda Council of Veterinary Doctors
RSAP	Réseau Santé Animale de Proximité (Niger)
SDAI	Score de diversité alimentaire individuel
STD	Service Technique Déconcentré
SVPP	Service vétérinaire privé de proximité (Rwanda, Niger)
SWBE	Solidair Wereldburgerschap Educatie (= ECMS)
UCODE-AMR	Union pour la Coopération et le Développement-Appui au Monde Rural (Burundi)
UCODE-MF	Union pour la Coopération et le Développement-Microfinance (Burundi)
UPV	Union Professionnelle des Vétérinaires (Belgique)
VDV	Vlaamse Dierenartsen Vereniging (Belgique)
VICOBA	Village Community Banking Associations (Ouganda)
VSDW	Veterinary Student Association for Development and Wildlife – Université Gent (Belgique)
VSLA	Village Savings and Loans Association
WELI	Women Empowerment in Livestock (indicateur sur l'autonomie des femmes dans le secteur élevage)
WUC	Water User Committee
ZAK	Zootechnical Analysis Kit (Ouganda)

RESUME

Introduction

Cette évaluation concerne le programme quinquennal (2017-21) de VSF-B subsidié par la Direction Générale de la Coopération au Développement – Belgique. Le programme couvre 3 pays en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger), 4 pays dans la région des Grands Lacs (RD Congo, Rwanda, Burundi et Ouganda) ainsi que la Belgique. Le budget global du programme est de 13.872.899 €.

L'objectif global du programme est intitulé « Pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial – Vers une approche One Health » et son Objectif spécifique est de « Renforcer durablement les capacités (économiques, sociales défensives, socio-politiques) des communautés dépendantes de l'élevage dans 7 pays classés PMA ». Le **chemin du changement** couvre la vulgarisation d'actions innovantes, l'accroissement du noyau producteur, des gains de productivité, une meilleure valorisation de la production, l'autoconsommation, l'accès aux revenus et l'accès aux services sociaux de base.

La finalité de cette évaluation finale est (1) de rendre compte au bailleur et aux divers partenaires et parties prenantes du niveau de réalisation des résultats /outputs et de l'atteinte des objectifs /outcomes et (2) de tirer les enseignements sur les objectifs et approches développées.

Malgré le budget limité, l'évaluation a couvert tous les pays - en dehors du projet en RDC qui avait été clôturé en 2019 – mais avec un nombre de jours limité. Lors des missions de terrain (Burundi, Niger, Burkina Faso, Rwanda) et Belgique toutes les parties prenantes ont été contactées. L'évaluation Mali et Uganda est réalisée sur la base d'une analyse documentaire et d'entretiens avec les responsables des projets.

PARTIE I : ANALYSE/CONCLUSIONS - SELON LES CRITERES DAC

A. Outcomes Sud

PERTINENCE

Le programme DGD 2017-21 de VSF-B est **très pertinent**. Il contribue à la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention à travers le renforcement des activités d'élevage et une approche 'intégrée'. VSF-B répond aux besoins (i) des agro-éleveurs vivant dans la précarité, (ii) des éleveurs qui s'engagent dans la commercialisation de leurs productions et (iii) des populations pastorales dont les stratégies de survie sont liées au bétail – avec une attention particulière accordée aux besoins et opportunités des femmes. Le modèle VSF-B vise à équilibrer les 5 capitaux productifs (physique, financier, humain, social et naturel).

Le programme est clairement en phase avec les politiques nationales sectorielles et la stratégie 'Agriculture et sécurité alimentaire' de la Coopération Belge.

EFFICACITE

Le programme a atteint largement les résultats/outputs attendus.

Le renforcement des services locaux de santé animale (voir résultat 1 du programme) – notamment l'appui aux agents communautaires de santé animale (formation + kit + services payants) - combiné à une meilleure disponibilité des médicaments vétérinaires était **un résultat indispensable** pour la

durabilité des activités d'élevage appuyées par le programme. Les résultats/outputs ont été largement atteints en matière de viabilité et de qualité des services de santé animale et de satisfaction des bénéficiaires. Les projets ont contribué à renforcer le cadre réglementaire des agents communautaires de santé animale.

Le **développement des AGR** (voir résultat 2)- largement basés sur l'élevage (aviculture, production de lait…) – a été renforcé/stimulé par **l'accès au crédit** à travers les groupes solidaires d'épargne/crédit. En plus des crédits accordés, la cohésion sociale et la structuration locale s'est renforcée. La collaboration avec des IMF a connu un succès mitigé lié en partie aux faiblesses des IMF locales et/ les caractéristiques de vulnérabilité et mobilité des groupes cibles.

En plus de la formation/accompagnement des AGR élevage, des interventions au niveau des **différents maillons de la chaîne de valeur (CdV) élevage** étaient une réponse essentielle aux besoins de tous les acteurs de la chaîne (voir l'expérience de la filière lait au Niger, de l'aviculture au Mali et Burundi et des Livestock Marketing Associations en Ouganda.) En **amont** des CdV, le programme a facilité l'accès aux intrants /aliments, l'achat d'animaux (p.ex. poussins améliorés) et la formation sur les techniques d'élevage/hygiène de traite au Niger. En **aval** de la production, les ventes groupées, les circuits de vente courts, la participation aux foires et les centres de collecte de lait ont permis d'accroître le revenu et la rentabilité de ces AGR élevage.

L'amélioration des moyens d'existence et de la résilience des ménages vulnérables (voir résultat 3 du programme) a été réalisée à travers la restauration de leur capital productif - et des chaînes de solidarité du petit élevage – combinée à d'autres investissements et sensibilisations/formations. Les ménages vulnérables ont pu accéder à un revenu de base pour couvrir les dépenses sociales et faire des investissements diversifiés dans l'élevage et l'agriculture. Le renforcement de la complémentarité élevage/agriculture - à travers les champs école paysans/pastoral – a eu un effet positif sur la diversification alimentaire.

Le **renforcement des partenaires et acteurs locaux** (voir résultat 4) s'est concentré autour du concept 'One Health' avec des formations et ateliers. Des fiches de capitalisation décrivent les expériences de VSF-B.

En matière d'égalité homme/femme, VSF-B a atteint un très grand nombre de femmes (jusqu'à 60%) en tant que membres des groupes de solidarité épargne/crédit et en tant que bénéficiaires directs des dotations en animaux et des formations. Le **statut socio-économique des femmes** est amélioré dans leur ménage et dans leur communauté.

En matière d'**environnement**, l'approche One Health a permis l'introduction des techniques agroécologiques qui ont mené à une meilleure productivité et une amélioration de la qualité de la terre. Des efforts de plaidoyer (Ouganda) visaient une meilleure participation des communautés pastorales dans la gestion de pâturages. La promotion des biodigesteurs et des foyers améliorés (Rwanda) a permis de diminuer la consommation du bois.

Les évaluations des différents projets permettent de conclure que Vétérinaires sans frontières Belgique (VSF-B) a mis en œuvre **un programme efficace** qui **a clairement renforcé le rôle et la place des activités d'élevage dans la stratégie de résilience des ménages vulnérables et dans le développement économique local à travers des AGR – en particulier des femmes - dans les chaînes de valeur caprin/aviculture/production de lait.**

EFFICIENCE / COHERENCE

Les projets VSF-B ont été **très efficients**. Malgré les budgets relativement limités, les projets ont pu accompagner à la fois des ménages vulnérables, développer des AGR/chaînes de valeur élevage et renforcer le système de santé animale en plus d'autres interventions basées sur le concept One Health.

La **structure interne de VSF-B est efficiente** et correspond aux responsabilités et avantages comparatifs des différents niveaux de l'organisation. Tous les projets sont mis en œuvre avec des **partenaires locaux (PLP) ayant une bonne expertise** de gestion des projets et des expériences dans le secteur de l'élevage. En vue de réaliser une approche 'holistique', les projets ont eu des collaborations constructives avec les ACNGs belges et leurs partenaires ou avec des services techniques.

La pandémie de Covid-19 et l'insécurité grandissante dans plusieurs pays ont entraîné des frais et efforts supplémentaires dans tous les pays surtout suite à la mobilité réduite des animateurs. Les projets ont pu rapidement adapter leurs approches en faveur d'une plus forte responsabilité des communautés bénéficiaires.

DURABILITE

La durabilité technique, économique et financière de la plupart des interventions est bonne mais la durabilité institutionnelle peut être renforcée.

Les projets DGD-VSF-B **appliquent à la fois une démarche d'appui individuel à des ménages vulnérables et des appuis plus systémiques** d'amélioration des services de santé animale et du développement des chaînes de valeur élevage. Cette double approche est pleinement justifiée dans des milieux pauvres et renforce la durabilité des effets au niveau de la population.

IMPACT

Le score de diversité alimentaire individuelle des femmes et enfants connait une nette amélioration ainsi que les indicateurs sur le revenu, sur l'épargne/investissement productif des ménages – et sur l'autonomie socio-économique des femmes. L'impact du programme sur le développement (économique) local est claire suite à l'évolution de l'activité élevage/agriculture, l'amélioration des services de santé animal, l'accroissement de la disponibilité des crédits et des opportunités de commercialisation des produits de l'élevage/ le lait, etc.

B. Outcome Nord

Les démarches envers les vétérinaires belges et leurs organisations ont permis d'identifier quelques ambassadeurs/rices de VSF-B qui ont organisé un nombre limité d'activités après des voyages d'échanges dans le Sud. Les organisations de vétérinaires ont promu la campagne 'J'achète une chèvre'. Lors de la pandémie de Covid, ces activités se sont arrêtées et n'ont quasiment pas été reprises.

Les activités envers les Hautes Ecoles (Flandre et Wallonie) et Universités (Flandre) ont atteint un publique d'étudiants assez large qui apprécie l'attention accordée à la sécurité /souveraineté alimentaire, le concept 'One Health' et les enjeux des communautés pastorales. L'équipe DEAR est fortement appréciée par le monde académique pour son sérieux professionnel, ses démarches innovatrices (p.ex. les hackathons) et pour la qualité de ses présentations, cours et débats.

Les efforts de **plaidoyer** dans le cadre du projet CELEP ont contribué à une meilleure compréhension des défis des communautés pastorales en Afrique de l'Est et de leur prise en compte dans les stratégies de la coopération internationale et de l'Union Européenne. La participation de VSF-B dans la campagne 'N'exportons pas nos problèmes' a permis de mettre la question des exportations vers l'Afrique de l'Ouest du lait en poudre sur l'agenda des décideurs Européens et Belges. Les bureaux VSF régional et des 3 pays ont collaboré avec les OP pour la campagne 'Mon lait est local'. VSF-B a préparé d'excellents dossiers/argumentaires basés sur l'expériences des éleveurs locaux qui étaient d'une très bonne qualité.

L'outcome DEAR-Belgique a contribué clairement à **mettre les expériences et défis des éleveurs du Sud dans des perspectives plus larges/globales et à sensibiliser le public et experts sur le** concept 'One Health'. La mise en œuvre du projet est efficiente et ses effets sont en grande partie durables.

C. One Health

VSF-B était l'un des premiers acteurs du développement à avoir sensibilisé les gouvernements locaux et partenaires de développement sur **l'importance et la pertinence de l'approche 'One Health'** et les liens entre la santé humaine, la santé animale et l'environnement – à travers des formations, des publications, des ateliers, des vidéos aussi bien en Belgique que dans les pays du Sud. Tous les projets ont développé des initiatives 'holistiques/intégrées' qui cadrent avec cette approche.

PARTIE II RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes ressortent de l'analyse des interventions du programme :

Services de santé animale :

- Continuer les efforts pour le renforcement des systèmes de services de santé animale, notamment à travers les agents communautaires de santé animale (ACSA) et leur réseau.
- Contribuer à un statut correct pour ces ACSA. Voir en collaboration avec un nouveau projet de VSF-International avec l'OIE.

AGR/crédit et appui aux ménages vulnérables :

- Continuer une approche diversifiée envers d'un côté les ménages vulnérables et de l'autre côté les autres agro-éleveurs pauvres/femmes,
- Continuer l'appui aux groupements d'épargne et crédit (1) en complémentarité avec les chaînes de solidarité des ménages vulnérables et (2) de renforcer leur rôle dans le financement des activités dans le cadre des chaînes de valeur 'inclusive',
- Intensifier les efforts en amont et en aval de la production en vue de faciliter l'intégration des producteurs vulnérables et pauvres dans des chaînes de valeur 'inclusives'.
- Renforcer l'expertise des équipes de mises en œuvre notamment sur la gestion des micro-entreprises, sur l'analyse des chaînes de valeur et sur la collaboration avec le secteur privé.

Genre

- Renforcer - et documenter - l'effet du programme sur l'autonomie socio-économique des femmes à travers des formations 'genre' pour les hommes et les leaders des communautés.

Ancrage locale /Organisations de producteurs

- Poursuivre les efforts de structuration locale (groupements épargne/crédits, coopératives d'avicultrices…) et développer des collaborations structurelles avec les organisations de

producteurs afin de leur permettre de jouer un plus grand rôle dans l'offre de services à leurs membres et surtout dans la défense des intérêts de leurs membres.

Plaidoyer/ défense des intérêts des producteurs

- Poursuivre les efforts dans le domaine du plaidoyer dans le cadre des alliances avec les organisations de producteurs/éleveurs.

Quelques recommandations couvrent **le système de suivi-évaluation** :

- Meilleur suivi du nombre de bénéficiaires touchés par les différentes interventions,
- Meilleur suivi (diversifié) des résultats/outputs au niveau des ménages vulnérables et des autres bénéficiaires,
- Meilleure prise en compte des résultats atteints au niveau des femmes à travers des indicateurs sexo-spécifiques,
- Les effets indirects / induits des projets devraient être mieux décrits /documentés /mesurés tels que la disponibilité de services de santé animale pour toute la population d'une zone et sur le développement local.

Remarque sur la mise en place des processus de développement basés sur le concept de 'One Health' : Ce processus OH qui touche à la fois la sécurité alimentaire, le développement économique et la protection de l'environnement retiendra certainement l'attention de la DGD et des autres PTF. Vu les Cadres Stratégique Communs, il sera plus facile de développer la nouvelle approche dans les zones prioritaires pour la Coopération Belge.

Sous le programme DGD suivant 2022-26, VSF-B poursuivra la mise en réseau et les collaborations multi-acteurs – au niveau national et local - selon des processus de cocréation et de gestion des parties prenantes. Elle investira donc des ressources financières et humaines dans la promotion du concept 'One Health', dans la sensibilisation des décideurs politiques et dans la formation des techniciens et personnel des autres projets/partenaires. Les équipes de VSF-B/partenaires locaux joueront davantage le rôle de facilitateur, de médiateur et de négociateur.

Puisqu'il sera plus difficile de définir - dès la conception du nouveau programme - les ressources humaines et financières nécessaires, d'identifier tous les partenaires et de suivre toutes les interventions OH, il est **important pour VSF-B de négocier avec la DGD une forte flexibilité dans la mise en œuvre du programme et l'utilisation du budget du programme**.

INTRODUCTION

A. Objet de l'évaluation[2]

Cette évaluation concerne le programme quinquennal (2017-21) subsidié par la DGD. La DGD dépend du Service public fédéral (SPF) belge des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement. Le programme a démarré ses activités le 1er janvier 2017 pour une période de 5 ans et s'est achevé le 31 décembre 2021. Il couvre 3 pays en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger), 4 pays dans la région des Grands Lacs (RD Congo, Rwanda, Burundi et Ouganda) et la Belgique.

Le budget global du programme est de 13.872.899 €. Les coûts directs du programme sont de 12.965.328€, subsidié par la DGD à raison de 80%. Le cofinancement de 20% est mobilisé par VSF-B.

Dans les pays du Sud, les actions concernent la sécurité alimentaire et socio-économique des ménages et le renforcement de capacités des acteurs liés au secteur de l'élevage. Des résultats/outputs sont spécifiés par pays.

En Belgique (volet Nord) l'action consiste à informer, sensibiliser/ conscientiser et mobiliser les actuels et futurs professionnels de l'élevage et de la santé animale, les décideurs politiques et le secteur privé aux enjeux et opportunités de l'élevage familial selon une approche 'One Health' pour un monde plus juste et plus durable.

B. Objectifs de l'évaluation[3]

La première finalité de cette évaluation finale est de rendre compte au bailleur et aux divers partenaires et parties prenantes du niveau de réalisation des résultats/outputs et de l'atteinte des objectifs/outcomes. Cette évaluation donnera donc une appréciation de l'ensemble des objectifs et résultats du programme. Cet objectif s'inscrit dans une démarche de redevabilité et de transparence dans le partage d'information. Cela signifie que les communautés bénéficiaires sont étroitement associées à la réalisation de cette évaluation et à l'appropriation des conclusions.

Comme second objectif, cette évaluation devra permettre de tirer les enseignements sur la base des succès et échecs enregistrés dans l'atteinte des objectifs et des approches méthodologies et opérationnelles développées. Ces enseignements doivent conduire à la formulation d'orientations pour les futurs programmes.

C. Déroulement de l'évaluation

a) Choix des pays à évaluer

Cette évaluation finale du programme DGD 2017-2021 couvre l'ensemble des pays et des objectifs spécifiques et résultats attendus des différents projets. Elle répond aux questions d'évaluation telles que formulées dans les termes de référence (voir annexe 1).

[2] Texte basé sur les termes de référence de l'évaluation finale du programme DGD-VSF-B
[3] Source : termes de référence de l'évaluation finale du programme DGD-VSF-B

Vu les contraintes budgétaires, VSF-B et les évaluateurs se sont mis d'accord pour couvrir tous les pays du programme, mais avec des intensités différentes. Les visites de terrain couvrent en priorité les pays qui n'étaient pas touchés par l'évaluation à mi-parcours, notamment le Burundi et le Niger avec une mission de 6 jours de terrain. En deuxième lieu, des missions de terrain ont été organisées a Burkina Faso (3 jours) et au Rwanda (4 jours). Les projets en Ouganda et au Mali ont fait l'objet d'une analyse documentaire. Puisque le projet PASARC en RDC n'a pas été opérationnel depuis 2019, VSF-B et les évaluateurs ont décidé de ne pas inclure ce projet dans l'évaluation.

Pour les volet Nord/ Belgique, des entretiens ont été organisés avec les parties prenantes pendant 3 jours.

b) Déroulement de l'évaluation 'pays'/ par outcome[4]

Avant le départ des missions de terrain, une note de cadrage a été préparée. Celle-ci contient à la fois une description du déroulement des missions de terrain, une liste des personnes à rencontrer (par priorité en fonction de la durée de la mission) et un guide pour les différents entretiens et focus groups.

Au cours des missions organisées en février/mars 2022, les évaluateurs ont eu une réunion de briefing par l'équipe du projet et le directeur national pour définir ensemble les axes prioritaires à couvrir par l'évaluation 'pays' en fonction des enjeux. Ils ont pu rencontrer les différents groupes cibles et parties prenantes et ils ont pris le temps de visiter les réalisations (en fonction du temps disponible). A la fin de chaque mission, une réunion de pré-restitution ('à chaud') a été organisée pour partager les constats, conclusions et recommandations avec les équipes du projet et pour écouter leurs points de vue.

Un aide-mémoire provisoire a été préparé pour chaque évaluation pays qui a été soumis pour commentaires à l'équipe de terrain et au siège de VSF-B. Leurs commentaires ont été pris en compte dans les versions finales des aide-mémoires. Voir annexes A à G.

c) Composition de l'équipe d'évaluation

Les missions de terrain au Rwanda et Burundi ont été exécutées par Canésius NDAYIKEZA, docteur vétérinaire. Les missions au Burkina Faso et Niger ont été réalisées par Nemaoua BANAON, agronome. Gerda HEYDE, socio-économiste a coordonné toute la mission d'évaluation. En plus, elle a réalisé la mission Belgique et a participé à la mission au Burundi. Elle a également préparé les évaluations sommaires du Mali et Uganda.

Le choix des évaluateurs a permis d'assurer une complémentarité des expertises et expériences afin de couvrir l'ensemble des domaines d'intervention du programme – et de répondre à la fois à des critères strictes d'objectivité, d'indépendance et d'impartialité de l'équipe.

Voir annexe 6 pour une description des profils de l'équipe d'évaluateurs.

d) Rôle et place du rapport de synthèse dans le processus d'évaluation

Pour ce rapport de synthèse, la coordinatrice s'est basée en premier lieu sur les aide-mémoires préparés par les consultants régionaux, sur les 2 aide-mémoires 'desk-research' et son aide-mémoire Belgique.

[4] Dans le programme DGD, chaque projet /pays correspond à un 'outcome'.

Les annexes A à G de ce rapport de synthèse couvrent les aide-mémoires des évaluations pays. Ils contiennent des analyses plus détaillées des différents résultats/outputs et de la performance générale des projets sur base des critères d'évaluation DAC.

Le rapport de synthèse applique une vue à plus large échelle sur la performance du programme sur la base des constats et conclusions les plus saillants des différentes évaluations pays. En ce sens la synthèse permet d'avoir des résultats généraux sur l'ensemble du programme DGD. Il met en exergue des facteurs communs qui auront influencé la performance du programme sur la base des critères DAC (pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité et cohérence) des différents résultats par pays pour en tirer des conclusions et recommandations pour les prochains projets/programmes de VSF-B.

Ce rapport final comprend des conclusions et recommandations pour VSF-B et pour ses partenaires – qui sont valables aussi bien pour le nouveau programme DGD que pour d'autres projets/programmes de VSF-B. Le rapport pré-final a été présenté lors d'une réunion de restitution le 15 juin 2022. Les commentaires de VSF-B sont pris en compte dans cette version finale du rapport de synthèse.

e) Limites/contraintes de l'évaluation

En raison de la durée limitée des missions de terrain, il est important de souligner les difficultés rencontrées :

- Suite à la pandémie de Covid et aux restrictions de voyages, la préparation de la mission s'est éterniser sur des questions pratiques et logistiques,
- Au moment des missions d'évaluation et de la rédaction des versions provisoires des aide-mémoires, les rapports d'activités 2021 n'étaient pas encore disponibles, ce qui a retardé la finalisation des aide-mémoires,
- Les rapports annuels préparés pour la DGD ne contiennent pas des informations détaillées sur les activités réalisées par les projets et sur les méthodes de réalisation de ces activités, ce qui n'a pas facilité l'analyse de l'efficacité et de l'efficience[5],
- L'équipe a essayé de trianguler au maximum tous les constats importants à travers des entretiens avec différentes parties prenantes, y inclus avec l'équipe du projet lors de la réunion de restitution. Vue le temps imparti pour chaque pays, il n'a pas été possible de trianguler tous les constats.

D. Cadre logique du programme DGD

a) Description du cadre logique

L'objectif global du programme est intitulé « pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial – Vers une approche 'One Health' » et son Objectif spécifique est de « Renforcer durablement les capacités (économiques, sociales défensives, socio-politiques) des communautés dépendantes de l'élevage dans 7 pays classés PMA. »

Tous les projets du programme 2017-21 ont un objectif spécifique /outcome presque similaire :
« L'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socioéconomique des populations grâce à des actions holistiques autour de l'élevage familial. »

[5] P.ex. les rapports mentionnent brièvement l'appui aux AGR mais ne donnent que peu ou pas d'informations sur le type d'AGR (élevage ou non), ni sur la nature des OP qui sont appuyées.

Quatre résultats attendus/outputs sont également très proches bien qu'adaptés au contexte local. A titre d'exemple, nous reprenons les résultats du projet PARPEL Burkina Faso :

- Résultat/output 1 : L'accès aux services de santé animale est facilité aussi bien pour les agro-pasteurs que les transhumants ;
- Résultat/output 2 (ou 3) : Les moyens d'existence des petits producteurs (ou ménages vulnérables) sont améliorés à travers une approche holistique ;
- Résultat/output 3 (ou 2) : L'accès au marché est facilité grâce à des relations équitables entre les acteurs impliqués dans les différents segments (production, stockage, transformation, etc.) des chaines de valeur – ou un résultat spécifique lié à l'accès au crédit pour les AGR (cas du Burundi et du Rwanda).
- Résultat 4/output : Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour assurer un contrôle citoyen de qualité et la pérennisation des actions (collaboration avec toutes les ACNG belges).

Quelques résultats sont complémentaires à ces 4 résultats « communs » :

- Niger – projet DIRRECT « La qualité des services rendus par les acteurs externes (OP, communes, ACNG, etc.) est améliorée » ;
- Rwanda – projet EVE II : « L'accès à l'énergie renouvelable est facilité pour les agri-éleveurs » ;
- Ouganda -projet KLEP: "Enhanced Sustainable Natural Resources Management and Reinforced Advocacy on Issues Affecting Pastoralists."

Les principales différences dans les résultats/outputs des projets se situent sur les plans suivants:

- L'approche « holistique » (Rwanda, Burundi) ou « actions intégrées » (Mali, Burkina-Faso),
- Orientations vers les agro-éleveurs (Rwanda, Burundi) ou communautés pastorales /transhumants (Ouganda),
- Le niveau de développement des chaînes de valeur (plus prononcés en Afrique de l'Ouest, moins en Afrique Centrale),
- Le focus sur des AGR dans le secteur de l'élevage ou une large gamme d'AGR,
- Un résultat attendu sur le plaidoyer (Ouganda),
- Un résultat attendu sur la gestion des ressources naturelles (Ouganda) et effets environnementaux (Rwanda).

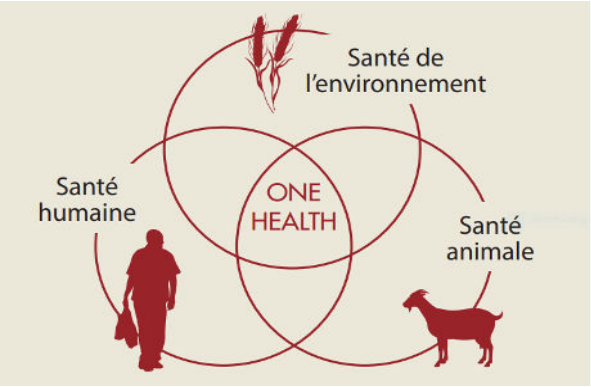
La majorité des projets sont dans des pays francophones en dehors de l'Ouganda.

Ces résultats/outputs correspondent largement aux 4 chemins de changement – axes stratégiques du programme (voir annexe 2) ci-dessous :

- Promouvoir et soutenir des modes d'élevage paysans performants et durables et conscientiser sur les systèmes alimentaires durables ;
- Intégrer les acteurs de l'élevage paysan dans les économies de marché et soutenir les chaînes de valeur ;
- Diversifier les moyens de subsistance des communautés défavorisées et améliorer leur accès à la nourriture ; renforcer les capacités des communautés d'éleveurs et des parties prenantes du secteur élevage, leur permettant à tous d'assumer pleinement leur mission et d'atteindre leurs propres objectifs en lien avec les systèmes alimentaires durables ;
- Voir liste des projets et partenaires de mises en œuvre au début du rapport.

b) Concept 'One Health'

Le programme de Vétérinaires sans Frontières Belgique et sa théorie du changement met beaucoup l'accent sur le concept 'One Health' qui vise à promouvoir la santé de l'homme, de l'animal et de l'environnement au moyen d'approches multidisciplinaires et multisectorielles[6]. VSF-B veut mettre en exergue la complémentarité des résultats à atteindre et des efforts à réaliser sur les trois plans :



La pandémie Covid19 a suscité auprès de multiples instances (média, science, autorité) le début d'une prise de conscience (à leur niveau).

c) Concept Chaîne de valeur

Une approche chaîne de valeur se base sur une analyse des différents services et sous-produits qui sont nécessaires dans les différents maillons de la chaîne et de l'accompagnement des différents acteurs – en particulier les groupes cibles des projets et des acteurs du secteur privé.

Les cadres logiques du Mali et du Niger mentionnent explicitement une approche « chaine de valeur » mais d'autres documents du programme parlent plutôt d' « appui aux AGR élevage ». Pour cette évaluation nous utilisons ce concept « Chaîne de valeur » car le succès et la rentabilité des AGR dans le secteur élevage dépendent largement de l'accès aux intrants (médicaments, conseils, aliments bétail, vaccinations…), des animaux (p.ex. poussins améliorés au Burundi), des capacités de production et des possibilités d'écoulement des animaux à des conditions favorables – et donc des appuis du programme dans ces chaînes de valeur élevage.

[6] En d'autres mots : « Des animaux en bonne santé produisent une nourriture saine et en grande quantité, comme par exemple du lait, de la viande ou des œufs. Des aliments indispensables pour des enfants en pleine croissance. Mais le bétail est aussi une source d'engrais naturel ainsi qu'une force de traction, essentielles pour une bonne récolte et pour l'environnement. Par ailleurs, les animaux représentent à la fois une tirelire, une assurance et une pension. Ils peuvent être vendus en cas de nécessité, pour payer le médecin ou des médicaments. » Voir https://veterinairessansfrontieres.be/a-propos-de-nous/notre-approche

PARTIE I – ANALYSE SELON LES CRITERES DAC

Cette partie du rapport de synthèse de l'évaluation finale du programme DGD -VSF-B 2017-21 couvre les critères d'évaluation DAC. Il adopte une approche à 'vol d'oiseau' pour analyser le programme dans son ensemble. Nous invitons les lecteurs à consulter les aide-mémoires pour des analyses et informations plus détaillées sur les 7 outcomes/projets/pays du Sud et sur l'outcome/projet en Belgique.

Le texte reprend souvent des exemples d'interventions spécifiques et intéressants dans l'un des pays afin d'illustrer le constat – ou pour indiquer un contre-exemple. Les tableaux donnent une vue d'ensemble des interventions et résultats dans les 6 pays du Sud couverts par l'évaluation[7].

I. PERTINENCE [8]

La pertinence du programme DGD 2017-21 de VSF-B est très bonne dans tous les pays où il intervient.

A. Réponse aux besoins des bénéficiaires

Le programme contribue à la sécurité alimentaire dans les différents pays et zones d'intervention à travers le renforcement des activités d'élevage. Il cible différentes dimensions de la vulnérabilité à travers une approche multidimensionnelle.

VSF-B répond aux besoins des populations pour qui le bétail représente un important moyen d'existence. Il s'agit plus spécifiquement : (i) des populations pastorales dont les stratégies de survie sont liées au bétail, (ii) des agro-éleveurs vivant dans la précarité et (iii) des éleveurs urbains ou péri-urbains qui s'engagent davantage dans la commercialisation de leurs productions.

Le programme Sud DGD-VSF-B touche en particulier des ménages vulnérables qui n'exercent pas ou très peu d'activités d'élevage pour sortir d'une situation d'insécurité alimentaire et dont la capacité de production agricole est faible en raison des faibles surfaces de terres agricoles et/ou de la détérioration de la qualité des terres. Pour les ménages qui ont déjà des activités d'élevage bovine/ovine ou d'aviculture, le programme vise à renforcer leurs activités à travers l'accès au crédit et leur plus forte intégration dans les chaînes de valeur élevage. Une priorité est donnée aux femmes vulnérables et pauvres.

Les ménages que VSF-B appuient sont des **ménages pauvres et très pauvres/vulnérables** qui connaissent de longues périodes de privation et souvent enfermés dans un cycle incessant de relèvements/chocs. Chaque choc risque d'emporter une partie des biens productifs ce qui fragilise ces ménages.

[7] Région Grands Lacs : Rwanda, Burundi, Ouganda (la RDC Est n'est pas couvert)
Afrique de l'Ouest : Mali, Burkina Faso, Niger

[8] Question d'évaluation : Dans quelle mesure le programme (i) répond-il aux attentes de sécurité alimentaire et socioéconomique des diverses catégories de bénéficiaires ? et (ii) s'intègre dans les politiques nationales sectorielles ?

Le modèle VSF-B permet d'équilibrer les 5 capitaux productifs (physique, financier, humain, social et naturel) :

- Le capital physique : la reconstitution de cheptels et l'appui à l'agriculture familiale dans une approche d'intégration agriculture-élevage,
- Le capital financier : accès au crédit et création de revenus à travers l'élevage et autres AGR,
- Le capital humain : à travers différentes formations et accompagnements,
- Le capital social : la cohésion sociale, les mécanismes de solidarité et d'entraide et la gestion commune à travers des groupements divers ; l'accès à des services sociaux tels que les soins de santé, la scolarisation des enfants,
- Le capital naturel : la protection des ressources naturelles pour l'élevage et pour l'agriculture – et pour les populations locales.

VSF-B travaille sur un modèle socio-économique des ménages dans lequel **l'élevage joue un rôle structurant de leviers de développement**. Il fournit des appuis aux activités agricoles et aux AGR sur la base du constat que la diversification est un facteur déterminant dans la résilience.

Dans cette transformation vers une sécurité alimentaire – et des changements sur le plan économique et comportemental - VSF-B travaille à induire des gains de productivité (grâce à des actions innovantes en matière de santé animale, production et environnement) et des modes d'organisation pour induire des changements au niveau des ménages bénéficiaires.

Le **chemin du changement** couvre la vulgarisation d'actions innovantes, l'accroissement du troupeau, des gains de productivité, une meilleure valorisation de la production, l'autoconsommation, l'accès aux revenus et l'accès aux services sociaux de base.

Sur le plan économique, la croissance démographique mène à une plus forte demande pour des produits d'origine animale et donc des opportunités pour développer des chaînes de valeur élevage, mais dans une perspective de protection de l'environnement.

Les projets de VSF-B s'orientent largement sur le **groupe cible de femmes** pauvres en milieu rural et développent – à des degrés différents – des approches pour favoriser l'autonomisation socio-économique des femmes. VSF-B accompagne en priorité des activités élevage qui sont accessibles aux femmes (élevage caprin, aviculture et production de lait) et dont la contribution au bien-être des femmes et des membres de la famille peut être renforcée.

Le concept 'One Health' est traduit dans des interventions concernant la **protection et la restauration de l'environnement des communautés d'éleveurs-pasteurs** et des démarches dans le domaine de la nutrition, de l'hygiène et assainissement en plus des activités spécifiques dans le domaine de la santé et la production animales.

Les efforts de plaidoyer en faveur du secteur du lait - contre le lait en poudre importé en Afrique de l'Ouest - répondaient à des contraintes importantes pour assurer la viabilité de ce sous-secteur face à la concurrence déloyale des produits laitiers importés. La campagne CELEP a attiré l'attention sur les défis et rôles spécifiques des communautés pastorales.

B. En phase avec les politiques nationales sectorielles

Le programme Sud est largement en phase avec les politiques nationales en matière d'élevage et d'agriculture dans les différents pays. VSF-B est également aligné avec les politiques et stratégies de

développement de services de santé animale mais vise également à améliorer ces politiques afin de renforcer la proximité/disponibilité de ces services en milieu rural.

Quelques actions de plaidoyer (locales ou nationales) visent une plus forte place pour le secteur élevage dans les politiques et plans de développement locaux en raison de leur contribution : à l'économie locale, au renforcement de la résilience des ménages vulnérables et à la protection de l'environnement (voir rôle écologique de l'élevage pastorale.)

Dans plusieurs pays, on constate que les décideurs politiques ne sont pas toujours bien informés et sensibilisés sur l'importance de l'élevage familial ou du pastoralisme. Des fois, le développement du secteur se heurte à des intérêts politiques ou économiques des personnes/structures influentes (p.ex. les importateurs de lait en poudre ou de poulets congelés). Bien que les services techniques collaborent souvent avec les projets notamment pour le suivi des services de santé animale, les communes/collectivités locales sont souvent peu conscientes de l'importance de l'élevage pour le développement local et pour la lutte contre la pauvreté.

Notons que le secteur de l'élevage représente moins d'1% de l'Aide Publique au Développement et qu'il représente moins de 10% des budgets nationaux.

C. En phase avec les stratégies de la Coopération Belge

Le programme Sud et Nord est pleinement en phase avec la stratégie Belge pour le **secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire**[9] qui est clairement orientée sur la promotion de l'agriculture /élevage familial. Il s'intègre bien dans les Cadres Stratégiques Communs des ACNGs dans ses pays d'intervention. Les volets d'appui aux ménages vulnérables répondent à la préoccupation de la Coopération Belge **« Leave No-one behind** ».

D. Programme basé sur les leçons apprises des programmes précédents

Le programme DGD 2017 – 2021 est bâti sur les leçons apprises des programmes antérieurs. Une des premières leçons apprises est que les effets recherchés sont au niveau des personnes et non au niveau des animaux. Les objectifs spécifiques sont passés de l'amélioration de la productivité à l'amélioration de la sécurité alimentaire et économique.

L'expérience a montré que le renforcement du rôle structurant de l'élevage doit se faire dans un équilibre afin de renforcer durement la résilience des ménages pauvres et vulnérables. Cela justifie que VSF-B fournit des appuis aux activités agricoles et aux AGR. En plus, la diversification des activités est un facteur déterminant dans la résilience.

E. En phase avec les défis identifiés dans le Nord et le Sud

Le programme Nord s'adresse à des publics cibles qui démontrent un intérêt spécifique pour les domaines d'intervention de VSF-B dans le Sud notamment la santé animale, le développement du secteur de l'élevage ou le pastoralisme à travers une approche holistique. Il vise à informer et

[9] Note stratégique pour le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (Octobre 2010) Voir https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/note_strategique_agriculture_securite_alimentaire.pdf

sensibiliser le monde académique et le monde professionnel des vétérinaires de l'importance du concept 'One Health' et de la situation particulière des communautés pastorales en Afrique.

Le volet Belgique a mis le focus sur **des thèmes qui sont très pertinents** car (1) ils sont basés sur l'expérience de VSF-B dans les pays du Sud et (2) ils touchent des questions qui sont également d'actualité en Belgique[10] :

- L'effet de la production/consommation de viande sur le changement climatique - voir campagne « It is not the Cow, it is the How »,
- L'importance des liens entre la santé animale, la santé humaine et la santé environnementale telle que développée dans le concept 'One Health',
- La question du prix équitable pour les producteurs p.ex. de lait,
- La problématique et les défis spécifiques du pastoralism.

Le concept 'One Health' est au cœur du programme en Belgique. La pandémie Covid confirme d'ailleurs la nécessité et la pertinence de la mise en application de cette approche car une maladie zoonotique transmise par un animal à un être humain est à la base de cette pandémie En plus, le changement climatique et la perte de biodiversité soulignent l'urgence des mesures environnementales.

En raison de l'expérience de VSF-B et de ses partenaires sur le terrain au Sud, l'organisation a une forte légitimité pour la promotion de ce concept, pour l'organisation des efforts d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) et pour les activités de plaidoyer autour de ce concept.

F. Conclusion Pertinence

Le programme VSF-B est très pertinent car il est aligné aux politiques nationales en matière d'élevage. En même temps, il démontre l'intérêt d'investir dans des soins de santé animale de proximité et de faciliter l'accès aux activités économiques liées à l'élevage pour le développement local.

Le programme répond clairement aux besoins des ménages vulnérables – et en particulier des femmes pauvres - d'accéder à des revenus au petit élevage familial et d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'approche holistique offre plus de chances de renforcer leur résilience.

Dans ce sens, le programme est aligné avec les stratégies et politiques de la Coopération Belge en matière d'agriculture familiale, d'égalité hommes-femmes et de prise en compte de la nécessité de protéger l'environnement naturel des agro-éleveurs et communautés pastorales.

Pour les activités d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS), le projet DEAR couvre des thèmes basés à la fois sur les réalités dans le Sud et les intérêts de la population belge, (surtout étudiants et professeurs) et des professionnels de l'élevage et, soins vétérinaires et développement rural.

[10] Ceci cadre bien dans la volonté des ACNG de dépasser le clivage Nord-Sud et de faire face ensemble aux défis mondiaux tel que défini dans les 17 Objectifs Développement Durable (ODD). Voir "Le Décloisonnement Nord-Sud - Vers des partenariats mondiaux à part entière », NGO Federatie /ACODEV mars 2021

II. EFFICACITE

L'efficacité[11] du programme 2017-21 est bon à très bon en fonction des différents domaines d'intervention.

Cette efficacité (et impact) aurait été encore plus forte s'il n'y avait pas eu **la pandémie Covid-19** qui a rendu difficile les déplacements sur le terrain, les regroupements et contacts avec les bénéficiaires en plus de la fermeture des marchés et frontières et la mise en quarantaine des villes.

- En Belgique, l'équipe s'est heurtée à des difficultés d'organisation des activités en présentiel et les voyages d'échange des étudiants vétérinaires et des écoles agronomes n'ont pas pu être organisés. Plusieurs activités de sensibilisation/information ont été adaptées vers des formules online, ce qui a permis de toucher un plus grand public en Belgique et l'implication des partenaires et collègues en Afrique.
- Au Rwanda, les investissements auprès des ménages vulnérables ont connu quelques retards.

En plus, en Afrique de l'Ouest et en Uganda**, la détérioration du contexte sécuritaire** - et les difficultés de déplacement pour les équipes[12] - a obligé VSF-B à développer des stratégies de proximité via des coachs endogènes, via la digitalisation, etc. En plus de permettre la continuité des activités, ces modèles accélèrent également le transfert de compétences au niveau local.

- P.ex. au Niger, les partenaires locaux CESAO et Karkara ont su s'adapter pour maintenir un contact avec les bénéficiaires, en utilisant des moyens adaptés tels que les médias communautaires (radios et crieurs publics), les services des relais communautaires, etc. Et en organisant les formations en double flux, dans des salles avec des petits groupes ou en plein air, etc.
- Au Burkina Faso, où le contexte sécuritaire se dégrade rapidement depuis 2020, une place de choix est donnée aux agents communautaires de santé animale (ACSA) dans le dispositif de santé public vétérinaire. Les ACSA sont devenus les seuls à pouvoir offrir des prestations au profit des éleveurs dans les localités devenues inaccessibles par les agents des services publics et privés en charge de la santé animale.

Le texte suivant analyse l'efficacité des différents domaines d'intervention du programme VSF-B avec des exemples concrets des projets. Il identifie autant que possible les facteurs majeurs ayant influencé les résultats atteints (Q.E. 2.1). A la fin de chaque analyse, le texte formule des conclusions par rapport au domaine couvert.

Puisque la nature des informations disponibles diffère d'un projet à l'autre en fonction du contexte locale et l'approche adaptée à ce contexte, les tableaux ne contiennent pas le même type d'informations pour chaque projet. Comme indiqué ci-dessus des informations et analyses plus détaillées sont disponibles dans les aide-mémoires de l'évaluation de chaque projet/pays.

[11] Questions d'évaluation :
- Quelles sont les facteurs majeurs qui ont influencé la réalisation des objectids et résultats du programme ? Quelles leçons à tirer afin de prendre en compte ces facteurs à l'avenir ?
- Quels sont les effets significatifs non prévus obtenus (positifs comme négatifs) et quelles suites à donner ?

[12] P.ex. impossibilité pour les équipes de terrain de circuler en moto au Niger

A. Efficacité de l'Outcome Belgique – projet DEAR

A.1. Activités avec le monde professionnel des vétérinaires et autres experts

Sous le résultat 1/ Output 1: « Les professionnels de l'élevage et de la santé animale (et leurs organisations) en Belgique sont informés et conscients de l'importance de l'élevage familial à travers une approche 'One Health' et informent, sensibilisent et mobilisent leurs pairs et les citoyens belges en faveur d'un monde plus juste et durable. », le projet DEAR a accompagné 45 actions organisées par des vétérinaires belges et leurs associations (UVP et VVD) avant la pandémie de Covid - dont 70% répondaient aux normes de qualité telles que défini par VSF-B[13].

L'évaluation constate que le projet s'est heurté au faible taux de réponse de la part de ce groupe professionnel belge et n'a pas pu identifier – ou investir dans – un mode d'intervention qui suscite l'intérêt de ces professionnels. On peut espérer que le focus du nouveau programme 2022-2026 « prévenir la prochaine épidémie » permettra d'attirer l'attention des vétérinaires et des éleveurs.

En 2020, VSF-B a décidé de réorienter les activités vers les professionnels de l'élevage et de la santé animale au niveau international[14] à travers l'organisation de 12 **webinaires** pour plus de 1.500 participants avec la participation des partenaires africains de VSF-B (via la digitalisation). Les thèmes de ces webinaires et des présentations pour des organisations de la société civile belge couvraient le pastoralisme et l'impact environnemental de la consommation de viande (campagne « It's not the Cow, it's the How ») et la crise laitière.

L'évaluation souligne la qualité générale de ces webinaires à la fois sur la qualité des présentations, vidéos et schémas, l'expérience des intervenants et la pertinence scientifique du contenu.

A.2. Activités avec le monde académique

Sous le Résultat/ Output 2 : « les étudiants dans l'enseignement supérieur dans les domaines de l'agriculture ou de la santé animale (et leurs professeurs et leurs établissements d'enseignement) sont informés et conscients de l'importance de l'élevage familial à travers une approche 'One Health' et informent et sensibilisent leurs pairs, DEAR a collaboré intensivement avec 10 hautes-écoles et 3 universités en Wallonie et en Flandre. Les modes d'intervention/animation étaient très adaptés au public cible : des conférences, des concours pour gagner un stage, un jeu de société NOMADSED sur le pastoralisme…

La collaboration 'JAGROS[15]' avec les ACNG belges Eclosio et SOS-Faim a permis d'intensifier la collaboration avec les 5 hautes-écoles en Wallonie et environ 600 étudiants par an à travers un ciné-débat, une journée JAGROS sur le thème de la souveraineté alimentaire et des groupes-relais qui organisent des activités connexes au cours de l'année.

Les activités de DEAR ont été largement appréciées et ont touchées les étudiants et professeurs suite à l'excellente qualité des interventions et outils qui sont basés sur l'expérience de terrain de VSF-B et l'approche systémique 'One Health'.

[13] Source: Suivi-évaluation du projet DEAR – voir rapport Final 2017-21 préparé pour la DGD

[14] « ce choix était motivé par le fait qu'à cause de la situation préoccupante avec le COVID, les ambassadeurs vétérinaires n'ont pas eu suffisamment la possibilité d'organiser des activités eux-mêmes (évènements) afin de sensibiliser des confrères et consœurs par rapport aux thématiques de VSF-B" Source: Rapport Annuel 2020 p 5

[15] Jeunes Agros et Souveraineté alimentaire

Ces activités de sensibilisation ont ouvert la porte à des collaborations intéressantes avec les hautes écoles et universités pour des stages, thèses, conférences et projets de recherche (p.ex. au Rwanda).

A.3. Résultat en matière de plaidoyer

Le Résultat / Output 3 de l'Outcome Belgique visait "des décideurs politiques et des acteurs du secteur privé belge et européen actifs dans les domaines de l'agriculture, de la santé animale et de la coopération internationale prennent des décisions en faveur de l'élevage familial selon une approche 'One Health'. "

Voir ci-dessous : F. Efficacité Plaidoyer sur les résultats atteints en matière de plaidoyer au Nord et au Sud.

La collaboration avec le secteur privé n'a pas été réalisée sous l'Outcome Belgique en dehors des contacts avec les vétérinaires et leurs organisations.

A.4. Conclusion Efficacité Outcome Belgique

L'efficacité du projet DEAR est bonne, surtout suite aux choix de l'équipe par rapport aux thèmes couverts dans les activités innovatrices pour un public d'étudiants et de professeurs. Ses présentations, documents et vidéos sont de très bonne qualité. La pertinence et le caractère scientifique des informations et analyses attirent l'attention du groupe cible.

Les efforts envers les vétérinaires et leurs organisations n'ont pas eu les résultats attendus, mais VSF-B a contribué à une meilleure compréhension des enjeux de l'élevage familial et pastorale auprès des professionnels du développement.

B. Efficacité : Services de santé animale

B.1. Accès aux services de santé animale – Agents communautaires de Santé Animale (ACSA)

Les agents communautaires de santé[16] (ACSA ou Community-based Animal Health Workers – CAHW en anglais) offrent des services de santé de base et des conseils en élevage à des éleveurs et agri-éleveurs. En plus, ils jouent un rôle important dans la surveillance épidémiologique. Dans tous les pays du programme, la formation et l'équipement des ACSA (souvent sous un autre nom[17]) se retrouvent sous le résultat /output 1 des cadres logiques.

a) Les réalisations

Les efforts de formation et d'encadrement des ACSA se justifient pleinement par le nombre limité de vétérinaires dans tous les pays, combiné à une plus forte concentration/présence dans les centres urbains ou semi-urbains ce qui rend difficile l'accès à des soins de santé animale dans les zones rurales ou plus éloignées.

Les ACSA (tous les pays), les VVV (Mali) et les (49) agents de santé avicole (Burundi) sont des personnes issues du milieu rural qui ont été identifiées/ proposées par les communautés - sur la base de critères

[16] Dans ce rapport, le nom ACSA est utilisée pour décrire tous les agents de proximité :

[17] Le nom et leur statut diffère entre le pays :

- Auxiliaire d'élevage au Niger, Burkina Faso
- ACSA collinaires au Burundi, Rwanda et RDC-Est
- Services Vétérinaires privés de proximité (SVPP) au Rwanda et Niger
- Community-based Animal Health Workers en Uganda
- Cabinets Vétérinaires Privés de Proximité & Vaccinateurs Villageois de Volaille au Mali

de sélection pré-établis par le projet - puis retenues pas le projet (avec avis du vétérinaire qui les supervisera.) Leur niveau de formation est en général assez bas.

Le tableau 1 (voir page suivante) donne un aperçu des principales caractéristiques et des résultats des ACSA par pays.

La durée de la formation des ACSA varie entre 5 et 10 jours en Afrique de l'Ouest et seulement quelques jours au début du projet au Burundi. Ils apprennent à rendre des services de santé animale basiques et/ou fréquents (p.ex. des vaccinations et des castrations). Afin d'être pleinement opérationnels, un kit est mis à leur disposition ainsi qu'un moyen de déplacement (p.ex. au Rwanda).

Les effets sont visibles :

- Au Rwanda, l'appui aux services vétérinaires privés de proximité (SVPP) a permis d'augmenter le nombre de prestations par VPP, passant de 1.100 à 3717 interventions . Les VPP offrent une diversité de services (soins préventifs et curatifs, insémination artificielle…) ;
- Au Niger, les SVPP sont les mandataires pour les campagnes de vaccination avec 804.538 petits ruminants et 619.710 bovins vaccinés.
- Au Burundi, les campagnes de vaccination trimestrielles couvrent 13000 poules.
- En Ouganda, 50.000 animaux étaient vaccinés au cours de la période 2017-

Le suivi des ACSA est assuré soit par le vétérinaire de commune (Burundi) soit par un vétérinaire privé du projet (Burkina, VVV au Mali, Ouganda). Cela signifie qu'il y a une relation étroite entre l'ACSA et le vétérinaire. L'ACSA fera appel au vétérinaire pour des interventions médicales qui dépassent ses compétences.

- Au Burundi, l'évaluation a constaté que le suivi de la part des vétérinaires de commune n'a pas été suffisant pour garantir la qualité des services des ACSA. Les ACSA exécutent certains actes de santé médicale qui n'étaient pas inclus dans leur formation.
- Au Burkina Faso, à la différence du Niger, les ACSA n'ont officiellement la compétence que dans la vaccination de la volaille, le déparasitage des petits ruminants et la petite chirurgie[18].
- Au Rwanda, au Mali et au Niger[19], VSF-B a impliqué les associations de vétérinaires privés afin d'assurer de façon durable une collaboration et une complémentarité entre les services rendus par les ACSA et des interventions plus sophistiquées.

[18] Ils n'ont donc pas théoriquement le droit de vacciner ni les petits ruminants encore moins les bovins.

[19] Le fonds de garantie pour les SVPP a été placé sous la supervision de l'Association Nigérienne de Vétérinaire Privé du Niger (ANVN), ce qui constitue un gage de durabilité (Rapport final DGD Niger)

Tableau 1 : Nombre d'auxiliaires de santé animal formés et/ou opérationnel dans les différents pays

	Agents communautaires de Santé Animale (ACSA) formés	Durée de la formation	Opérationnel	Viable %	Satisfaction des bénéficiaires %
Burkina Faso	04 Réseaux de Santé Animale de Proximité (RSAP) (2 existants) ; 4 cliniques vétérinaires privées, 2 cabinets de soins vétérinaires privés, et de 55 Auxiliaires d'élevage.	Une à deux semaines	82% des SVPP fonctionnels – (et son réseau d'AE)	Au moins à 90%	86% adopte les bonnes pratiques de santé publique 77% = performance des acteurs impliqués dans la conduite des opérations de surveillance épidémiologique basée sur des Nouvelles techniques de l'information
Niger	Plus de 50 ACSA dans les zones couvertes du projet-(combiné à des services vétérinaires des proximité)	10 modules – au moins en 10 jours		Idem	96% d'éleveurs sont satisfaits des vaccinations faites au courant l'année écoulée Fonds de garantie de 60.000 € (avec ISVPP-MCA)
Mali	3 Cabinets Vétérinaires Privés de Proximité& 90 Vaccinateurs Villageois de Volaille (50% de femmes)		Idem	3 CVPP rentables (3 pas installés car faible perspective de rentabilité)	90% des ménages ont recours au service d'élevage (santé + aliment bétail)
Burundi	24 ACSA collinaires formés	9 nouveaux ACSA – 9 jours 51 ACSA – 3 jours de mise à niveau		98%	De 54% à 97%
Rwanda	16 techniciens vétérinaires privé de proximité	Equipement + accès au crédit via SACCO		74%	95% 35.600 fermiers touchés (11.800 en 2017) Interventions annuelles augmentés de 1232(2017) à 3.717 (2021) Diminution du taux de mortalité des caprins de 10% à 3% ; et de 8% à 3,95% pour les bovins
Ouganda[20]	8 associations de Community animal health workers (CAHW) et vétérinaires privés	5 à 7 jours		De 10% à 66% (90% en 2019)	De 55% à 64% (78% en 2019)

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

[20] En Ouganda, on constate une augmentation significative des indicateurs entre la ligne de base et 2019. Malheureusement la détérioration du contexte scuritaire combinée à la pandémie Covid a eu un effet négatif sur les résultats du projet en 2020-21.

b) La rentabilité/viabilité des systèmes de proximité

En général, les ACSA sont rémunérés par leurs clients sur la base des services rendus, ou sur la base d'une marge bénéficiaire sur les médicaments (Burkina-Faso) /vaccins (Mali). Ils ne sont pas rémunérés par le service public en dehors des campagnes de vaccination, lorsque les services vétérinaires font appel à eux. Une partie du marché est constituée de services à rendre aux projets VSF-B au moment de la distribution des animaux dans les chaînes de solidarité et pour leur suivi (p.ex. suivi pendant 6 mois au Burundi, au Mali).

La **durabilité/viabilité de ces services semble assez élevée** et dépend de la capacité des ACSA de rendre des services qui sont appréciés par les bénéficiaires et de la capacité de paiement des bénéficiaires (à partir des AGR ou vente d'un animal).

- Au Burkina, les marges sur les médicaments vétérinaires qui constituent la base de leur rémunération devraient aussi prendre en charge les activités non facturées. Le projet a trouvé une parade en accordant des primes pour service rendus à certains ACSA reconvertis en coach dans les villages mais cela s'avère assez insuffisant.

Dans la plupart des projets/pays, **le taux de satisfaction des utilisateurs est bon à très bon**, même s'il est certainement influencé par le fait que ce genre de services n'était pas disponible avant les projets VSF-B. Chez les communautés pastorales en Uganda, les ACSA n'arrivent pas tous à joindre les troupeaux qui se déplacent sur de longues distances.

L'évaluation du programme a constaté les **facteurs de réussites suivants** :

- La sélection des ACSA par les communautés bénéficiaires – en vue de sélectionner des personnes qui ont la confiance de leur milieu,
- La solidité de la formation des ACSA (Ouganda),
- Une forte demande pour les services de santé animale suite à la rentabilité des activités d'élevage et la capacité d'investissement en élevage renforcé par les projets,
- L'existence d'un cahier de charge des ACSA,
- L'accès au crédit pour l'ACSA (afin de pouvoir renouveler son équipement et stock de médicaments),
- L'octroi d'un montant non remboursable d'un million de francs rwandais (9.400 €) destiné à l'équipement du vétérinaire privé de proximité (VPP) et l'achat d'intrants vétérinaires (Rwanda).

D'autres facteurs freinent leur performance :

- Absence de cadre légal (Burundi, Rwanda, Burkina Faso…),
- Faible suivi et contrôle de la part des services techniques d'élevage (Burundi, Uganda),
- Faible connaissance des ACSA sur l'approche 'One Health' (tous les pays) malgré une formation organisée par VSF-B dans tous les pays,
- Faible capacité organisationnelle des ACSA dans tous les pays afin de mener un plaidoyer pour promouvoir leur métier.

c) Conclusion - ACSA

Le système développé dans tous les projets est performant et permet à une large partie de la population cible d'avoir accès à des soins de santé basiques à un prix abordable.

VSF-B a adopté **une approche 'systémique' efficace** des soins de santé animale en milieu rural à travers la formation des ACSA, leur accompagnement par les vétérinaires publiques ou privés et une fonction de contrôle /régulation par les services techniques. Le projet assure à la fois (1) une bonne offre de soins vétérinaires à différents niveaux de sophistication et leur contrôle/suivi combiné à la disponibilité de médicaments et (2) une volonté de payer pour ces services suite à la rentabilité accrue des activités d'élevage.

L'accompagnement et le suivi solide de l'état dans le cadre de son rôle régalien est essentiel pour assurer la qualité et durabilité de ce service.

Ce résultat cadre tout à fait avec l'**ADN même de « Vétérinaires sans frontières »** car elle a une solide expertise dans ce domaine (voir nombre de personnes de l'équipe VSF-B avec une formation de vétérinaire). La plupart des partenaires estiment que VSF-B a un avantage comparatif très clair dans ce domaine comparé à plusieurs autres projets qui couvrent l'élevage et qui forment des auxiliaires de santé animale. Beaucoup de Ministères et de services techniques reconnaissent la place/le rôle que VSF-B peut jouer dans le secteur de la santé animale.

Notons que les projets 2017-21 sont souvent basés sur des expériences de projets du programme précédents (p.ex. DEPEL I au Burundi) et que l'aspect 'innovation' est donc relativement limité. Il s'agit plutôt de peaufiner l'approche.

Rappelons que les effets au niveau des bénéficiaires vulnérables et des chaînes de valeur élevage (voir ci-dessous C. Appui aux AGR élevage & D. Appui aux ménages vulnérables) n'auraient pas été atteints sans la **plus forte disponibilité de services de santé animale**, d'une plus forte capacité de vaccination et d'une meilleure disponibilité des médicaments dans les boutiques/points de vente.

Quelques remarques critiques :

- L'évaluation constate que le concept 'One Health' est faiblement pris en compte dans la mise en œuvre des services de santé animale de proximité. P.ex. au Rwanda, les vétérinaires privés et ACSA sont moins sensibilisés sur les zoonoses et les résidus antibiotiques.
- Il n'est pas explicitement mentionné que la formation des ACSA couvre également les techniques traditionnelles pour les soins aux animaux sur la base des plantes/herbes. L'équipe d'évaluation se demande donc si leur formation est uniquement orientée vers l'utilisation des médicaments modernes importés ?
- Les clients les plus modestes des ACSA n'ont pas la capacité financière de payer des soins plus sophistiqués accomplis par des vétérinaires, ce qui risque de démotiver les vétérinaires à s'impliquer en milieu rural.
- Suite à l'absence de services sophistiqués à un coût raisonnable, les ACSA sont sollicités pour des interventions qui dépassent leurs compétences (cas du Burundi).

B.2. Accès aux médicaments vétérinaires et intrants

a) Les réalisations

La faible disponibilité de médicaments vétérinaires et l'existence sur le marché de produits illégaux ou de contrebande (p.ex. Burundi) ont poussé tous les projets à chercher une solution adéquate en fonction du contexte et des acteurs impliqués.

Tableau 2: Système d'accès aux médicaments

	Description sommaire du système
Burkina Faso	Les vétérinaires privés constituent la cheville ouvrière du système d'approvisionnement des médicaments mais l'Etat fournit les vaccins
Niger	Les AE s'approvisionnent auprès du vétérinaire privé en médicaments (déparasitant, antibiotiques, composants vitaminés) et aussi en vaccins
Mali	Médicaments disponibles dans les Cabinets Vétérinaires (CVPP)
Burundi	4 boutiques (1/commune), gérées par un gérant nommé par la coopérative - 4 coopératives avec 144 membres
Rwanda	Les VPP ont été appuyés pour investir dans des pharmacies vétérinaires
Uganda	Pas d'information

- Au Burundi, des bâtiments ont été mis à la disposition des boutiques d'intrants. Les vétérinaires et comités de gestion ont été formés sur la gestion de l'activité, mais il ne ressort pas clairement si le contrôle de ses activités est fait de façon régulier.

Les facteurs suivants ont **contribué** à l'atteinte de ce sous-résultat :

- Implication directe des vétérinaires et ACSA dans les boutiques de médicaments vétérinaires,
- Formation en gestion des responsables des boutiques (Burundi),
- Accès au crédit pour l'achat de médicaments et autres intrants,
- Disponibilité d'autres intrants pour l'élevage (aliments pour bétail au Mali, blocs à lécher au Burundi ...),
- Appui aux coopératives pour les achats groupés d'aliments pour bétail (Mali).

Alors que les facteurs suivants ont plutôt **freiné** ce sous-résultat :

- Faible capacité de contrôle des boutiques et/ou transparence insuffisante dans la gestion (Burundi),
- Marge faible pour les ACSA sur les médicaments vétérinaires (Burkina Faso),
- Stock initial important de produits moins courants, ce qui bloque l'approvisionnement rapide d'autres médicaments (Burundi),
- Faible capacité financière des vétérinaires privés pour s'approvisionner auprès des grossistes,
- Certains grossistes en médicaments vétérinaires ne respectent pas la réglementation vétérinaire.

b) Conclusion – Accès aux médicaments et intrants vétérinaires

La mise en place des boutiques d'intrants pour l'élevage ou collaboration avec les vétérinaires a clairement facilité l'accès des éleveurs aux intrants essentiels pour garantir la santé des animaux.

B.3. Le statut des ACSA - Cadre de concertation et initiatives de plaidoyer sur le statut des AE

a) Les réalisations

L'expérience de VSF-B montre que le statut des ACSA/CAHW varie fortement entre une reconnaissance officielle dans certains pays et la prohibition de l'activité dans d'autres pays. Plusieurs facteurs mènent à une diversité de critères, niveaux de formation, niveaux de supervision et déploiement des ACSA par le secteur public ou privé. VSF-B est très conscient de la nécessité de promouvoir/développer une base légale et/ou une reconnaissance du métier d'AE.

L'expérience du Niger[21] explique bien le rôle que VSF-B joue – ou peut jouer - dans la création d'un cadre approprié pour les ACSA (appelés SVPP au Niger) :

- Après la période de 2003 à 2007 qui était l'étape cruciale de conception, de déroulement et d'ajustement du modèle avec l'installation des premiers SVPP, un nombre important de SVPP a été installé de 2008 à 2012 sur différents financements. La période allant de 2013 à 2021 a connu l'adoption d'une stratégie nationale de mise en place de SVPP, l'élaboration d'un guide d'installation des SVPP et 2 arrêtés réglementaires sur le fonctionnement des SVPP et des auxiliaires d'élevage. Cette phase est la consécration de la volonté politique pour faire du SVPP une option centrale en matière de promotion de la santé animale.
  A chacune de ces étapes VSF-B a joué des rôles prépondérants qui ont évolué en fonction des enjeux de l'heure : rôle de conception, de plaidoyer pour une adhésion des parties prenantes, appui à la réglementation, appui à l'institutionnalisation.
  Dans ce programme quinquennal, VSF-B appuie l'institutionnalisation grâce à une large diffusion du guide d'installation des SVPP et de la stratégie nationale SVPP, la poursuite de la couverture nationale en SVPP. Le rôle de VSF-B se retrouve aussi dans l'appui au rôle régalien de l'Etat.
  A l'heure actuelle, les SVPP couvrent 42 départements sur les 63 que compte le Niger et 6 régions sur 8. De plus, 26% du territoire est couvert par les SVPP.

Plusieurs autres efforts ont été faits mais n'ont pas encore tous aboutis :

- Burundi : les réunions trimestrielles du cadre de concertation avec le Ministère de tutelle ont été suspendues sous Covid et seront reprises dans le nouveau programme DGD,
- Burkina Faso : l'absence de statut officiel a freiné l'implication des ACSA dans les campagnes de vaccination. Grâce à l'apport du programme VSF-B et des acteurs directs que sont les OP d'éleveurs, des projets de textes règlementaires sur le Statut officiel des ACSA sont en cours de validation (RDGD p 7),
- Mali : VSF-B a organisé un atelier (2018) pour les PTF « Pour une santé animale de qualité et de proximité » dont l'objectif était de contribuer à l'émergence d'une plateforme régionale, qui s'appuie sur le leadership de la politique régionale CEDEAO, soutenant l'implémentation effective et le développement durable des dispositifs de gestion de la santé animale de proximité dans les pays Ouest africains. A terme, ce dispositif permettra de renforcer la cohérence et l'efficacité des interventions des parties prenantes en matière de santé animale de proximité dans l'espace de la CEDEAO
- Mali : Appui au RBM pour la mise en place d'une stratégie régionale en matière de santé animale de proximité.

Sur la base de son expertise et de son expérience dans la santé animale et dans la formation/accompagnement des ASCA, VSF-B est souvent considéré comme **l'interlocuteur privilégié** pour le débat sur le statut légal et le cahier des charges des ACSA. Pourtant, dans certains pays, ce 'positionnement' est réduit du fait que VSF-B n'intervient que dans une partie/zone des pays alors que plusieurs projets et acteurs de développement forment et mobilisent également des ACSA sous des statuts et niveaux d'expertise différente. Des concertations avec d'autres acteurs (p.ex. avec le réseau RBM au Niger) et les Ministères sont donc essentielles pour ce processus.

- Burundi : Au cours du prochain programme et sur la base de ces constats, VSF-B a prévu de poursuivre la concertation avec le MINEAGRIE et de continuer de l'appuyer dans un processus

[21] Voir Aide-Mémoire Niger.

déjà entamé et déterminant pour l'avenir de la santé animale dans le pays, consistant en la précision du cahier de charge des ACSA, à la définition de leur accréditation et leur encadrement et l'extension des services similaires sur tout le territoire national.

c) *Un nouveau projet sur le renforcement des ACSA*

Au niveau du Global South, un projet (2022-23) de 2 ans d'une collaboration entre l'Organisation Internationale de la Santé Animale (OIE) et VSF-International vient de démarrer : "Strengthening the enabling environment for community animal health workers through development of competency and curricula guidelines" (financé par USAID/BHA). Il vise à faire un inventaire des différentes formations, des divers modèles de mise en œuvre des 'Community Animal Health Workers' et de leur cadre institutionnel à travers une analyse documentaire et des consultations régionales. Cette étude permettra à l'OIE de développer des guides pour le développement de compétences et curricula au niveau international, des propositions de législations et réglementations concernant les services de santé animale de proximité et de développer/tester des propositions pour un cadre légal et réglementaire en vue d'assurer la durabilité des modèles des AE.

d) Conclusion - Cadre réglementaire ACSA

On peut regretter que les efforts des bureaux et projets locaux de VSF-B n'aient pas encore tous réussi à sensibiliser les décideurs politiques sur le statut de l'auxiliaire d'élevage, l'objectif étant de développer un système qui est à la fois viable et durable et qui contient des garanties pour la qualité des services rendus.

Le nouveau projet sous l'égide/financement de l'OIE permettra à VSF International d'analyser ce cadre réglementaire avec une plus forte légitimité en se basant sur l'expérience très concrète des membres de son réseau, en particulier de VSF-B.

Pour réaliser ce processus, des collaborations intensives avec les OP faitières (comme le RBM, l'APESS ou le RECOPA au Burkina Faso) permettraient de bien définir les besoins des éleveurs et de développer un système qui implique largement les OP d'éleveurs pour l'organisation en leur sein de ces services de santé animale de façon durable.

e) Autres résultats intéressants

Sur la base de leur expérience et présence dans le secteur élevage, les projets de VSF-B ont pu atteindre d'autres résultats intéressants :

- Au Niger, VSF-B et Enabel ont collaboré pour développer un SAP pastoral qui passe par téléphone/SMS des informations pertinentes pour les éleveurs p.ex. pour la prise de décision sur la transhumance[1].
- Au Niger, DIRRECT a facilité des études pour compléter le cadre réglementaire de la profession vétérinaire privée. Un fonds de garantie est mis en place pour les SVPP.
- Au Burkina, VSF a mis sur pied un système d'alerte précoce.

Voir également tableau 6 sur l'évolution de la productivité numérique des caprins

C. Efficacité de l'accompagnement des AGR / Chaînes de valeur

C.1. Accès au crédit

a) Accès au crédit à travers les groupements d'épargne et de crédit

Tous les projets ont renforcé la capacité de production des ménages - et en particulier des femmes - à travers la création et l'appui à des groupements d'épargne et de crédit autogérés.

Le tableau 3 donne un aperçu des réalisations et résultats atteints dans les différents pays du Sud.

L'approche d'appui aux groupements solidaires d'épargne/crédit– qui est déjà largement connue et promue par d'autres projets[22] - **s'adresse spécifiquement aux femmes rurales vulnérables** qui ont une capacité d'épargne limitée, mais dont la mise en commun de l'épargne permet de développer – à tour de rôle – des activités économiques ou de répondre à d'autres besoins sociaux.

L'aspect innovateur du programme VSF-B réside dans les aspects suivants :

- L'appui financier au groupe se fait à condition que le groupe ne distribue pas le bénéfice et l'épargne collectée à la fin de l'année – ce qui permet de capitaliser les ressources,
- Les groupements sont constitués de ménages bénéficiaires des chaînes de distribution des animaux (voir 3.A. p.ex. les Livestock Husbandry Groups en Ouganda),
- Le système a été introduit auprès des ménages pastorales (Ouganda),
- Les éleveurs de la même filière se regroupent autour de l'accès au crédit (p.ex. les femmes avicultrices au Burundi).

[22] Promue principalement par CARE Internationale depuis 1991 au Niger et au Burundi la méthodologie des groupements solidaires a été développées par des ONG internationales comme CRS, World Vision et Plan International.

Tableau 3 : Accès au crédit - Groupements épargne crédit

	System + couverture	Résultats	Points forts/	faibles
Burkina Faso	Aucune collaboration avec l'IMF MECRA comme prévu	Les plans d'affaires élaborés ont été financés	Action à partir « de plan d'affaires » Réponses aux besoins courant des ménages	Financement à partir du compte du projet (et non de l'IMF) Plans d'affaires assez sommaires Action menée durant le dernier semestre du projet Durabilité limitée
Niger	Fonds de garantie chez ASUSU pas réalisé	Promotion des Associations villageoises d'épargne/crédit (AVEC)	Appui aux OP pour préparer des plans d'affaires pour capter des financements d'autres projets	Le placement n'a pas eu lieu à cause des difficultés de fonctionnement de l'IMF
Mali	760 € mis à la disposition de 25 OPF	Augmentation du capital des groupements de 3.000 à 4.500 €	Démarches complémentaires d'entraide et l'organisation des soins groupés par le vétérinaire	
Burundi	74 associations solidaires d'épargne et crédit (ASSEC) comptant 1.648 membres – dont 1.093 femmes	100% des groupements à accès au crédit (baseline 18%)	Tous les membres ont développé des AGR (0% baseline) 68% des groupes ont remboursé l'intégralité des crédits Volume épargne (142M FBU – 62.637 €) et crédit cumulé (111 M FBU – 48.963 €).	Petite taille des groupements Taux global des impayés de 13% sur un montant de 40.000 € Un cas de fraude important
Rwanda	VICOBA et SACCO 1.226 membres (dont 664 femmes) dans 47 groupements d'IMBARAGA	Financement de 87.000 € au total + 50% fond non remboursable Evolution de 0% à 75% des groupements ayant accès au crédit	Combinaison d'accès au crédit avec un fonds non-remboursable (50%) 96 % remboursent régulièrement Formation sur la gestion des crédit (avec les STD et SACCOS)	Faible flexibilité des SACCOS

Uganda	40 groupes VSLA– plus de 1000 membres ; Evolution de 5 à 30/40 groupements	Augmentation de 270 % de la valeur des participations dans les VSLA; Montant moyen de l'épargne par VSLA : 3.000 € ; Montant moyen des crédits accordés: plus de 5.000 €	Formation de 5 jours pour 30 participants ; Fond rotative de 500€ pour le VSLA qui ne partage pas les bénéfices à la fin de l'année ; Digitalisation des processus des VSLA sur tablettes ; Fonds social créés au sein des groupes	

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

b) Collaboration avec des IMF pour des volumes de crédit plus importants

La collaboration avec des institutions de microfinance (IMF) pour des volumes de crédit plus importants a été mis en œuvre dans plusieurs projets notamment au Burundi (avec UCODE-MF), au Rwanda (avec les SACCOs) et ont permis de faciliter l'accès au crédit pour les AGR. Dans d'autres pays, la collaboration avec les IMF n'a pas abouti. Voir tableau 4.

L'accès au crédit via les IMF a été freiné par plusieurs aspects : les caractéristiques des bénéficiaires (ménages vulnérables, femmes vulnérables ou ménages pastorales mobiles), la faible rentabilité (ou rentabilité faiblement démontrée) de certaines activités d'élevage, des approbations de dossiers tardives (MSC - Ouganda), le non-respect du cycle optimal d'élevage ou un cycle de rentabilité trop long pour permettre un remboursement dans le délai (p.ex. achat d'une génisse en vue d'une revente après 1 an alors que le crédit doit être remboursé dans les 6 mois).

Tableau 4 : Accès au crédit - Collaboration avec les IMF

	Partenaire	Mode de collaboration/bénéficiaires	Points forts/faibles
Burkina Faso	Suite au retrait des partenaires ESF/ASUDEC, il n'y a plus eu de collaboration avec MECRA, l'IMF de leur réseau	Solution alternative : Financement des unités avicoles en utilisant les procédures de l'IMF Utilisation du compte du projet pour placer le crédit	Bonne réponse aux besoins du groupe cible mais faible perspective de durabilité
Niger	La collaboration avec ASUSU n'a pas abouti suite à des problèmes internes de cette IMF		
Mali	IMF CAECE	Garanti les crédits accordés par l'IMF CAECE aux 7 intermédiaires commerciaux (IC) afin de leur permettre d'augmenter le volume d'achat des poules auprès des femmes des groupements. Groupements mis en contact avec l'IMF	
Burundi	UCODE-MF	Ligne de crédit appartenant à UCODE-AMR de 40.000 € ; 48 dossiers pour 92.120 FBU (> 46.000 €°	63% des crédits remboursés ; Taux de portefeuille à risque : 13% ; Faible suivi des non-remboursements
Rwanda	SACCO	Fonds de garantie Accès aux crédits de 33 groupements comptant 904 membres dont 503 femmes (56%); 27/33 remboursent régulièrement les crédits en respectant les contrats signés avec les SACCO	Absence d'accord sur la gestion du fonds de garantie après le projet
Uganda	MSC Microfinance Support Centre	Ligne de crédit de 34.000 € ;	Seul 18 des AGR financés sont dans le secteur élevage

		Crédits accordés à 40 groupes – y inclus 6 LMA[23] ; 9 groupes avaient des retards de paiement de moins de 20%	Délai d'approbation par MSC trop long Crédits surtout accordés en 2021

Source : Aide-mémoires et rapport DGD des différents outcomes/pays

Les solutions alternatives de subvention directes étaient louables pour répondre aux besoins immédiats, mais ils étaient moins durables.

- P.ex. Au Burkina, le PARPEL a opté pour le financement direct des plans d'affaires de 11 bénéficiaires pour augmenter leur capacité de production à travers un compte placé dans une IMF pour un montant total d'environ 3 millions de FCFA (4.500 €).

Les efforts de VSF-B pour mettre des fonds de garantie/lignes de crédit à la disposition des IMF sont appréciables mais se heurtent au fait (= constat généralisé) que les IMF en milieu rural préfèrent financer des activités à moindre risque tel que le petit commerce ou des crédits avec des garanties très solides.

- Au Rwanda, la suite de la gestion du fonds de garantie n'est pas claire (en général, les conventions stipulent l'obligation de poursuivre l'octroi de crédit sous les mêmes conditions/critères).

c) Conclusion – Accès au crédit et collaboration avec les IMF

Les efforts de promotion des systèmes endogènes d'épargne et de crédit ont démontré la capacité de ces mécanismes de **réponse aux besoins des ménages vulnérables et moins vulnérables** pour élargir graduellement leurs activités d'élevage ou des AGR complémentaires. Ces mécanismes ont en plus renforcé la structuration du milieu rural et l'autonomisation économique des femmes.

Le succès des groupes solidaires d'épargne et de crédit n'a pas systématiquement mené à un accès au crédit à travers les IMF pour financer des activités plus larges au niveau des groupements et de leurs membres – alors que l'accès au crédit était un besoin essentiel pour faire évoluer les AGR vers des micro-entreprises et pour développer des activités dans le cadre des chaînes de valeur élevage.

L'expérience montre que la collaboration avec des entreprises privées dans le cadre des chaînes de valeur agri/élevage peut ouvrir la porte à des crédits commerciaux des IMF accordés à ces acteurs privés. P.ex. l'approvisionnement régulier en aliments de bétail dans le cadre des cabinets vétérinaires au Mali sur la base d'un crédit garantit par le PISAREL.

On peut conclure que **le fonds de garantie/ligne de crédit était une condition essentielle mais pas suffisante pour faciliter l'accès au crédit à travers les IMF**.

C.2. Appui pour le développement des AGR – Chaînes de valeur – Développement des marchés

Dans le cadre d'une approche holistique, deux projets (Burkina et Niger) ambitionnent le développement des chaînes de valeur ou d'accès aux marchés (Mali et Ouganda). D'autres projets

[23] Livestock Marketing Associations – qui utilisent le crédit pour l'achat/vente de bétail.

(Burundi[24] et Rwanda) mettent le focus sur l'accès au crédit pour la création des AGR et la diversification des activités d'élevage.

a) Appui au développement des AGR -chaines de valeur

Tous les projets visent à favoriser les AGR, mais le niveau d'accompagnement et le focus sur les AGR en élevage diffèrent largement. Les rapports n'indiquent pas tous quelle partie des AGR touche le secteur de l'élevage. La gamme d'activités financées est des fois très large (p.ex. au Burundi des banques céréalières ou des petits commerces sont financés).

En fonction du niveau de vulnérabilité, les AGR étaient promues dans les groupements ou au niveau individuel/ménage.

- Au Niger comme au Burkina Faso, les groupements étaient garants de l'identification des ménages vulnérables mais les AGR sont restées individualisées.

L'accès à des **formations ou accompagnement en matière de gestion** des micro-entreprises a été pris en compte par la plupart des projets.

- En Afrique de l'Ouest, VSF-B a organisé un atelier/formation pour ses équipes sur l'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur d'élevage. Cet atelier analysait les chaînes de valeur lait et volaille – en collaboration avec Broederlijk Delen[25].
- Au Burundi, des formations GERME[26] ont touchés 300 participants.
- Au Rwanda, tous les groupements ont reçu des formations techniques selon le type d'AGR développé (élevage de porcs, culture de pomme de terre, culture du maïs/pois, apiculture, cultures maraîchères) ainsi que des formations en gestion de crédits, réalisées en collaboration avec les services techniques déconcentrés (STD) ainsi que les conseillers financiers des SACCO.

L'accompagnement des AGR demande une expertise spécifique en gestion, une connaissance des marchés et une capacité à développer de nouveaux marchés (voir circuits courts ou collaborations avec le secteur privé). Dans aucun des projets, il n'y a eu des collaborations avec des organisations spécialisées dans l'accompagnement des micro-entreprises (telles que la Maison de l'entreprise au Burundi).

Pourtant les **résultats sont clairs** :

- En Ouganda, 2.000 AGR ont été financées à travers les systèmes autogérés d'épargne/crédit,
- Au Rwanda, la part du revenu annuel tiré des AGR a augmenté de 0% à 82%,
- Au Burundi, 100% des membres des groupements mènent des AGR rentables,
- Au Niger, les recettes moyennes tirées des AGR élevage des femmes ont augmenté de 125 à 266 € en (2020 avant la pandémie de Covid-19) ; celles des hommes de 227 à 263 € (2021).

---

[24] Au Burundi, l'évaluation constate que l'absence d'intervention par DEPELII sur les poussins et aliments pour poussins et poules a freiné le développement de cette activité par les femmes et ménages vulnérables.
La direction régionale indique que l'approche du DEPEL II etait plus orientée vers la diversification des activités d'élevage et moins sur le développement des chaines de valeur. L'ambition n'était donc pas d'aider tous les acteurs de la filiere.

[25] Voir rapport « Déroulement et résultats de la Journée de réflexion sur l'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur de l'élevage » Janvier 2021

[26] GERME = Gérer Mieux votre Entreprise = formation en gestion développé par le BIT.

b) Développement de chaînes de valeur élevage (aviculture, lait, animaux sur pieds)

Afin de renforcer l'accès aux revenus et la rentabilité économique des activités d'élevage de ces groupes cibles – vulnérables ou non -, l'ONG est intervenue sur différents maillons des chaînes de valeur. Dans quelques pays, p.ex. au Burkina et Niger, le renforcement de ces chaînes de valeur élevage était un résultat/output explicit du PARPEL. Plusieurs activités couvraient des collaborations avec des acteurs du secteur privé.

Puisque l'accès aux intrants représentait souvent un frein important pour le développement de l'élevage (p.ex. aviculture, élevage bovin, etc.), plusieurs interventions ont touché **l'amont de la chaîne de valeur élevage** :

- Disponibilité de médicaments vétérinaires (tous les pays) et quelques intrants élevage dans les boutiques d'intrants agro-élevage (Burundi) ou auprès des vétérinaires privés (Mali) – Voir B. Efficacité – Services de santé animal ;
- Collaboration avec Zoetis du secteur pharmaceutique pour les boutiques d'intrants ;
- Formation en techniques d'élevage dans tous les projets p.ex. Ouganda : formation de 3 jours des Livestock Husbandry Groups (LHA) et de 2 jour sur la gestion ;
- Champ école agro- pastoral au Niger, Rwanda, Burundi ;
- Mali- PISAREL : Vente d'intrants élevage par les CVPP à travers des collaborations avec des fournisseurs d'aliments de bétail/volaille, ce qui permet d'élargir l'offre pour les éleveurs ;
- Niger-DIRRECT : Achats groupés d'aliments pour bétail ;
- Burundi- DEPEL II : Appui à 49 associations de 2.706 aviculteurs – dont 300 femmes pour l'amélioration de l'aviculture traditionnelle avec la distribution de coqs de race, une case pour la protection des poussins et la formation technique ; formation des leaders des associations ;
- Collaboration avec un jeune entrepreneur Burundais qui maîtrise les techniques de couvaison de poussins – dans un contexte de faible disponibilité de poussins ;
- Burundi – DEPEL II : appui à 7 groupements d'apiculteurs (158 apiculteurs dont 34 femmes) pour l'introduction des ruches Langstroth et l'amélioration de leur production ;
- Niger – DIRRECT 5.000 ménages et 100 collecteurs de lait ont été formés sur l'hygiène de traite et l'accès aux intrants zootechniques a été facilité. L'aliment bétail a été amélioré afin d'augmenter la production ;
- Ouganda : achats groupés d'animaux.

D'autres interventions pertinentes ont touché **l'aval** de la production :

- Ouganda -KLEP : l'appui à 10 Livestock Marketing Associations (LMA) de chaque sub-county dont les membres collaborent pour vendre/acheter des animaux sur les marchés lointains[27] ; formation en dynamiques de groupe et compétences en gestion ;
- Ouganda - KLEP: opportunités offertes aux groupements de femmes pastoralistes pour développer des circuits de vente courts – puisque les femmes productrices n'avaient pas la possibilité de voyager vers les zones/pays voisins ;

[27] The Livestock Marketing Associations were trained in group dynamics and their business skills were developed. Business strategies took into account the evolution of prices and animal conditions as well as the need to strengthen the herd and cater for small regular expenses and larger investments.

- Burundi- DEPEL II : appui à 300 avicultrices pour la commercialisation de 9.000 poules dans des foires ; appui aux apiculteurs pour la vente de 2,5 tonnes de miel ;
- Burkina Faso - PARPEL – a permis à 32 aviculteurs (dont 18 femmes) de participer à 2 foires organisées dans la ville de Kaya (vente de 476 têtes de volaille pour un chiffre d'affaires entre 1.500 et 2.100 €) mais il n'y a pas de liens permanents avec les consommateurs /intermédiaires à Kaya ;
- Mali - PISAREL a garanti les crédits accordés par l'IMF aux intermédiaires commerciaux privés afin de leur permettre d'augmenter le volume d'achat à de poules chez les femmes avicultrices membres des groupements ;
- Niger - DIRRECT : Création d'un centre de collecte de lait et réhabilitation de 3 centres. Les coopératives et unions d'éleveurs ont été appuyé pour (participer à) la gestion des centres de collecte ; Accord de collaboration des centres de collecte de lait avec l'entreprise privée SOLANI – pour la fourniture de lait. Le chiffre d'affaires annuel passait de 23.000 € à 81.200 €. Puisque l'entreprise laitière a limité les quotas de livraison des centres de collecte suite à la baisse des prix du lait en poudre importé, DIRRECT a développé d'autres opportunités de vente/transformation de lait orientées sur les marchés. Voir aide-mémoire Niger.

Les évaluations pays ont soulevés quelques questions sur l**e type d'élevage à promouvoir p.ex.** élevage naisseur/élevage engraisseur, aviculture traditionnelle versus une aviculture améliorée (Burkina), pertinence de promouvoir l'élevage de porcs en fonction du contexte local (économique et environnement) et des caractéristiques des groupes cibles. En fonction de ce choix, les projets ont distribué ou promu des animaux 'améliorés' notamment des boucs 'Galla (Ouganda), des coqs améliorés au Burundi et au Mali.

- PARPEL, Burkina Faso a appuyé la production de poules traditionnelles dans une zone proche de la ville de Kaya alors que la majorité des aviculteurs installés dans la ville et sa périphérie dont la promotion des poules de race améliorée ou croisée. L'introduction de coq de race, l'accès aux œufs fécondés ou poussins améliorés aurait permis aux femmes d'accroître leurs revenus, mais aussi de former des réseaux avec des aviculteurs pour répondre à la demande de plus en plus grandissante.
- DEPEL II Burundi n'est pas intervenu dans l'élevage de porcs malgré le fort intérêt d'une grande partie des ménages ruraux pour l'élevage/ engraissement des porcs.

Une analyse participative des différents types d'élevage – en collaboration avec les bénéficiaires - aurait permis d'identifier les avantages et désavantages des différentes races et animaux et de partager ces informations avec les concernées pour des choix bien réfléchis, en fonction de leur possibilité d'investir, de leurs compétences techniques et des opportunités commerciales qu'ils/elles désirent développer.

c) Construction ou réhabilitation des marchés

Dans quelques pays, le programme a contribué à la construction et/ou réhabilitation de marchés de bétail, afin de faciliter la commercialisation du bétail, le respect des normes sanitaires et l'amélioration de la gestion de ces infrastructures. Les investissements en infrastructures de marché ont également convaincu les autorités locales de l'importance de ce secteur pour l'économie locale et pour les recettes des communes.

Au Niger, DIRRECT a développé les COGES des marchés à bétail et a mis des outils appropriés à leur disposition. Aussi bien les élus locaux que les commerçants et éleveurs reconnaissent l'importance des COGES dans la transparence des transactions au niveau du marché.

Quelques efforts n'ont pas pleinement abouti au résultat attendu :

- Burundi- DEPEL II : Contribution limitée à l'aménagement d'un marché régional très important de Gashikanwa suite à des problèmes techniques (adduction d'eau qui n'arrive pas sur le marché suite à la topographie du site) ;
- Burundi : Mauvaise analyse des potentialités d'un nouveau marché à Busia qui est à proximité d'un marché régional important et dont les activités sont freinées suite à la fermeture de la frontière avec le Rwanda.
- Burkina Faso : le PARPEL n'a pas pu mobiliser les acteurs de Kaya pour construire l'aire d'abattage de volaille.

d) Conclusion Efficacité - AGR, chaînes de valeur et marchés

L'appui aux AGR a surtout couvert l'accès au crédit pour des activités individuelles ou dans le cadre des groupements. Il y a eu relativement peu d'efforts en vue du renforcement de la gestion des AGR.

On constate que des projets - tels que le DIRRECT (filière lait), le PISAREL et le PARPEL (filière aviculture) - ont développés des approches très cohérentes qui touchent l'amont et l'aval de la production. Idem les efforts pour les achats/ventes groupés en Ouganda. Au Burundi, le développement de l'aviculture a bien évolué mais s'est heurté à la faible disponibilité de poussins et d'aliments spécialisés à un coût abordable.

L'efficacité de **l'accompagnement des chaînes de valeur élevage** pour les ménages déjà en activité a donc eu des effets très importants en plus de l'accès au crédit pour développer les AGR. Ces interventions favorisent une **plus forte intégration dans les chaînes de valeur élevage des ménages et des femmes**. Notons que la participation des femmes – et les jeunes - dans les chaînes de valeur demande des approches spécifiques[28].

Les interventions bien réfléchies dans des chaînes de valeur ont permis à un large groupe d'acteurs de la filière **d'améliorer nettement la rentabilité et la viabilité** de leurs activités économiques - suite à l'implication d'autres acteurs et des modes d'intervention différents ou complémentaires aux appuis individuels. En plus, on constate un effet d'entrainement pour les ménages vulnérables qui profiteront également de ces interventions dans les chaines de valeur (CdV) pour évoluer plus facilement vers une production pour le marché.

Si VSF-B vise des effets clairs sur ces chaînes de valeur inclusives, il devient important de renforcer les capacités de leurs partenaires de mises en œuvre et de capitaliser les interventions réussies.

[28] Voir p.ex. la publication « Faire changer les chaînes - Equité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles » disponible sur https://www.cta.int/en/gender/issue/faire-changer-les-chaines-sid0032b42fa-72c1-4520-b954-e8126ca949b9 ou https://agriprofocus.com/upload/131017-chachacha_web_fr_2.compressed1415291189.pdf

D. Efficacité – Approche ménages vulnérables

D.1. Distribution d'animaux sur base des chaînes de solidarité

a) Réalisations

Dans plusieurs pays, VSF-B a pu mettre en place des chaînes de solidarité de petits ruminants qui ont à la fois renforcé le capital productif des ménages vulnérables, créé des opportunités de revenus et renforcé la résilience de ces ménages.

Les communautés locales ont participé à l'identification des personnes vulnérables selon des critères pertinents, ce qui a contribué à un contrôle moral. Des conditions spécifiques devaient être respectées avant de recevoir les animaux (p.ex. aménagement de l'enclos, respect des conditions d'hygiène au Rwanda et au Burundi). Les bénéficiaires s'engageaient – voir convention signée - à respecter certaines règles de bonne gestion, de soins aux animaux et de transmettre le nouvel animal à un autre bénéficiaire. Les ACSA étaient mobilisés pour assurer le suivi médical des animaux pendant les premiers (6) mois de la distribution.

Tableau 5: Appui aux ménages vulnérables – Distribution d'animaux

	Ménages touchés	Appui	Points forts/faibles
Burkina Faso	455 (280+175) ménages dont 275 dans la Région du Centre Nord et 180 dans le Sahel	6 caprins dont 1 mâle	La solidarité a bien marché avec une rotation après 18 mois Aliments pour bétail + suivi sanitaire + formation Point faible : déséquilibre dans le soutien du projet à cause de la baisse du budget (2ième cycle moins bien accompagné)
Niger	* ménages	Kit volaille ou animaux d'embouche	72% (contre 48% en 2017) des productrices et producteurs appliquent les bonnes techniques d'élevage respectueuses de l'environnement
Mali	461 ménages vulnérables	90% ont reçu 3 caprins + kit; 10% ont reçu un noyau volaille + kit	Appui spécifique pour la culture de mil et de sorgho 53% (contre 23% en 2017) des productrices et 45% (contre 19%) des producteurs appliquent les bonnes techniques d'élevage respectueuses de l'environnement
Burundi	1.945 ménages vulnérables (1.700 prévus)	6 têtes de petit ruminants	75% ont remboursé le crédit cheptel Large gamme d'appuis divers
Rwanda	855 ménages vulnérables	Chèvres ou porcs	Large gamme d'appuis divers
Ouganda	270 (60% femmes) ménages pastoraux	4 chèvres + 1 bouc	Pas de chaîne de solidarité 5 jours de formation (y inclus sur la gestion)

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

Les évaluations pays constatent que la distribution des animaux s'est très bien passée dans tous les pays en dehors de quelques retards dans la distribution des caprins suite au Covid. La composition du noyau producteur (3 à 5 chèvres/moutons/ truies gestantes ou porcelets – kit volaille au Niger) permettait une reproductivité rapide (moins d'un an).

Le cheptel dans ces ménages vulnérables a évolué favorablement et rapidement comme le montrent les indicateurs des projets du tableau 6. On constate une évolution positive de la productivité numérique des caprins et une diminution du taux de mortalité dans l'aviculture due aux soins de santé animale par les ACSA (p.ex. sous contrat de suivi avec le projet pendant les 6 premiers mois au Burundi) et par les formations en techniques d'élevage. En même temps, les ménages vulnérables disposent à la fois de fumure/compost pour leurs champs et d'un revenu au moment de la vente des animaux pour couvrir les dépenses du ménage et le réinvestissement.

Tableau 6 : Evolution du cheptel – productivité numérique et taux de mortalité

	Productivité numérique des caprins	**Taux de mortalité aviculture**	**Evolution des effectifs**
Burkina Faso	De 1,21 vers 1,4	De 48 vers 17,33	Effectif augmenté de 1680 à 2765 (+ 65%)
Niger	De 0,71 vers 0,68 (2021) car les ménages ont déstocké suite à une mauvaise campagne		72% appliquent les bonnes pratiques
Mali	De 0,63 à 1,06	Réduction de mortalité	
Burundi	De 1,3 vers 1,44 (1,6 prévu)		nombre de caprins évolué de 4082 en 2017 à 13.297 en 2021 (fois 3)
Rwanda	De 0% vers 1,62%	De 8% vers 6%	84% ont remboursé leur crédit cheptel
Ouganda	De 0,5 à 0,25 (0,62 en 2019)29		

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

D.2. Accompagnement des ménages vulnérables en vue de créer des conditions optimales pour la production animale

La distribution des animaux était conditionnée par la création de conditions favorables à leur accueil dans les exploitations familiales telles que la construction d'une étable ou d'une fosse pour le compost.

- Des techniques d'agro-élevage[30] étaient promues dans le cadre des Champs Ecoles-pays agro-pastorales (CEAP) au Niger, au Burundi, au Rwanda. Ces Champs Ecole Paysans/pastoral touchaient les techniques agroécologiques notamment l'utilisation du compost/fumier sur les

[29] KLEP indique que la diminution de la productivité des caprins est liée au stress crée par la concentration et proximité de différents animaux dans les kraals pendant la pandémie Covid.

[30] Voir Guide : Expériences du Champ-Ecole Pastoral « simplifié » et « Guide pratique de l'élevage des petits ruminants » (développés par le projet PASARC en RDC)

champs, les plantes fourragères fixatrices du sol sur les courbes de niveaux pour lutter contre l'érosion (Rwanda), la rotation des cultures….

- Au Rwanda et au Burundi les appuis étaient largement les mêmes. Une assistance technique a appuyé la mise en place des jardins de cuisine et la plantation des arbres fruitiers. Des formations diverses notamment sur les techniques d'élevage du petit bétail, le fonctionnement et la gestion des coopératives, l'entretien des arbres fruitiers ont été dispensés à tous les bénéficiaires. Les formations sur le genre et le développement, la planification familiale, l'hygiène, la propreté et l'éducation nutritionnelle ont été donnée aux couples. Les associations épargne/crédit ont été accompagnées pour le financement des AGR. Les projets ont également contribué à la construction des chèvreries / porcheries à travers la fourniture d'une partie du matériel nécessaire pour la construction ainsi que les frais de prestation du maçon. La contribution des bénéficiaires avait consisté à donner des briques adobes pour l'élévation des murs de l'abri, le terrassement du terrain à construire, la disposition des pierres de fondation, le finissage et le bon entretien des abris et compostière.
- En Ouganda, les bénéficiaires vulnérables étaient regroupés dans des Livestock Husbandry Groups qui étaient formés pendant 5 jours dont 3 sur les techniques d'élevage et 2 jours sur la gestion des entreprises et des systèmes d'épargne/crédit.

Ces interventions visaient à assurer des revenus et une occupation régulière des bénéficiaires afin d'éviter la vente précoce des animaux.

- Au Niger, dans la zone du Boboye, les femmes qui font le maraichage ont mieux valorisé les déjections des petits ruminants embouchés et même les fientes des poulets,
- Burundi : augmentation importante du rendement agricole des parcelles de haricot de 0,2T/ha vers 0,79 t/ha (= fois 4) suite à l'utilisation de fumure,
- Rwanda : Augmentation du rendement agricole des parcelles de 83%.

D.3. Conclusion - Résultats atteints au niveau des ménages vulnérables

Grâce à l'approche holistique qui combine la distribution des animaux avec des formations de techniques d'élevage et en agroécologie – et donc la complémentarité renforcée entre agriculture et élevage à travers l'utilisation du fumure/compost -on constate en général des progrès rapides dans l'autonomie des ménages vulnérables et leur résilience.

L'approche holistique a contribué largement au succès de cette approche de VSF-B : les conditions préalables poussaient les ménages vulnérables à créer des conditions favorables pour l'élevage en stabulation et l'utilisation du fumier /compost dans les champs ; les formations et accompagnement sur l'hygiène et l'assainissement (petites constructions, formation, jardins potager…) contribuaient à un cadre sain pour le ménage. La productivité des champs était améliorée à travers les champs-écoles paysans ou autres accompagnements.

Les projets ont tous atteints les résultats attendus en matière de nombre de ménages vulnérables touchés et en matière d'évolution de la productivité en élevage et agriculture.

Sur la base des échanges avec les bénéficiaires dans différents pays, les évaluateurs peuvent confirmer que les tendances générales observées au sein de la majorité des ménages vulnérables accompagnés montrent qu'en moyenne, après 2 ans d'appui, les bénéficiaires progressent concrètement vers l'autonomie et la réinsertion dans le système socio-économique.

Selon les responsables des projets, il n'y a pas eu de décapitalisation du cheptel au cours des projets. Toutefois, il est possible que les bénéficiaires décident de ne pas garder les mêmes animaux après le départ des animateurs du projet. P.ex. de l'élevage de chèvres vers l'élevage de porcs au Burundi car plus rentables. Cette **diversification** est d'ailleurs un signe d'une bonne évolution.

Bien que les projets aient atteints les résultats attendus, les évaluateurs émettent toutefois quelques remarques :

- Lors des visites de terrain, les évaluateurs ont constaté que les ménages appliquent des stratégies de diversification qui visent à réduire les risques liés à l'élevage d'une seule espèce et afin de pouvoir disposer également de revenus en cas de dépenses urgentes ou prévisibles. Les évaluateurs n'ont pas pu bien mesurer si les projets ont suffisamment analysé les stratégies optimales de diversification en fonction du contexte local, de la saisonnalité des prix et des risques liés aux diverses activités p.ex. la peste porcine au Burundi ;
- Il aurait été intéressant de mieux intégrer les ménages vulnérables dans les autres démarches des projets tels que l'accès au crédit, l'achat groupé d'intrants pour l'élevage et/ou les initiatives de commercialisation dans le cadre des chaînes de valeur élevage (voir C. Efficacité AGR-Chaînes de valeur) – afin de faciliter la transition d'une production de subsistance vers une production pour le marché tout en renforçant la résilience des ménages ;
- Une approche 'ménage' comporte le risque de ne pas accorder suffisamment d'attention à une distribution inégale d'accès aux ressources et revenus, de pouvoir de décision et de répartition des tâches et des charges – entre le chef de ménage, son/ses épouses et les jeunes. En plus, d'une participation active des femmes et jeunes dans les formations, accompagnements et une attention accordée à ces inégalités combinées à une sensibilisation des hommes/femmes sur les démarches 'genre' contribue à la fois à l'efficacité des interventions du projet et à une plus forte autonomisation des femmes et des jeunes ;
- L'approche 'ménage vulnérable' de VSF-B est une approche individualisée avec un début de structuration du milieu (p.ex. Livestock Husbandry Association en Ouganda) mais cette approche ne touche pas forcément les causes fondamentales de ces inégalités au niveau des communautés et collectivités locales.

L'atelier de réflexion stratégique «Elevage, moyens d'existence et sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel » a permis aux équipes des bureaux de VSF-B en Afrique de l'Ouest de mieux comprendre le concept de sécurité alimentaire et ménage vulnérable. L'évaluation regrette que cet atelier très pertinent ait été organisé vers la fin du programme.

E. Efficacité : Renforcement des capacités des partenaires et acteurs locaux

E.1. Renforcement des partenaires de mises en œuvre

Dans la plupart des projets, un résultat/output couvre le renforcement des capacités des partenaires locaux. Puisque la plupart des partenariats avec les organisations locales existaient au démarrage du programme, il va de soi que des efforts ont déjà été réalisés dans des projets précédents pour renforcer les capacités des partenaires dans la gestion des projets, la gestion axée sur les résultats, le rapportage etc. Sous le programme actuel, le renforcement de capacités couvre également le renforcement des capacités des organisations de bénéficiaires qui seront responsables pour la continuité/durabilité des acquis du projet.

Vue l'importance que VSF-B accorde à la promotion et réalisation sur le terrain du concept 'One Health', un effort important a été fait pour la formation des équipes du PLP et des autres partenaires et services techniques dans les différents pays du programme sur le 'One Health' et sur comment assurer des cohérences et synergies sur les trois plans soit la santé humaine, la santé animale et l'environnement.

VSF-B a également renforcé les capacités des partenaires en matière de systèmes de suivi-évaluation à travers l'organisations des formations dans les 2 régions.

Quelques initiatives et résultats intéressants :

- A travers la formation sur le tas, des partenaires de mise en œuvre tels que UCODE-AMR au Burundi, IMBARAGA au Rwanda ont clairement développé leur expertise dans le domaine de la santé animale et la production animale et peuvent maintenant se positionner en tant que partenaire compétent dans ces domaines ;
- Au Burkina Faso, les discussions avec la Direction Générale des Services Vétérinaires ont abouti à la signature du protocole d'accord entre VSF et la DGSV dans le cadre de la mutualisation des efforts pour le renforcement des capacités du Réseau de surveillance épidémiologique (RESUREP). Des séances de travail ont permis à VSF et la DGSV d'harmoniser les compréhensions sur les outils qui devraient servir à la collecte des informations liées aux alertes des maladies sur le terrain.

Les équipes VSF ont fait des efforts pour documenter leurs approches dans différents domaines afin d'informer leurs partenaires. Ces **fiches de capitalisation**[31] et policy briefs sont d'une très bonne qualité et permettent de comprendre les difficultés et avantages de l'approche appliquée et les choix faits en fonction du contexte de départ. Il s'agit des outils pratiques qui, combinés avec des rapports de formations techniques, permettent de démultiplier les interventions performantes. Par contre ces

[31] Notamment :

- Mieux informer les éleveurs pour faciliter leur transhumance au Sahel, 2021
- Improving traditional poultry farming to increase income and promote the empowerment of women in Burundi
- Access to credit: efforts to include small livestock keepers in agricultural sectors in Burundi
- Capitalisation d'expérience de facilitation des agri-éleveurs à l'accès de proximité aux boutiques d'intrants d'agri-élevage
- Capitalisation d'expérience d'appui multidimensionnel en faveur des ménages vulnérables : Lutte contre la vulnérabilité des ménages ruraux
- L'accès au crédit : vers l'inclusion des petits éleveurs dans les filières agricoles au Burundi

Voir également Annexe 2 Listee des documents consultés

fiches ne couvrent pas forcément les systèmes de gestion, les outils de formation, les guides techniques….

E.2. Renforcement des organisations de bénéficiaires

Tous les projets ont fait des efforts importants pour faciliter la création de groupements et associations par les bénéficiaires afin de renforcer leur participation dans les activités de terrain.

Quelques expériences réussies :

- Tous les projets : création de groupements solidaires d'épargne et de crédit (tous les projets) et ou accès au crédit pour les groupements d'IMBARAGE au Rwanda ;
- Burundi : associations de femmes avicultrices, coopératives pour la gestion des BIAE, etc.
- Niger : OP qui participent à la gestion des boutiques aliments bétail (BAB) et les centres de collecte de lait ; animateurs et collecteurs de lait formés et mobilisés dans le cadre des OP ; organisation des champs/école pays ; participation dans la gestion des marchés…
- Ouganda : associations crées autour des techniques d'élevage et autour de la commercialisation du bétail, organisation des communautés autour du plaidoyer local…

Par contre, VSF-B n'a pas collaboré avec les organisations de producteurs/éleveurs au niveau de la zone, province ou national en dehors de la collaboration intensive avec IMBARAGA au Rwanda, des collaborations autour de la campagne' Mon lait est local' et dans le cadre de la collaboration avec Trias au Burkina Faso.

Pourtant, ces OP sont devenues des acteurs incontournables du développement rural, dont la légitimité et capacité de gestion/organisation ont nettement amélioré les dix dernières années. Voir Recommandation B.3.

F. Efficacité des efforts de plaidoyer

Sous l'outcome Belgique, l'output/résultat 3 couvrait : "Des décideurs politiques et des acteurs du secteur privé belge et européen actifs dans les domaines de l'agriculture, de la santé animale et de la coopération internationale prennent des décisions en faveur de l'élevage familial selon une approche 'One Health' ». Dans le Sud, plusieurs projets couvraient des efforts de plaidoyer à différents niveaux.

F.1. Efforts de plaidoyer - Belgique

Des questions parlementaires au niveau de la Chambre Belge au sujet du Sahel ont contribué à ce que l'approche 'One Health' soit inclus dans la stratégie de la Coopération Belge sur l'impact de la crise sanitaire dû à la Covid-19 au Sahel [32].

DEAR a produit des documents et matériels audiovisuels qui permettent de fortement appuyer un plaidoyer autour de leurs thèmes clés :

- Un policy brief « It's not the cow it's the How" sur le lien entre les changements climatiques et l'élevage et une courte vidéo publiée dans le cadre du travail de Voedsel Anders dont VSF-B est membre. ;
- Un policy brief sur le lien entre le pastoralisme et les conflits au Sahel ;

[32]Voirhttps://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/21.08.2020_note_coop_developpement_reponse_covid_en_matiere_de_sante_nl_versie.pdf

- Un vidéo qui présente une approche innovante concernant la gestion participative des parcours en Afrique de l'Est. C'est une vidéo qui sert des objectifs de plaidoyer et d'apprentissage ;
- VSF-B/CELEP a appuyé la mise en place d'un site web en appui de la campagne pour mobiliser la communauté internationale autour d'une année internationale sur les parcours et le pastoralisme (www.iyrp.info - International Year of Rangelands and Pastoralists en 2026) ;
- Participation de VSF-B au Festival du film sur le pastoralisme (juin 2021) – dans le cadre du Global Landscapes Forum sur la restauration des zones arides en Afrique – digital conférence.

F.2. Plaidoyer sur la rentabilité de la filière lait

La double campagne 'N'exportons pas nos problèmes' et 'Mon lait est local' a démontré l'importance des processus multi-acteurs pour améliorer le cadre légal et réglementaires des questions qui sont à la base de la viabilité d'un sous-secteur de l'élevage – in casu l'élevage bovin/lait à la fois sur le plan socio-économique, culturel en environnementale.

Les organisations professionnelles de l'Afrique de l'Ouest telles que la ROPPA, le RBM, GAJEL, APESS et Karkara ont largement porté la campagne 'Mon lait est local'.

Les bureaux de VSF-B en Afrique de l'Ouest (surtout Niger et Mali) ont été activement impliqués dans la campagne 'Mon lait est local' en collaboration avec leurs partenaires. Jusqu'en début 2021, l'équipe DEAR a joué un rôle clé dans la campagne 'N'exportons pas nos problèmes' au niveau Belge et surtout Européen.

Un travail énorme a été fait sur la filière lait, notamment :

- Actualisation des monographies sur les filières lait en Afrique de l'Ouest en partenariat avec le CIRAD. Les pays concernés sont le Ghana, le Niger, le Burkina, la Cote d'Ivoire et le Mali,
- Participation à la Task force sur l'offensive lait,
- Contribution aux enquêtes sur la qualité du lait en poudre commercialisé en Afrique de l'Ouest : échantillonnage et envoi au Nord pour analyse,
- Renforcement de capacités des OP sur le plaidoyer en faveur du lait local et appui à la mise en place d'une stratégie de plaidoyer,
- Participation aux 72h du lait au Burkina Faso,
- Célébration des journées mondiales du lait,
- Webinar sur le lait.

La participation des organisations de producteurs ont permis de bien étudier/ présenter des informations concrètes sur les expériences réussites (telles que les centres de collecte de lait), sur les enjeux pour les producteurs locaux et de démontrer également les effets macro-économiques et sociétaux néfastes. Ces argumentaires visaient à convaincre à la fois des décideurs Européens et Belges au Nord et des Ministères, services techniques et décideurs régionaux au Sud (p.ex. dans le cadre de la CEDEAO).

La participation des ONG au Nord, la préparation d'un bon argumentaire basé sur les faits ('evidence-based') et les réalités de terrain combiné à la mobilisation d'un public au Nord a permis de mettre la question sur l'agenda des décideurs politiques nationaux Européens.

VSF-B a joué un rôle clé dans ce processus en réunissant/impliquant toutes les parties prenantes sur base de ses relations de longue date avec les producteurs du Sud et sa connaissance des enjeux locaux.

La campagne « **Lait** » a eu de **fortes réussites** :

- Implication forte des partenaires du Sud,
- Suite au transfert vers 'online' des réunions et échanges, les partenaires du Sud ont pu participer/contribuer davantage aux efforts de plaidoyer au Nord = effet induit très positif du Covid,
- Thèmes inclus dans l'agenda de l'ACP-EU Joint Parlementary Assembly,
- Une étude comparative sur la durabilité de la production du lait local en Afrique de l'Ouest et les importations venant de l'Europe[33] financée par les Parlementaires Européens (belges et français),
- Appui de la campagne par des entreprises belges : FAIRCOOP (la coopérative derrière le label du Fairebel) et Zoetis (entreprise dans le secteur de la santé animale),
- Participation aux échanges avec les acteurs privés impliqués dans l'exportation des poudres lactées (poudre de lait et mélange MGV) en Afrique de l'Ouest, organisés par la Commission Européenne (DG DEVCO, DG AGRI et DG TRADE).

Ces efforts se sont traduits dans la création de codes spécifiques pour les MGV (matières grasses végétales) afin d'assurer plus de transparence et un meilleur suivi de la production et de l'exportation du lait en poudre et des MGV. Malheureusement, cette campagne n'a pas encore pu arriver à ce que soit mis en question la politique de l'Union Européenne en matière de subsides/production de lait.

F.3. Plaidoyer sur le pastoralisme

a) CELEP[34]

Depuis 2020, VSF-B a été le point focal du CELEP, une coalition d'ONG, institutions de recherche et organisations de la société civile qui mène des activités de plaidoyer, d'apprentissage et de communication en faveur du pastoralisme en Afrique de l'Est. Voir output 3 Belgique.

CELEP a renforcé les capacités des acteurs locaux à travers des formations 'Increasing skills for advocacy - a training workshop' (Novembre 2018 à Nairobi) sur base d'un 'toolbox' [35] développé par VSF-B.

Dans le cadre du CELEP, VSF-B a fait une demande d'intervention au parlement européen début décembre 2020 suite à la publication d'un document de positionnement couvrant l'impact de la crise sanitaire dû à la COVID-19 sur les communautés pastorales. VSF-B a posé plusieurs questions aux parlementaires et a eu des échanges avec les délégations de l'Union Européenne en Afrique de l'Est afin de les sensibiliser autour de la question du pastoralisme.

En plus, VSF-B a organisé une série de webinaires (voir tableau *) sur le pastoralisme pour toucher un public au niveau international.

Tableau 7 : Webinaires organisés dans le cadre de CELEP

CELEP webinar Understanding Pastoralism	49
CELEP webinar on participatory rangelands management	73
CELEP Webinar on Addressing animal health challenges in pastoralist areas	46

[33] L'étude, réalisée par le CIRAD, a été présentée pendant une conférence de presse en présence des députés européens en décembre 2020.

[34] Voir également rapport d'évaluation du programme CELEP

[35] developed within the framework of a pilot project to pilot Participatory Rangeland Management (PRM) in Kenya and Tanzania, managed by RECONCILE (Resource Conflict Institute)

VSF webinar - Le pastoralisme, réponse à la crise multiple au Sahel ?	77
CELEP webinar - Pastoralism and conflict: rethinking the phenomenon	75
CELEP webinar towards an enabling policy environment for African pastoralists	91
CELEP webinar on food security and nutrition in pastoralist areas	60
CELEP Webinar – Pastoralism and Climate Change	78
Pastoralist Film Festival (webinar format with panel debates)	546

Ces webinaires qui restent disponibles sur le site YouTube de VSF-B, ont pu toucher plus de 1000 professionnels, acteurs de développement (bailleurs, décideurs politiques, fonctionnaires, ONGs et autres) préoccupés par les thématiques de l'élevage familial et du pastoralisme en particulier. La participation des députés européens dans les débats démontre une certaine reconnaissance pour le travail de plaidoyer de VSF-B par les décideurs politiques.

Les réussites du CELEP au cours du programme 2017-21 sont claires :

- Intégration du pastoralisme dans le EU Consensus for Development (2017)36,
- Thème de l'accaparement des terres repris dans une résolution parlementaire sur la violation des droits des peuples indigènes et dans le Rural Africa Taskforce,
- Orateur au sein d'une réunion du Comité du Développement au parlement européen pour échanger sur l'impact du COVID sur les communautés pastorales en Afrique de l'Est (2020) 37,
- Pastoralisme inclus dans le document "Impact of climate change on vulnerable populations in developing countries"[38]

La force de CELEP est d'avoir réuni un groupe d'organisations qui partagent le même intérêt et qui défendent les mêmes causes au niveau local et au niveau européen. Malheureusement, il y a eu peu de liens entre ce processus de plaidoyer et les activités de KLEP sur le terrain en Ouganda.

b) Projet KLEP

Le projet KLEP en Ouganda a eu une collaboration intéressante avec le Karamoja Development Forum (KDF) sur des actions de plaidoyer autour des droits à la terre, de la gouvernance des pâturages, de l'accès à l'eau pour les humains et les animaux, ainsi que sur la consolidation de la paix[39].

Dix-huit efforts de plaidoyer ont été accompagnés auprès des autorités locales autour de la création de banques céréalières, l'amélioration des routes, l'accès à l'eau…. Cela a mené à 14 plans d'actions communautaires en faveur de l'élevage. Un résultat concret de ces plans d'actions est l'accès à l'eau pour 3 000 à 5 000 éleveurs et pour leurs animaux.

En Uganda, les actions de plaidoyer sous le résultat/output 4 "Enhanced Sustainable Natural Resources Management and Reinforced Advocacy on Issues Affecting Pastoralists" étaient donc **essentielles afin de sauvegarder les résultats atteints en matière de sécurité alimentaire** (and livelihood).

[36] https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2020/2041(INI)&l=e
[37] https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2020/2118(INI) & https://www.youtube.com/watch?v=Oi8W25FhOb4&t=4s
[38] https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2020/2042(INI) & https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/DEVE-AM-657479_EN.pdf.
[39] Source : KDF website

F.4. Autres efforts de plaidoyer dans le Sud

En dehors des actions de plaidoyer en faveur d'un cadre réglementaire des ACSA (voir Efficacité B.3.), les 6 projets du Sud ont pris des initiatives en matière de plaidoyer au niveau local et national :

- Le projet PISAREL au Mali [40], mis en œuvre par l'ONG ICD, a sensibilisé les collectivités territoriales sur l'importance de l'élevage pour le développement local et pour le financement des autres services locales. Ces efforts ont mené à une intégration des appuis /investissements en faveur des éleveurs dans les plans de développement et une meilleure transparence dans la gestion des marchés ;
- Au Burkina Faso, 2 cadres de concertation des acteurs de la santé animale ont été organisés par le PARPEL sur le thème « contribution des mairies et des préfectures à la gestion de la santé animale et de la santé publique vétérinaire » avec 110 participants (10% de femmes) ;
- Au Niger, le DIRRECT a appuyé les OP élevage à jouer un rôle important dans la gouvernance des marchés et le contrôle citoyen ;
- Plusieurs projets (Burundi, Mali, Niger…) collaborent avec les communes pour la construction ou réhabilitation des marchés et profitent de cette collaboration pour faciliter une participation des éleveurs dans la gestion de ces marchés (cas du PISAREL au Mali et DIRRECT - Niger).

F.5. Conclusion Plaidoyer

L'efficacité des **efforts de plaidoyer** est claire. Ils contribuent à des décisions politiques en faveur d'un élevage durable et rentable et d'un mode de vie des communautés pastorales. La complémentarité des efforts de VSF-B et ceux d'autres acteurs a permis d'atteindre des résultats intermittents dans un délai relativement court.

Les évaluateurs constatent que **VSF-B est dans une bonne position pour appuyer les démarches de plaidoyer lancées par les organisations d'éleveurs** elles-mêmes. Dans leurs processus de plaidoyer, l'expérience et la capacité de VSF-B pour collecter des informations, réunir les parties prenantes et préparer des dossiers 'evidence based'/argumentaires sur la base des réalités de terrain jouent un rôle clé.

Il va de soi que c'est avant tout aux organisations de producteurs/éleveurs de défendre les intérêts de leurs membres, de porter les activités de plaidoyer - et non pas à VSF-B qui prend le 'lead' de ces plaidoyers. Il devient toutefois clair que des ONG telles que VSF-B peuvent contribuer largement à ces processus de plaidoyer à travers la mise en réseau des partenaires, la préparation d'argumentaires sur la base de recherches et d'expériences vécues et le lobbying auprès des décideurs Européens et Belges en faveur de l'élevage familiale dans le Sud.

Puisque les 2 campagnes sur le lait se poursuivent, il serait intéressant que VSF-B analyse avec ses partenaires Belges et Africains comment VSF peut continuer à appuyer/soutenir ces campagnes, même avec des investissements en temps plus réduits.

La nouvelle orientation de l'outcome Belgique (voir programme DGD 2022-26) mettra le focus sur le renforcement des capacités de « communication opérationnelle' » - afin que les collègues belges et les collègues et partenaires du Sud soient en mesure de faire entendre la voix des bénéficiaires aux

[40] Voir leur Résultat/output 4 : « Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une meilleure prise en compte de l'élevage familial dans les actions de développement local. »

niveaux local, national et international afin de renforcer leur reconnaissance en tant qu'acteurs clés pour relever les défis mondiaux (Résultat/output 3). »

Cette communication opérationnelle » couvre également la préparation des dossiers 'evidence-based', indispensables pour les actions de plaidoyer organisés par les organisations de producteurs dans le cadre de la défense de leurs intérêts et droits.

G. Efficacité : La dimension 'genre' [41]

G.1. Groupe cible de femmes

Les projets d'adressent spécifiquement à des femmes-éleveurs et/ou touchent un pourcentage élevé de femmes bénéficiaires avec des activités spécifiques. Cette forte orientation en faveur de la participation active des femmes dans l'élevage familial est un point fort important de ce programme.

Tableau 8 : Prise en compte de la dimension 'Genre'

	Nombre de femmes touchées	**Activités spécifiques**
Burkina Faso	826 des 1 303 aviculteurs encadrés sont des femmes (soit 63%)	Formations des femmes en leadership Conjoints participent dans la formation 'genre' La vente de volaille à domicile a permis aux femmes d'avoir de meilleurs prix
Niger	300 femmes dans les CEAP	Diversification des activités proposées aux femmes : aviculture et commercialisation du lait 46% des femmes bénéficiaires (contre 34% en 2017) contrôlent les divers bénéfices issus des activités agropastorales ou de diversification
Mali	1 000 femmes atteintes à travers 25 groupements ; dont 803 avicultrices	Formation en leadership 21 coopératives créées (sur 25 OPF) Efforts pour organiser la vente à domicile, ce qui est favorable aux femmes
Burundi	300 femmes avicultrices ; 45% des leaders en aviculture 60% des animaux ont été octroyés aux femmes 66% des membres des groupements d'épargne crédit (ASSEC) 45% des leaders	Séances d'alphabétisation et de post-alphabétisation afin d'assurer que les femmes puissent intégrer les instances de décision des associations Formation et accompagnement des Vaccinatrices Volontaires Villageoises (VVV)
Rwanda	664 femmes ont eu accès aux crédits à travers les SACCOS 2 femmes sur 16 VPP 528 femmes sur 855 ménages vulnérables (62%)	Formation en genre de tous les ménages bénéficiaires
Ouganda	Les femmes représentent 62% des bénéficiaires :	KLEP a organisé des formations Gender Action Learning (GAL) pour les hommes et les

[41] Questions d'évaluation : - Quelle appréciation peut être faite sur la manière dont le programme mesure sa contribution à la réduction des inégalités de genre ? Voir également Efficience – Suivi-évaluation
- Quelles appréciation peut être faite sur les changements obtenus en matière de contribution à la réduction des inégalités de genre ?

	65% des bénéficiaires des chèvres ; 62% des membres des VSLA 57% des membres de comités de gestion des VSLA	femmes[42]. GAL est intégré dans toutes les formations (1/2 jour sur le genre et sur la construction de la paix – par les services communautaires du district,

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

Voir ci-dessus Efficacité A. à F. pour la participation des femmes dans les différentes outputs/résultats du programme DGD.

G.2 Résultats atteints en matière d'égalité homme/femme

Dans tous les projets, le renforcement des groupes d'épargne/crédit autogérés a eu un effet très clair sur l'accès des femmes à des ressources pour financer des AGR élevage et/ou de contribuer à d'autres dépenses et investissements[43].

Le type d'élevage promu par les projets tels que l'élevage caprins et l'aviculture couvre des activités ouvertes aux femmes. Idem le rôle des femmes dans le commerce du lait en Afrique de l'Ouest.

Les actions de plaidoyer et la communication – en Belgique et dans les pays du Sud- ont souligné le rôle des femmes dans l'élevage familiale, ce qui peut avoir un effet important sur leur participation.

Quelques réalisations ont retenu l'attention de l'évaluation :

- Le projet PISAREL - Mali a organisé des formations « genre » qui touche à la fois la femme et le mari sur l'organisation des activités élevage et la prise de décision … Leur cadre logique contient des indicateurs sexo-spécifiques notamment sur la participation des femmes à la prise de décision, les recettes tirées de l'élevage et le développement de circuits courts (p.ex. la vente de poules à domicile).
- Burkina – PARPEL : les leaders des groupements féminins ont été formés sur leurs rôles et responsabilités pour plus de dynamisme et de confiance en soi dans l'animation et autres actions qui nécessitent un bon leadership.
- Ouganda : Puisque les femmes participaient peu à la commercialisation d'animaux sur de longues distances /commerce avec le Soudan – à cause des risques liés à ce type de commerce - le fonds de roulement mis à la disposition des groupements a été exclusivement réservé à des AGR qui impliquaient les femmes telles que l'abattage et grillage de viande de porc, le commerce de poulets...

Les résultats au niveau des AGR des femmes étaient clairs :

- Au Mali, les indicateurs du PISAREL montrent que les revenus des bénéficiaires hommes et femmes ont fortement augmenté au cours du projet soit 3 fois pour les hommes (de 34kFCFA à 104k FCFA) et plus de 5 fois pour les femmes (de 49.000 FCFA à 287.000 FCFA). Le fait que les femmes avaient initialement un revenu plus important que les hommes traduit la forte orientation du projet vers l'accompagnement des femmes - même des femmes moins vulnérables - à côté d'un appui aux (hommes) chef des ménages vulnérables.
- Au Burkina Faso, les femmes issues des ménages vulnérables qui ont bénéficié des kits de chèvres montrent les changements opérés dans les familles :
    - Le croît du troupeau constituant le stock d'animaux restant du premier cycle constitue un facteur d'efficacité du kit ;

[42] See "Gender Action Learning System - Practical Guide for Transforming Gender and Unequal Power Relations in Value Chains" (Oxfam-WEMAN, GIZ, BMZ), 2014

[43] KLEP : 150 € savings per women/year; average of 3.000 € per VSLA/year - reinvested in other IGAs or social needs

- Le sentiment des femmes bénéficiaires des Kit caprins qui se sentent plus utiles dans leurs ménages avec la prise en charge de la scolarité de leurs enfants ;
- L'émulation des femmes des ménages vulnérables (MV) entre elles : le fait de se rencontrer régulièrement, d'échanger entre elles (« personne ne veut être en reste ») ainsi les femmes se sentent plus considérées.

Malheureusement, ces résultats n'ont pas été mesurés dans tous les projets car les indicateurs ne sont pas systématiquement sexo-spécifiques, ce qui ne permet pas de connaître l'effet diversifié sur les hommes et les femmes p.ex. en matière de revenu, changement des attitudes/connaissances….

G.3. Conclusion – Dimension Genre

Le programme a clairement contribué à **réduire l'inégalité homme/femme dans les milieux pauvres à travers le renforcement des activités d'élevage et l'accès au crédit et aux AGR.** Dans tous les projets, des groupes cibles sont largement constitués de femmes. Ils ont investi – à des degrés différents - dans des formations genre qui touchaient à la fois les maris et femmes. Sans cette sensibilisation, l'approche 'ménages vulnérables' de VSF-B n'aurait pas eu automatiquement un effet favorable sur l'égalité homme/femme.

Le renforcement des groupements d'épargne/crédit était un très bon point d'entrée pour atteindre les femmes, pour renforcer leurs capacités à la fois technique et financière et pour améliorer leur positionnement social. Cette approche 'structurelle' prend à la fois en compte les intérêts « pratiques » et « stratégiques » des femmes.

Toutefois, les formations 'genre' n'ont pas toujours touché les hommes et leaders locaux. Des attitudes et contraintes socio-culturelles continuent de peser sur la participation des femmes à l'élevage familiale. Des **efforts supplémentaires restent nécessaires** pour avoir un effet profond et durable sur les conditions de vie des femmes, notamment à travers la sensibilisation des hommes et des leaders locaux.

L'expérience 'genre' acquise au cours du programme 2017-21 constitue une bonne base pour le nouveau programme DGD qui vise à considérer « l'élevage comme un levier pour promouvoir l'équilibre entre les sexes ».

H. Efficacité : La dimension Environnement [44]

Dans le cadre de l'évolution de VSF-B vers une approche 'One Health', on constate que tous les projets développent des interventions dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique – en fonction des défis locaux - ce qui a permis d'optimiser les effets positifs de l'élevage et réduit les externalités négatives.

H.1 Approches agro-écologiques

Dans plusieurs pays, les projets organisent des champs-écoles paysans/pastoraux ou collaborent avec d'autres partenaires (p.ex. avec Malimark au Mali) :

- Promotion de techniques agro-écologiques,
- Protection des sols contre l'érosion,
- Amélioration des terres avec le fumier/compost.

[44] Question d'évaluation : Tenant compte des effets environnementaucx liés à l'élevage, dans quelle mesure le programme a-t-il conribué à la réduction des externalités négatives et à l'optimiation des externalités positives ?

H.2. Gestion des ressources naturelles par les communautés pastorales

- Au Niger, des innovations ont été vulgarisées auprès des agro-éleveurs. Il s'agit de (i) la lutte contre les espèces non appétées colonisant les aires de pâturage, (ii) l'utilisation de ces espèces non appétées dans l'alimentation des animaux, grâce à leur broyage (3) l'appui à 12 OP pour la collecte du sida cordifolia et à sa transformation en Bloc Multi nutritionnel Densifié (BMD) permettant de solutionner en partie le manque d'aliment bétail en période de soudure,
- Au Niger : élargissement de la capacité d'Analyse Agro Eco Système (AAES) / Analyse écosystème pastoral (AESP) dans le cadre de l'approche holistique,
- En Ouganda[45], le renforcement des capacités de gestion communautaires a contribué à créer un environnement viable/durable pour les éleveurs pastoraux et leur troupeaux. Des actions de gestion des points de collecte/réservoirs d'eau ont été promues à travers le renforcement des comités de gestion et à travers des plans d'actions communautaires, ce qui a permis d'éviter un trop grand flux d'animaux dans la zone. Les pratiques d'élevage étaient améliorées à travers des réunions de sensibilisation des communautés sur les techniques de contrôle des maladies et le développement des calendriers de vaccination.
  Les associations de gestion communautaire des aires de pâturage communautaires étaient appuyés dans des zones critiques. Ces associations ont joué un rôle très important dans la gestion des conflits entre clans et communautés voisines.
  En synergie avec le projet WASH, financé par la Flandre, l'accès à l'eau a été amélioré pour les familles et leurs troupeaux, à travers la construction de 47 point d'eau et 15 abreuvoirs à des endroits stratégiques. Afin de réduire la contamination des sources d'eau par des matières fécales, une approche « assainissement total et hygiène menés par la communauté [46]» a été appliquée.

H.3. Lutte contre la déforestation/production d'énergie

Au Rwanda, le projet EVE II a appuyé la construction de 539 biodigesteurs et la réparation de 171 autres. Il a également appuyé le réaménagement de 313 étables pour faciliter la collecte des excréments et des urines nécessaires à la production du biogaz et pour améliorer le bien-être des vaches. Il a soutenu l'installation de 1.224 foyers améliorés qui permettent de réduire à plus de 40% le bois de chauffage utilisé par le ménage.

Autres avantages: Le digestat rejeté après production du biogaz est utilisé comme fertilisant organique, ce qui permet d'améliorer la productivité du système agraire dans la zone d'intervention (rendement augmenté de 44%) . 98% des femmes estiment qu'il y a eu une réduction de la pénibilité des tâches. On note également une diminution importante des maladies respiratoires suite à l'introduction de ces technologies.

H.4 Emissions CO2 et consommation de viande en Belgique

Le projet DEAR a activement sensibilisé le public belge – et en particulier les étudiants - sur l'effet de la production/consommation de viande sur le changement climatique en mettant l'accent sur l'effet diversifié en fonction du type d'élevage. Leur vidéo et campagne « It is not the Cow, it's the How »[47] et leur jeu «La ficelle de la viande » décrivaient bien l'effet sur la problématique environnementale (2020) et étaient fortement appréciés par les étudiants et leurs professeurs.

[45] Final Report p 5

[47] https://www.youtube.com/watch?v=LKX96oOYeG8

H.5 Conclusion - Dimension Environnement

Les projets du programme VSF-B-DGD ont contribué – à des degrés et avec des interventions différentes - à améliorer le contexte physique des activités d'élevage et des ménages. Certaines activités étaient réalisées au niveau des exploitations familiales p.ex. lutte contre l'érosion. D'autres impliquaient les communautés p.ex. gestion des pâturages en Ouganda. Ainsi les effets négatifs du changement climatique sur les communautés d'agro-éleveurs et éleveurs pastorales ont été mieux maîtrisés.

III. EFFICIENCE[48]

A. Structure interne

A.1. Au Sud

La structure interne de VSF-B notamment des bureaux régionaux (Afrique de l'Ouest et Afrique Grands lacs) qui encadrent les bureaux nationaux permet à la fois d'appliquer les stratégies de VSF-B telles que l'approche 'One Health' dans les différents pays/zones/projets et d'assurer une forte proximité par rapport aux parties prenantes : les partenaires locaux de mise en œuvre, les Ministères de tutelle et les autorités locales, les services techniques ainsi que les groupes cibles et leurs organisations.

Le rôle principal du bureau régional est (1) de traduire la stratégie de VSF-B dans les activités de terrain et (2) de suivre la préparation et la mise en œuvre du programme DGD et des autres projets dans les différents pays. Le directeur régional et son équipe organise et coordonne la formation des agents de VSF-B et de ses partenaires p.ex. sur les démarches 'Genre', sur l'approche 'One Health'(atelier 2018) … En plus, Il assure le contrôle administratif et financier des opérations de terrain.

Les directeurs pays sont responsables pour la coordination et la supervision de tous les projets de VSF-B dans leur pays et les contacts avec les partenaires locaux, avec les représentants des PTF dans leur pays et les contacts avec les Ministères de tutelle. Le bureau pays est responsable de la qualité des interventions de VSF-B dans son pays. Il connaît bien le contexte de son pays pour développer des propositions d'interventions innovatrices et pertinentes.

L'existence de structures décentralisées permet de prendre plus rapidement des décisions sur le développement du programme et de réagir plus efficacement sur des opportunités de financement et de collaboration

Le bureau régional permet également des échanges d'expériences entre les projets de sa région. P.ex., l'expérience d'un projet sur le secteur laitier en RDC a pu convaincre le PAM d'accorder un financement à VSF-B-Burundi pour l'accompagnement des éleveurs de vaches laitières.

Au cours du programme, les équipes régionales ont été renforcées afin de mieux assurer le suivi et l'accompagnement de l'ensemble des activités de VSF-B. P.ex. le recrutement d'un Programme Officer et responsable Ressources Humaines dans le bureau Afrique Centrale. Des efforts importants ont été faits pour digitaliser les différents outils et documents de gestion dans le Cloud.

[48] Question d'évaluation : Dans quelles mesures les ressources du programme (humaines, budgétaires, matérielles, temps…) étaient appropriées aux ambitions du programme et ont-elle été gérées de manière optimale ?

Le directeur des opérations au siège à Bruxelles assure la coordination entre les deux régions et nourrit la réflexion régionale autour de la stratégie de VSF-B p.ex. sur l'approche 'One Health' – avec l'appui de l'expert Programme. Il entretient des relations avec le principal bailleur qu'est la DGD, avec l'Union Européenne et avec les autres membres du réseau international Vétérinaires sans Frontières International.

Au niveau de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, il y a des échanges et réunions réguliers entre les directeurs des différents pays. Les échanges entre les deux zones sont moins fréquents.

A.2. Au Nord

L'équipe DEAR est composée de 5 personnes (soit 3,1 ETP) avec des expertises très complémentaires des 2 responsables des activités ECSM en Flandre et en Wallonie (vétérinaire et bioingénieur avec une spécialisation sur l'agriculture tropicale).

L'évaluation constate un fort engagement de l'équipe DEAR pour la mise en œuvre du projet DEAR et un grand niveau de réactivité et de flexibilité. Au cours de la pandémie, l'équipe a pu adapter assez rapidement les différentes activités pour qu'elles puissent se dérouler en ligne.

B. Partenaires locaux

Voir tableau Pays/Projets/Partenaires de mise en œuvre au début du rapport.

Dans tous les pays du Sud, VSF-B collabore avec un partenaire local principal (PLP – ONG ou OP) qui a une expérience dans le secteur de l'élevage et dans d'autres secteurs de développement rural[49]. La quasi-totalité des collaborations ont démarré pendant les programmes précédents, ce qui montre le caractère stable de ces partenariats. L'efficience du projet PISAREL au Burkina Faso (et son efficacité) a été affectée par deux partenariats suspendus (avec ESF et ASUDEC) après le démarrage du projet.

Dans un seul pays, au Rwanda, VSF-B collabore avec une organisation de producteurs IMBARAGA qui a une large expérience dans la mise en œuvre de projets.

Dans la plupart des projets, les ressources humaines mobilisées pour la mise en œuvre ont les compétences requises ; ils/elles sont stables et bien motivés. Ils disposent d'expériences et expertises complémentaires pour la mise en œuvre des projets. Au Niger, une partie du personnel du partenaire local a été engagée par le bureau national de VSF-B.

VSF-B a renforcé les compétences de toutes les équipes sur l'approche One Health, sur le plaidoyer (surtout en Afrique de l'Ouest) et sur le suivi-évaluation, la gestion du cycle de projet et la gestion financière (Ouganda).

Des efforts restent toutefois indispensables (1) sur le développement des chaînes de valeur inclusives afin d'assurer une meilleure rentabilité et durabilité des effets économiques atteints par les bénéficiaires et (2) sur la dimension 'genre'.

En dehors du partenaire principal, d'autres ONG ont été sollicitées pour intervenir dans le cadre des projets. C'est par exemple le cas de l'ONG Malimark au Mali qui était chargée de la mise en œuvre de l'accompagnement des bénéficiaires sur l'agro-élevage à côté du partenaire principal qu'est l'ICD.

---

[49] Notamment avec
- Afrique de l'Ouest : A2N (Burkina Faso), Karkara et CESAO-PRN (Niger) , ICD (Mali)
- Afrique Grands Lac : UCODE-AMR (Burundi), IMBARAGA et ARDI (Rwanda), Dado et Madefo (Ouganda)

D'autres **collaborations avec des ACNGs belges[50] et leurs partenaires** et avec les services techniques permettent à VSF-B d'offrir aux bénéficiaires des services diversifiés qui dépassent leurs propres compétences, mais qui sont essentiels pour atteindre des résultats en matière de sécurité alimentaire selon une approche holistique ou sous l'approche 'One Health'. Voir ci-dessous VI Cohérence B. Collaboration avec des ACNGs belges et leurs partenaires

Les projets ont également développé des **collaborations avec les services techniques** de l'élevage notamment sur la formation des agents communautaires de santé animale (ACSA) et l'organisation des campagnes de vaccination. Les projets ont collaboré avec les autorités locales pour l'aménagement des marchés de bétail ou leur gestion.

- Au Burundi, DEPEL II a collaboré avec le Bureau des services sociaux sur les aspects hygiène et santé dans les ménages vulnérables – idem alphabétisation.

La qualité de ces collaborations était en général acceptable. Elles sont relativement bon marché et efficientes car les services techniques sollicitent/ demandent surtout des indemnités de déplacement ; les charges salariales étant déjà couvertes par le budget de l'Etat. Ces collaborations n'offrent toutefois pas suffisamment de garantie pour la durabilité des services/activités offerts tant que leur financement n'est pas inclus dans les budgets des Ministères ou dans les plans de développement locaux.

C. Collaboration avec les organisations de producteurs

VSF-B a largement investi dans la structuration des agro-éleveurs au niveau local. En plus des groupements solidaires d'épargne/crédit, quelques collaborations intéressantes ont vu le jour:

- KLEP Ouganda a accompagné les Livestock Husbandry Associations et Livestock Marketing Associations du KLEP,
- PARPEL (Burkina Faso) a collaboré avec RBM, CRUS et RECOPA pour la mise en place du système d'alerte précoce. Le projet a également appuyé des groupements d'avicultrices pour obtenir le statut de coopératives,
- DIRRECT (Ni) a appuyé des OP pour former en leur sein des collecteurs de lait et animateurs/facilitateurs endogènes capables de conduire des expérimentations dans la facilitation des champs écoles agro-pastoraux et la vulgarisation des pratiques d'élevage (productions, collecte, hygiène du lait, de la petite transformation, fabrication de BMB, hygiène d'habitat, etc.)

En dehors de la collaboration avec IMBARAGA au Rwanda pour la mise en œuvre du projet EVE II et avec RBM au Niger sur le plaidoyer autour du lait en poudre importé..., les projets n'ont **pas collaboré intensivement ou impliqué les OP faîtières** dans le secteur de l'élevage au niveau des provinces/zones ou au niveau national (p.ex. le CAPAD au Burundi) ce qui constitue une perte d'opportunités par rapport au développement durable des chaînes de valeur/filières élevage. Le renforcement de ces OP faîtières leur aurait permis d'offrir des services supplémentaires à leurs membres (p.ex. des services

[50] Notamment la Croix Rouge de Belgique, Trias, ADA… dans le Sud et Eclosio, Oxfam International, SOS-Faim en Belgique.

de santé animale, l'achat commun d'intrants d'élevage...) et de renforcer leur positionnement envers les autorités locales et nationales.

VSF-B a eu des **collaborations spécifiques avec les associations/ l'ordre des vétérinaires** au Rwanda, au Mali et au Burkina Faso.

D. La prise en compte de l'insécurité grandissante dans plusieurs projets de VSF-B

Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et en Ouganda, le contexte sécuritaire s'est détérioré au cours du programme, ce qui a obligé les bureaux locaux et partenaires à prendre des mesures spécifiques. Au niveau de chaque pays, une stratégie sécuritaire, basée sur une cartographie dynamique des menaces sécuritaires par zone, revue tous les 6 mois, permet une bonne gestion opérationnelle des risques. La priorité reste la protection de l'équipe et les bénéficiaires selon le principe du 'do not harm'.

La réponse à cette situation d'insécurité a amené des frais supplémentaires tels que la géolocalisation des véhicules, véhicules banalisés (Niger), la formation et recyclage du personnel….

Dans les pays où les projets ont dû revoir leurs stratégies suite à l'insécurité qui règnent dans les zones du projet, on constate une plus grande implication des populations locales lié au fait que les animateurs de l'ONG locales sont amenés à jouer le rôle de coach pour les responsables locaux qui participent dans la mise en œuvre des activités. P.ex. le cas du Mali et du Burkina Faso. Cela **a un effet clair de responsabilisation des bénéficiaires et renforce leur autonomie**.

- Le Burkina est confronté à une insécurité grandissante avec des conflits intercommunautaires et la présence de groupes armés violents dans certaines zones de la région du Centre Nord et de la région du Sahel. Puisque l'insécurité empêche les acteurs externes aux zones d'intervenir efficacement, le PISAREL a opté pour renforcer l'utilisation de coaches endogènes. Ces coaches endogènes issus de la localité ont bénéficié de formations sur des techniques d'animation et de sensibilisation, techniques d'élevage, technique de communication et plaidoyer, techniques de planification et de rédaction des rapports d'activités... Ce dispositif de proximité a permis de continuer un suivi technico-économique des actions dans les zones à risques.

La **Covid** a eu un effet négatif sur les dépenses et donc sur l'efficience des projets suite aux achats d'équipements de protection, à l'augmentation des frais de déplacements (moins de personnes dans un même véhicule…). Par contre, la stratégie de mobilisation des coachs locaux et le **recours à la digitalisation** pour des réunions et échanges représentait quelques économies pour les projets tout en renforçant l'autonomie des bénéficiaires et de leurs structures.

E. Budget et Timing

Le budget du programme DGD s'élève à 12.965.327 € répartit comme suit.

Tableau 9: Répartition du budget final par pays/projet[51]

	Budget général	%	Dépenses	%
Belgique	1.220.001	11%	1.181.732	10%
Niger	1.607.521	14%	1.611.242	14%
Mali	1.708.844	15%	1.709.761	15%
Burkina Faso	1.378.035	12%	1.417.692	12%
RDC	792.303	7%	779.433	7%
Rwanda	1.695.834	15%	1.714.696	15%
Burundi	1.526.414	13%	1.530.633	13%
Ouganda	1.606.956	14%	1.656.790	14%
Coûts directs	11.535.908	100%	11.601.979	100%
Coûts de gestion	1.429.419		1.414.937	
Total	**12.965.327**		**13.016.916**	

La répartition du budget et des dépenses par pays/projet /OS correspond à l'envergure des réalisations dans les différents pays. Les investissements couvrent surtout la construction/réhabilitation des marchés et des boutiques d'intrants, la construction/réhabilitation des centres de collecte de lait (Niger) ainsi que des investissements en matériel roulant et équipement bureau.

Le programme DGD – Outcomes Sud a connu des coupes budgétaires importantes notamment entre 16% et 31% du le budget initial proposé par VSF-B. Cela a eu les conséquences suivantes :

- La réduction des cibles quantitatives,
- La réduction de la couverture géographique et de la durée du projet en RDC
- En Ouganda : le résultat/output commun avec VECO n'a pas pu être réalisé.

Le **taux de réalisation du budget** est en général bon. Ces coupes budgétaires ont toutefois obligé les projets de réduire ou annuler certaines activités – sans que l'atteinte des résultats soient mis en danger.[52].

L'évaluation n'a pas noté de retards importants dans la mise en œuvre du projet à part dans la réalisation des infrastructures de marché (Burundi, Burkina Faso) et la distribution des caprins pendant la pandémie.

[51] Tableaux à finaliser sur base des informations que le service financière remettra aux évalauteurs mi-juin 2022.

[52] Le Burkina a connu en 2018 une coupure du budget de 12%. Des formations en gestion « GERME » et une étude sur les innovations validées en alimentation des animaux ont été annulées et 30 nouveaux ACSA n'ont pu être équipés convenablement.
Au Niger, la coupe du budget au début du programme a obligé DIRRECT de reporter quelques investissements importants.

F. Conclusion Efficience

L'analyse ci-dessus montre que VSF-B a fait une utilisation correcte des ressources humaines, budgétaires, matérielles, temps… disponibles dans le cadre de ce programme.

La structure interne de VSF-B est efficiente et correspond aux responsabilités et avantages comparatifs des différents niveaux de l'organisation.

La collaboration avec des partenaires locales de mise en œuvre (PLP) qui avaient de l'expérience dans la gestion des projets et dans le secteur de l'élevage a permis une mise en œuvre efficiente du programme. En plus, les collaborations avec d'autres acteurs du développement - soit des ONG belges et leurs partenaires ainsi que des services techniques - ont contribués à réaliser les interventions dans des domaines complémentaires aux expériences de VSF-B afin de réaliser une approche 'holistique' ou 'One Health'.

Le retrait de quelques ONG partenaires (Burkina Faso) et les faibles réponses de quelques IMF ont toutefois réduit l'efficience des résultats atteints en matière de crédit et développement des chaînes de valeur.

La Covid et l'insécurité qui règnent dans les zones couvertes par plusieurs projets ont occasionné des frais supplémentaires mais les équipes ont pu réorienter les ressources vers une plus grande responsabilisation des communautés locales.

Le fait que le programme concentre ses projets dans **deux régions en Afrique** constitue un élément d'efficience car les contextes des projets /pays sont comparables, les mêmes règlementations sont largement appliquées (p.ex. dans le cadre de la CEDEAO) et les facilités d'échanges et de collaboration entre projets sont clairs.

G. Système de suivi-évaluation

Tous les projets du Sud ont quasi le même objectif spécifique : « La sécurité alimentaire et socio-économique des agro-éleveurs de * nom de la zone d'intervention * est renforcée à travers l'élevage familiale, - grâce à des actions intégrées » (Mali, Burkina Faso) - selon une approche holistique » (Rwanda, Burundi » ou « selon une approche 'One Health' » (Belgique).

La théorie du changement globale (voir annexe 3) couvre 4 chemins de changement qui sont largement traduits dans des TdC et les 4 résultats/outputs attendus des différents projets.

Lors de la préparation du programme DGD 2017-21, VSF-B-siège et les bureaux régionaux ont fait des efforts importants pour développer un système de Suivi/Evaluation qui traduit très bien les outputs et outcomes des différents pays sur la base des réalités de terrain, mais qui offre en même temps la possibilité d'une comparaison/benchmarking entre les mêmes interventions dans différents pays/projets.

Des formations 'Gestion axée sur les résultats' ont été organisées pour les équipes des bureaux de VSF-B et leurs partenaires de mise en œuvre dans tous les pays du programme. Des formations sur la collecte de données offrent des garanties sur la qualité des données et la possibilité de faire des méta-analyses.

G.1. Indicateurs au niveau Outcome (Sud)

Tous les projets du programme DGD ont les mêmes indicateurs principaux :

- Score de diversité alimentaire individuel chez les femmes et les enfants de 24 à 59 mois,
- Score de diversité alimentaire individuel chez les enfants de 6 à 23 mois.

Ces SDAI donne à la fois une indication de la qualité/quantité de la nourriture consommée et de la répartition du pouvoir de décision sur l'octroi de la nourriture disponible aux membres de la famille, souvent en fonction des priorités des femmes. C'est un indicateur commun pour tous les projets qui montre bien les effets sur la sécurité alimentaire des ménages. Cet indicateur est surtout pertinent pour mesurer l'impact auprès des ménages vulnérables vue l'approche holistique ; il est moins pertinent pour les autres bénéficiaires moins vulnérables.

D'autres indicateurs diffèrent en fonction du projet/de la la région (voir tableau 10 sous IV Impact) :

- Au Rwanda et Burundi :
  - Part du revenu annuel tiré des AGR développées par les hommes et des femmes bénéficiaires,
  - Part du revenu annuel tiré des activités élevage des hommes et des femmes bénéficiaires ménages vulnérables (RW),
- En Afrique de l'Ouest :
  - Proportion des femmes bénéficiaires qui contrôlent les divers bénéfices issus des activités agropastorales ou de diversification,
  - Taux de producteurs et productrices ayant réalisé une épargne ou un investissement productif.

Les indicateurs sur la partie du revenu (soit un pourcentage) des activités liées à l'élevage et/ou AGR sont utiles, mais ne donnent pas d'informations sur l'évolution du revenu spécifique lié à l'élevage/AGR (montant). Ces pourcentages peuvent être influencés par d'autres effets externes sur le revenu de ces ménages - p.ex. une mauvaise récolte à cause de la sécheresse - et sont donc en partie en dehors de la zone de contrôle et d'influence du projet. Par contre, il aurait été pertinent d'avoir un indicateur spécifique – niveau résultat/output – sur l'évolution du revenu des ménages vulnérables ayant bénéficié des chaînes de solidarité.

Les indicateurs de l'outcome en Afrique de l'Ouest reflètent plutôt l'importance des changements dans la stratégie des ménages, ce qui semble pertinent.

D'autres indicateurs tels que l'accès aux mutuelles de santé (Rwanda et Burundi) sont réducteurs car ils couvrent une dépense qui n'est pas forcément prioritaire pour les ménages. L'intérêt pour l'adhésion aux mutuelles est aussi bien lié à la qualité et au prix d'adhésion aux mutuelles, ce qui est largement hors de la zone de contrôle – et même d'influence du projet. L'indicateur ougandais « Effective school enrolment of boys and girls of beneficiary households » s'est avéré peu pertinent en raison de la fermeture des écoles suite au Covid.

G.2 Indicateurs au niveau des résultats/outputs

Plusieurs indicateurs permettent de bien mesurer la performance des projets à condition d'avoir une bonne définition de l'indicateur. Nous les reprenons ci-dessous (voir également les tableaux dans la partie II 'Efficacité' :

- Résultats en matière de santé animale : viabilité des agents communautaires de santé animale (ACSA) et/ou des services privés de santé animale (RW) ; la satisfaction des bénéficiaires et le taux de productivité numérique des caprins,
- Résultats en matière d'accès au crédit et développement des AGR /chaînes de valeur : l'accès au crédit pour les (groupements de) bénéficiaires, remboursements réguliers ; pourcentage des membres des groupements menant des AGR rentables (RW),
- Résultats en matière d'appui aux ménages vulnérables : pourcentage des ménages des chaînes de solidarité qui ont remboursés le crédit cheptel, taux de reproductivité des petits ruminants…

Ces indicateurs (surtout des résultats 2 et 3) sont basés sur la réalité de terrain mais ne sont pas forcément comparables entre les différents projets.

En plus, le faible nombre d'indicateurs sexo-spécifiques (p.ex. sur le revenu) sur les effets des formations et appuis divers ne permet pas de connaître l'effet différent sur les hommes et les femmes bénéficiaires.

Quelques indicateurs, exprimés sous forme de pourcentage, ne donnent pas une bonne idée de la couverture réelle du projet et devraient donc être complétés par des informations hors S/E. – p.ex. 3000 ménages touchés par l'activité des ACSA au Burundi. En plus, les efforts dans le cadre de l'approche holistique des projets (p.ex. dans le domaine de l'agroécologie, de l'hygiène et assainissement, sur la qualité de la nutrition, sur la santé humaine) ne sont pas bien traduits dans les indicateurs existants.

Les indicateurs pour le renforcement des partenaires locaux tels que le nombre de contrats et de conventions de partenariat exécutés (Burundi) – ou la qualité de leur mise en œuvre (Rwanda, Niger) et le nombre de supports de capitalisation produits, sont des 'indicateurs administratifs'. D'autres indicateurs démontrent mieux l'effet atteint tel que :

- Niger : « Pourcentage des acteurs responsables de la gestion des marchés performants dans l'exécution de leur cahier des charges » traduit mieux l'effet direct du renforcement des capacités.

D'autres indicateurs permettent de mesurer indirectement les résultats atteints par le projet et semblent pertinents :

- Mali : « Accroissement des stocks de céréales (mil et sorgho) grâce à de meilleurs rendements agricoles ». L'accroissement des disponibilités alimentaires a eu pour effet une autosuffisance alimentaire des ménages sur plusieurs mois,
- Burkina Faso : « Taux de chef de ménage hommes/femmes ayant recours à l'endettement pendant la période de soudure (juillet à septembre) » ; [53]
- Mali : « Accroissement des revenus liés aux AGR d'élevage et aux autres AGR ». L'analyse de l'utilisation des revenus générés a montré une utilisation préférentielle pour l'accès aux services sociaux de base, l'accès aux denrées alimentaires et l'investissement dans les activités d'élevage notamment dans l'élevage naisseur de volailles ou de petits ruminants. Mali : « Accroissement et diversification[54] des productions agro-pastorales » car les revenus tirés de

[53] Ce taux a diminué de 71% à 15%. Les raisons évoqués pour expliquer cette diminution très pertinente sont : la présence d'un troupeau d'animaux qui permet de faire un déstockage (44%) pour avoir de la liquidité, les revenus tirés des AGR qui ont servi à s'approvionner en vivres (29%), une bonne saison agricole (21%) et autres raisons (6%)…

[54] L'équipe VSF-B en Afrique de l'Ouest constate 2 types de diversification :

l'élevage permettent aux ménages d'investir dans d'autres activités. Cette diversification est un résultat clair en faveur du renforcement de la résilience des bénéficiaires.

G.3 Indicateurs de l'outcome Belgique

L'évaluation constate que les indicateurs de l'OS couvrent uniquement le nombre d'actions organisées autour de l'approche 'One Health' et la satisfaction des participants mais ne donnent que peu d'informations sur l'effet des actions sur « la création d'un environnement favorable pour l'agriculture familiale selon l'approche 'One Health' » (voir objectif spécifique/outcome). Il ne mesure pas une plus forte sensibilité et volonté d'action /d'agir sur des aspects favorables à ces groupes cibles.

Les indicateurs du R1 et R2 traduisent le nombre d'actions entreprises , le nombre de professeurs qui intègrent OH dans leurs cours et le pourcentage des étudiants conscientisés sur l'OH (sur la base des enquêtes). Les indicateurs sur le plaidoyer (R3) suivent l'intégration de l'approche OH dans les politiques publiques Belges et Européennes ainsi que les initiatives du secteur privé.

G.4 Conclusion - Système de suivi-évaluation

Les évaluateurs estiment que des **progrès importants ont été faits pour mesurer et présenter de façon quantitative les outcomes et outputs des projets**. Les indicateurs traduisent largement les différents résultats des interventions du programme. Vu la nécessité et le besoin de flexibilité pour adapter les approches aux situations locales, il n'a toutefois pas été possible et opportun de traduire toute la réalité de terrain dans des indicateurs communs afin de faire du benchmarking.

VSF-B souligne que les efforts qu'ils ont réalisés pour mettre au point leur système de suivi-évaluation selon les normes de la coopération belge (qui sont plus exigeantes que celles d'autres PTF) ont créé un avantage comparatif de VSF-B pour l'accès à des financements/collaborations avec d'autres PTF.

L'évaluation constate que les indicateurs de l'outcome/outputs **reflètent peu ou pas les changements/impacts structurels au niveau du développement local et des chaînes de valeur ni les effets spécifiques de l'approche 'holistique'** sur la cohésion sociale, sur le bien-être des ménages et des femmes. Ces effets sont pourtant des effets clés de l'approche de VSF-B. Des effets indirects /effets induits des projets auraient pu/dû être documentés et davantage mesurés, telles que : la disponibilité de services de santé animale pour toute la population d'une zone, la disponibilité de médicaments vétérinaires pour d'autres élevages non couverts par le projet, la proximité de marchés bien gérés, les effets sur le contexte sécuritaire (p.ex. en Ouganda), etc.

Puisqu'il ne sera pas facile d'identifier des indicateurs qui traduisent la richesse et complexité des changements réalisés par les différents projets, il serait intéressant que VSF-B examine des méthodes plus flexibles et fines pour informer ces parties prenantes des progrès réalisés tels que le Story telling ou le 'Changement le plus significatif'.

---

i) Une diversification « verticale », à l'intérieur d'une même activité. Ainsi, des ménages ont utilisé les revenus générés par la vente de volailles pour investir dans un élevage naisseur de petits ruminants. D'autres ont utilisé les revenus de l'embouche pour investir dans l'aviculture familiale, etc.,

ii) Une diversification « horizontale » dans laquelle les femmes bénéficiaires des noyaux caprins ont vendu quelques têtes pour investir dans le maraîchage.

IV IMPACT[55]

A. Indicateurs Outcome

Tous les projets ont quasiment le même objectif spécifique : « La sécurité alimentaire et socio-économique des agro-éleveurs de *zone du projet* est renforcée à travers l'élevage, selon une approche holistique »

Le tableau 109 ci-dessous reprend l'évolution des indicateurs par pays/projets. Il est clair que tous les projets ont eu un effet en matière de sécurité alimentaire sur la base du score de diversité alimentaire individuel (SDAI). Cet impact a été confirmé par les bénéficiaires lors des rencontres et focus groups dans le cadre de cette évaluation.

Comme expliqué sous III.G. Système de Suivi-Evaluation /Indicateurs au niveau des résultats/outputs, les projets ne fournissent pas systématiquement des informations sur le nombre de personnes touchées par les projets et différents résultats p.ex. sur l'évolution des revenus des ménages ou femmes vulnérables.

Rappelons également que ces indicateurs d'impacts sont largement influencés par la disponibilité et le coût des denrées alimentaires liées à des conditions climatiques, la possibilité de vendre ses animaux à meilleur prix suite à l'ouverture des marchés… Et qu'il est donc important de prendre en compte ses évènements externes dans l'analyse des indicateurs. Par exemple, en 2021, plusieurs indicateurs d'impact sont plus bas/ ou connaissent une évolution moins positive que prévu suite à la pandémie Covid-19.

D'autres constats intéressants -en plus des indicateurs clés- soulignent les impacts clairs des projets :

- Au Burkina-Faso, 85% des ménages appuyés n'ont pas dû s'endetter pour acheter des vivres pendant la période de soudure – contre 29% au début (RDGD p8),
- Au Niger, les Union des femmes ont réinvestis dans la conduite d'embouche ou l'achat d'un terrain pour des activités maraichères. qui ont regroupé des fonds de garantie pour accéder à un crédit[56],.
- Au Rwanda et Burundi, l'augmentation de la part du revenu tiré des AGR et l'accès aux mutuelles de santé a nettement augmenté.

[55] Question d'évaluation :

- Quelles sont les retombées du programme en matière de sécurité alimentaire envers les communautés au sens large et en termes de contribution de l'élevage familial à l'économie locale ?
- Sur base de l'analyse des niveaux de réalisations des objectifs et résultats, quelles sont les approches les plus prometteuses en terme de développement durable et d'amplification d'impacts envers les bénéficiaires ?

[56] On constate toutefois que malgré le fort appui du DIRRECT aux femmes avicultrices et productrices de lait, les capacités d'épargne et d'investissement des hommes ont nettement augmenté par rapport à celles des femmes

Tableau 10 : Evolution des indicateurs de l'outcome – par pays

	Burkina Faso	Niger	Mali	Burundi	Rwanda	Uganda (IDDS)
(i) Score de diversité alimentaire individuel chez les femmes et les enfants de 24 à 59 mois		3,2 vers 4,8		Femmes : de 4 à 5,8 Enfants de 6 à 23 mois : de 2,5 à 4,5 Enfants 24 à 59 mois : de 4,0 à 5,8	Femmes et enfants de 24à 59 mois : de 3 à 5,4 Enfants de 6 à 23 mois : de 3 à 6,7	Femmes : de 3,8 à 4,2 Enfants de 6 à 23 mois : de 3,3 à 3,5 Enfants de 24 à 59 mois : de 3,8 à 4,3
(ii) Score de diversité alimentaire individuel chez les enfants de 6 à 23 mois	3,2 à 8,48		De 3,5 à 5,3De ,9 à 3,19			
(i) Proportion de ménages bénéficiaires AGR (R2) ayant accès aux mutuelles de santé	Pas pertinent	Pas pertinent	Pas pertinent	????	De 50% à 97%	
(ii) Proportion de ménages vulnérables (R3) ayant accès aux mutuelles de santé	Pas pertinent	Pas pertinent	Pas pertinent	????	De 10% à 96%	
(i) Part du revenu annuel tiré des AGR développées par les hommes et des femmes bénéficiaires			ND	XXXX	De 0% à 82%	
(ii) Part du revenu annuel tiré des activités élevage des hommes et des femmes bénéficiaires ménages vulnérables			ND	De 31 à 48%	De 0% à 37%	De 33% à 39,8 % (2020)57
Proportion des femmes bénéficiaires qui contrôlent les divers bénéfices issus des activités agropastorales ou de diversification		De 34% vers 46%	88% au lieu de 33% (2017)		Pas disponible	
Taux de producteurs et productrices ayant réalisé une épargne ou un investissement productif		F : de 21 à 28% (+33%)	F : de 15 à 42%		Pas disponible	
		H : de 19 à 35% (+ 52%)	H : de40 à 70%			

Source : Aide-mémoires et rapports DGD des différents pays/outcomes

[57] Ouganda: suite à la détérioration du contexte sécuritaire, le Covid et les difficultés de commercialisation des animaux, cet indicateur a connu une baisse importante en 2021 (soit 22%)

B. Impact au niveau des ménages et des femmes

L'impact le plus visible se situe **au niveau des ménages vulnérables** qui ont pu renforcer leur capital animal à travers les chaînes de solidarité et dont le revenu et la disponibilité alimentaire a augmenté suite à l'approche holistique. Les bénéficiaires rencontrés dans le cadre des missions de terraines confirment un changement réel de leur revenu, de leur accès à une nourriture diversifiée et de leur capacité de résister à des chocs divers. En plus, leur participation à des groupements d'épargne et de crédit a renforcé leur ancrage social et leur capacité de couvrir à la fois les dépenses sociales et d'investir dans leurs activités économiques. En d'autres mots, leur résilience est nettement améliorée.

Au niveau des **populations rurales qui avaient déjà des activités élevage**, l'amélioration de l'accès aux services et soins de santé animale, l'accès à des intrants pour l'agro-élevage, des meilleures connaissances des techniques d'élevage combinées à des opportunités rémunératrices de commercialisation ont permis d'augmenter nettement la rentabilité de ces activités et leur extension, surtout suite à l'accès au crédit.

Ces progrès sont clairement visibles lors de visites de terrain et les entretiens avec les bénéficiaires : l'habitat est amélioré, la scolarité des enfants s'est accrue. En plus, les femmes dont les activités d'élevage ont été appuyée ont visiblement augmenté leur pouvoir de décision dans leur ménage suite à une plus forte contribution aux dépenses du ménage. Le projet a donc clairement contribué à l'autonomisation socio-économique des femmes.

Des enquêtes spécifiques ont permis de bien identifier les impacts / résultats au niveau des ménages vulnérables. A titre d'exemple, nous reprenons les résultats de l'enquête au Burundi :

- « Une enquête réalisée en décembre 2020 auprès des 700 bénéficiaires de la première génération appuyée avait montré que depuis 2017, grâce à la vente des caprins, 78% des ménages bénéficiaires avaient acheté des nouveaux terrains agricoles, 49,5% avaient amélioré leur habitation, et 39,5% affectaient une part de leurs revenus dans d'autres activités (petit commerce d'articles divers, achat de bicyclette, achat d'engrais chimiques, achat d'une plaque solaire, paiement de la main d'œuvre, achat d'intrants agricoles et paiement des soins vétérinaires, etc.). Enfin la proportion de ménages ayant accès aux mutuelles de santé est passée de 15% à 87% ».
- Les enquêtes ont également montré qu'une bonne partie des revenus provenant de la vente des caprins et/ou production agricoles est utilisée dans la diversification des activités d'élevage notamment 29,5% des bénéficiaires élèvent déjà des vaches, 78% des bénéficiaires élèvent des porcs, 20% des bénéficiaires élèvent des poules, 8% des bénéficiaires élèvent des lapins. Cette diversification a contribué à l'augmentation de la part du revenu annuel tiré des activités de l'élevage dans les ménages de 31% en 2017 à 48% en 2021.

C. Impact au niveau de l'économie locale

L'augmentation de la production agricole et d'élevage est le premier impact clair sur l'économie locale à travers une augmentation du pouvoir d'achat. En dehors de l'effet direct sur les bénéficiaires, les champs école agroécologie ont certainement eu un effet d'entraînement sur les populations environnantes. La disponibilité des services de santé animale a été renforcée pour toute la population,

ce qui a eu un effet clair sur la rentabilité de leurs activités d'élevage caprin, aviculture et élevage bovin laitier (Niger).

Les investissements dans l'amélioration des infrastructures et de la gestion des marchés ont entraîné des facilités de commercialisation plus intéressantes/rémunérateurs. Ces marchés ont contribué aux revenus financiers des communes et leur capacité à offrir des services à leurs membres. Les centres de collecte au Niger ont permis aux éleveurs et aux femmes d'écouler plus facilement leur lait et de disposer de revenus réguliers, même après la diminution de la collaboration avec l'industrie laitière.

En termes d'amplification d'impact, il faut mentionner le fait de pouvoir faire appel à des services de proximité pour la santé animale et d'avoir un accès régulier à des intrants agro-élevage, ce qui bénéficie à l'ensemble de la population locale.

D. Conclusion Impact

Le programme DGD de VSF-B a eu **un impact clair sur la sécurité alimentaire des ménages rurales dans les zones et sous-secteurs élevage couverts** par les projets/outcomes dans les différents pays.
A travers les différentes interventions, les projets ont eu des impacts plus large sur le développement économique locale et sur la cohésion sociale. Les effets sur l'autonomisation socio-économique des femmes sont également très forts.
Le programme a clairement atteint les impacts qui étaient prévus au lancement du programme.

Quelques interventions ont eu des effets et impacts assez forts (par rapport au temps/budget y accordé) entre autres :

- Le renforcement du lien entre l'élevage et l'agriculture à travers une meilleure utilisation du compost dans les champs (tous les projets) -et donc sur le revenu des ménages vulnérables et leur capacité de garder les animaux plus longtemps (pas de déstockage précoce),
- Les ventes de poules à domicile facilitées par les crédits accordés aux acheteurs de poules – ce qui a un effet sur le revenu que les femmes retirent de l'aviculture (Mali),
- La subvention accordée aux groupements d'épargne et de crédit qui acceptent de ne pas distribuer leurs bénéfices à la fin de l'année sur le nombre/montant des crédits accordés,
- L'effet de former des femmes vaccinatrices de poules sur la participation des femmes dans l'aviculture (Mali, Burundi),
- L'introduction des foyers améliorés et des biodigesteurs (Rwanda) sur la consommation de bois et le temps de travail des femmes.

V DURABILITE[58]

A. Durabilité technique

La **durabilité technique du programme est bonne**. Les efforts de formation et d'accompagnement des agents de proximité tels que les ACSA et les vaccinateurs de volaille ont permis d'assurer la durabilité technique des services de santé animale, renforcé par l'implication des vétérinaires et leurs associations.

La gestion des systèmes d'épargne et de crédit semble partout bien maîtrisée par les responsables des groupements de femmes.

Les éleveurs maitrisent les bonnes techniques d'élevage. Ils disposent de compétences et de connaissances sur l'agroécologie, notamment suite à des champ -écoles-agropastorales. Au Niger, on note une bonne maîtrise des pratiques d'hygiène de la traite.

La gestion/organisation des infrastructures tels que les centres de collecte de lait et les marchés de bétail sont maîtrisés. Des outils de gestion sont disponibles.

B. Durabilité économique et financière

Un pourcentage important d'agents communautaires de santé animale (ACSA) et de structures des vétérinaires (p.ex. CVPP au Mali, les SVPP au Burkina) est rentable/viable selon les systèmes de suivi-évaluation des projets de VSF-B. Le fait que les bénéficiaires des projets ont pris l'habitude de payer pour les services de santé animale est un gage pour la durabilité économique et financière de ces services, à condition que les activités d'élevage restent suffisamment rentables.

Par contre, la durabilité économique et financière des boutiques d'intrants agro-élevage n'est pas encore garantie partout bien que leur utilité ait été prouvée dans tous les pays.

Pour les ménages vulnérables et femmes productrices, la rentabilité /productivité de l'élevage a été nettement améliorée par le renforcement de leurs capacités techniques en élevage, l'accès au marché et le fait de limiter le déstockage à travers les revenus provenant d'autres AGR[59]. Par contre, la rentabilité de l'élevage laitier est freinée par la réduction des achats de lait par l'industrie laitière locale suite à l'importation du lait en poudre et autres MGV[60] devenus plus intéressants.

Le renforcement des groupements d'épargne et de crédit au niveau de la base a un caractère durable mais les efforts pour les lier aux IMF ne sont pas durables en dehors du projet DEPEL II au Burundi et des futures collaborations entre Imbaraga et les SACCO au Rwanda.

La gestion et de la transparence des marchés de bétail (p.ex. COGES au Niger) est améliorée et les revenus permettent aux mairies/communes d'investir dans des infrastructures socioéconomiques.

---

[58] Question d'évaluation: Dans quelles mesures les principaux effets et changements induits par le programme vont-ils perdurere au sein des diverses catégories de bénéficiaires et de groupes cibles, en considérant les divers dimensions de la durabilité (financière, technioqu, socio-culturelle, institutionelle et environnementale) ?

[59] Malheureusement, il n'y a pas d'informations systématiques sur l'évolution des revenus et capital investit par les AGR en élevage suite aux appuis du projet.

[60] MGV Matières grasses végétales

C. Durabilité institutionnelle

L'a**pproche systémique** qui consiste à relier les agents communautaires de santé animale (ACSA) avec des vétérinaires est basée sur une complémentarité bien réfléchit qui tient compte des rôles et responsabilités des deux niveaux.

Les projets ont fait appel à des services techniques pour réaliser certaines interventions dans le cadre de l'approche holistique de VSF-B qui dépassaient les compétences de l'équipe de projet. Cela a renforcé les capacités de ces services techniques – à condition de disposer d'un personnel stable. En matière de services de santé animale, la collaboration avec VSF-B couvrait le rôle régalien des services techniques et des contributions à la formation des ACSA et le suivi des points de vente de médicaments vétérinaires.

La structuration locale des producteurs/éleveurs a permis d'organiser des achats et ventes groupés, en plus de l'épargne/crédit. On peut regretter que le projet n'ait pas facilité/encouragé la participation des ménages vulnérables dans ces autres groupements.

Au Rwanda, IMBARAGA – dont l'expertise sur l'élevage est plus forte suite à la mise en œuvre d'EVE II – s'est engagé à continuer une majeure partie des interventions pour assurer la transition après la fin du projet et pour rendre durable l'autonomie des bénéficiaires.

Le fait que le programme n'a **pas contribué largement/ de façon systématique au développement des organisations de producteurs au niveau national ou régional** représente **une perte d'opportunité** pour la durabilité des ACSA, les collaborations avec les IMF et le développement de l'amont/aval des chaînes de valeur élevage car ces OP auraient pu prendre (en partie) la relève des projets VSF-B. Ces organisations de producteurs sont de plus en plus reconnues par les autorités locales et par les partenaires techniques et financières (PTF) comme des acteurs incontournables dans le développement de l'agriculture/élevage et dans l'économie locale en milieu rural. Afin d'assurer l'accès aux services pour leurs membres – et en vue d'assurer leur viabilité financière - les OP développent des activités envers leurs membres à différents niveaux.

D. Durabilité sociale

L'implication des ACSA et vaccinatrices dans des campagnes de vaccination renforce leur ancrage sociétal.

Les groupements d'épargne et de crédit ont renforcé la cohésion sociale et solidarité entre les femmes membres. D'autres groupes d'éleveurs ont développé des démarches d'achat ou commercialisation commune.

L'implication des groupements locales d'agro-éleveurs dans les champs écoles-paysans agro-pastorales (Niger), dans les achats groupés d'aliments bétail (Niger) et les mécanismes d'entraide développés par les groupements (p.ex. crédit pour frais de santé, cotisation pour baptêmes, …) contribuent à la durabilité sociale et économique mais cette implication aurait pu être plus forte.

Les chaînes de solidarité sont bien ancrées dans les communautés rurales, mais la continuité de ces chaînes n'est pas garantie en dehors des engagements pris au cours du projet.

L'extension des activités d'élevage des femmes a renforcé leur statut au sein du ménage car elles peuvent contribuer à certaines dépenses et participer aux décisions plus importantes.

E. Conclusion durabilité

La nécessité d'assurer la durabilité des résultats du programme était une préoccupation dès la conception du programme. L'amélioration de la rentabilité économique et financière des activités d'élevage – et du capital productif – est basée sur un ancrage au niveau des communautés, sur un renforcement durable des capacités et des connaissances techniques et sur un renforcement des structures autogérées locales telles que les groupements d'épargne/crédits.

L'évaluation confirme les **effets durables du projet au niveau des ménages vulnérables et des femmes** actives dans l'élevage et une meilleure intégration de ces acteurs dans les chaînes de valeur élevage.

VI COHERENCE ET SYNERGIES

A. Cohérence interne[61]

Comme expliqué ci-dessus, tous les projets touchent largement **les mêmes domaines d'intervention**, mais avec des approches qui sont adaptées aux problèmes/défis majeurs locaux des groupes cibles et au contexte institutionnel et réglementaire locale (p.ex. les ACSA). Tous les projets atteignent un pourcentage important de femmes bénéficiaires et interviennent dans les mêmes chaînes de valeur (caprin, aviculture, lait). Ils ont une même approche 'vulnérabilité'.

Les directeurs régionaux jouent un rôle clé pour assurer les synergies entre les projets dans leur zone d'intervention. Les systèmes de suivi-évaluation contiennent en partie les mêmes indicateurs ou des indicateurs légèrement adaptés aux activités du projet. Les fiches de capitalisation décrivent en détail les expériences des projets dans leurs domaines d'intervention. Voir liste des documents en annexe 5.

Plusieurs échanges d'expérience entre projets de VSF-B ont permis de mobiliser des ressources financières pour des projets ou extensions de projet :

- Entre DIRRECT et ISVPP-MCA et PROVET sur le renforcement des capacités des SVPP e.a. pour la vulgarisation d'un guide sur la mise en place des SVPP,
- Echanges réguliers entre le DEPEL II (Burundi) et EVE II (Rwanda) sur les chaînes de solidarité,
- Burundi : mise en œuvre d'un projet dans le secteur laitier sur base de l'expérience de VSF-B en RDC – Est.

D'autres opportunités de collaboration/synergie n'ont pas été pleinement réalisées. P.ex. l'expérience de DIRRECT (Niger) sur l'appui aux producteurs de lait et des centres de collecte de lait aurait été très utile pour le projet PARPEL (Burkina Faso).

B. Importance du programme DGD pour les activités de VSF-B en Afrique

Le programme quinquennal 2017-2021 de la DGD est le plus grand programme mis en œuvre par VSF-B pendant cette période. Ce financement belge constitue **un socle important pour l'ensemble des projets mis en œuvre par VSF-B** en Afrique de l'Ouest et Afrique-Centrale. Il permet en premier lieu d'avoir une présence prolongée et solide sur le terrain.

En plus, l'expérience acquise et les partenariats avec des organisations locales solides permettent d'accéder à des financements supplémentaires pour répliquer les expériences acquises dans d'autres zones/contextes et /ou de tester des approches innovatrices qui pourront être démultipliées ou « roll-out » dans un programme DGD suivant.

Deux exemples intéressantes :

- VSF-B -Burundi a pu obtenir un financement du PAM /Ambassade Belgique pour l'appui au secteur laitier grâce à l'expérience de l'équipe VSF-B en RDC dans le cadre du programme DGD.
- Basé sur l'expérience du projet DIRRECT, VSF-B -Niger met en œuvre un programme financé par le MCA/USAID pour la mise en place de 14 SVPP, de redynamiser le réseau existant et d'appuyer le gouvernement nigérien pour créer un cadre réglementaire approprié.

[61] Question d'évaluation 1.2. Considérant les multiples objectifs, résultats et leurs indicateurs formulés, quels sont les élements en faveur ou défaveur de la cohérence interne du programme ?

C. Collaboration avec des ACNGs belges[62]

Le DTF prévoyait au total 32 collaborations avec plus de 14 ACNGs en Afrique en plus des collaborations avec plusieurs hautes-écoles et universités et associations de vétérinaires en Belgique. La cohérence avec les objectifs des cadres stratégiques commun (CSC) de la Coopération Belge était très forte (avec au total 59 cibles des CSC des 8 pays couverts).

Dans tous les pays, le DTF proposait plusieurs collaborations avec des ACNG Belges et leurs partenaires, mais certaines synergies n'ont pas pu être réalisées. Sur la base des informations disponibles, il y aurait plus de collaborations en Afrique de l'Ouest avec des ACNG dans des domaines complémentaires aux expertises de VSF-B.

Quelques exemples de collaborations qui permettent de réaliser une approche 'holistique' qui intègre les dimensions du concept 'One Health' :

- Au Niger : collaboration avec ENABEL (1) sur les chaînes de valeur lait, volaille et bétail/viande et (2) sur un Système d'Informations des Transhumants via les NTIC fournissant aux éleveurs des informations à même de prévenir les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles, afin de s'adapter face aux changements climatiques,
- Au Rwanda VSF-B et IMBARAGA ont appuyé la CRB pour la formation sur la production et la santé animale pour ses bénéficiaires de 2 districts. Cependant, la longue distance qui sépare les zones d'intervention des projets exécutés par VSF-B et par CRB a constitué une contrainte majeure,
- Au Rwanda, l'équipe d'ADA/APROJUMAP a formé les ménages vulnérables du projet EVE II – et renforcé– l'équipe d'IMBARAGA - sur le thème « combattre la misère et intégration dans la dynamique de développement », suivant l'approche "Agir Tous pour la Dignité". Les SVPP du projet EVE fournissent des soins de santé curatifs et préventifs aux bénéficiaires d'ADA / APROJUMAP et accompagnent les ménages dans l'appropriation des techniques améliorées d'élevage. Enfin, les bénéficiaires d'APROJUMAP qui remplissent les conditions requises pour avoir et utiliser le biodigesteur ont intégré le volet biogaz du projet EVE II,
- Au Burkina Faso, des formations déroulées en synergie avec la Croix Rouge Belgique ont contribué à améliorer la compréhension de la nutrition des enfants et de mieux les suivre, mais aussi une meilleure conduite de l'aviculture et des petits ruminants.
- En Ouganda, Join for Water (J4W, ex-Protos) a apporté un appui technique au projet KLEP sur l'assainissement (CLT)[63], la construction des latrines Ecosan et le renforcement des capacités des équipes de projet, des partenaires et des structures communautaires sur la gestion des points d'eau/ catchment management[64],
- Mali/PISAREL : collaboration avec la Croix Rouge de Belgique sur les pratiques familiales essentielles,
- Au Burkina Faso, le PARPEL a appuyé les ménages membres des OP partenaires de TRIAS à plusieurs niveaux : (1) appui aux ménages vulnérables pour la promotion de l'élevage de petits ruminants/volaille par la mise à disposition des kits d'élevage (6 petits ruminants,

[62] Question d'évaluation : En référence à la cohérence externe du programme, quelles sont les leçons tirées aux multiples collaborations établies avec les autres ACNG ?
[63] Community Led Total Sanitation and Hygiene
[64] Final Report Uganda p 20

appui alimentation, santé animale, à travers le crédit rotatif ou en poulailler amélioré); (2) la promotion des bonnes pratiques d'intégration agriculture élevage par la valorisation des sous- produits (fumier, résidus de récolte…); (3) mise en relation ou mise en place des services de santé animale et aliment bétail.

Certaines collaborations avec des ACNG belges n'ont pas pu être réalisées suite à des réductions budgétaires du nouveau programme de VSF-B ou de son partenaire potentiel :

- Burundi : VSF-B prévoyait des collaborations avec Louvain Développement pour le développement des chaînes de valeurs dans deux nouveaux provinces,
- Uganda : le programme prévoyait une collaboration avec Trias sur la chaîne de valeur 'Lait' dans le Ruwenzori,
- Burundi et Mali avec Protos/Join for Water autour de l'hygiène et assainissement.

D. Conclusion Cohérence et synergie

Ces multiples collaborations ont permis à l'équipe VSF-B de (1) toucher des domaines d'interventions où leur propre expérience et expertise était limitée et/ou (2) d'atteindre plus facilement un plus grand groupe de bénéficiaires.

Le programme DGD joue un rôle clé dans la stabilité des interventions en Belgique de VSF-B en Afrique et en Belgique et permet de mobiliser d'autres financements/réaliser d'autres projets intéressants.

PARTIE II CONCLUSIONS

Cette partie du rapport de synthèse couvre les conclusions générales de l'évaluation des outcomes Sud et Nord du programme 2017-21. Pour les conclusions détaillées sur la mise en œuvre des différents outcomes/outputs, nous renvoyons le lecteur à la partie II du rapport.

A. Conclusions Outcomes Sud

Les évaluations des différents projets permettent de conclure que Vétérinaires sans frontières Belgique (VSF-B) a mis en œuvre un programme de développement qui **a clairement renforcé le rôle et la place des activités élevage dans la stratégie de résilience des ménages vulnérables et dans le développement économique local à travers d–s AGR /micro-entreprises – en particulier des femmes - dans les chaînes de valeur caprin/aviculture/production de lait.**

Le programme a atteint largement les résultats attendus.

Tous les projets sont mis en œuvre avec des partenaires locaux (PLP) avec une bonne expertise sur la gestion des projets, le suivi-évaluation et des expériences plus ou moins fortes dans le secteur de l'élevage. En vue de réaliser une approche 'holistique' et 'One Health', les projets ont eu des collaborations constructives avec les ACNGs belges et leurs partenaires - ou avec des services techniques (Burundi) - dans des domaines complémentaires aux compétences de VSF-B/PLP notamment sur l'agroécologie, la nutrition, hygiène et assainissement.

La **restauration du capital productif des ménages vulnérables** à travers les chaînes de solidarité du petit élevage – combinée à d'autres investissements et sensibilisations/formations - a permis aux ménages vulnérables d'avoir un revenu de base pour couvrir les dépenses sociales et de faire des investissements diversifiés dans l'élevage et l'agriculture. Le renforcement de la complémentarité élevage/agriculture à travers le fumier/compost et les techniques agroécologiques maîtrisées à travers les champs école paysans/pastoral ont eu un effet positif sur l'accès à la diversification alimentaire et donc sur la sécurité alimentaire de ces ménages. L'accès à des services vétérinaires de proximité est un élément clé de réussite pour ce résultat/output 3 pour les ménages vulnérables. L'expérience du terrain montre une volonté/intérêt/nécessité des ménages vulnérables de diversifier leurs activités afin de réduire les risques.

Le **développement des AGR** - largement basées sur l'élevage (aviculture, production de lait…) – a été renforcé/stimulé par **l'accès au crédit** à travers les groupes solidaires d'épargne/crédit. Ce modèle – qui était déjà connu dans les différents pays – a été adapté au secteur du petit élevage et la vie des communautés pastorales. Les résultats de ces tontines/VICOBA/ASSEC ont été largement atteints en termes de crédits accordés, de renforcement de la cohésion sociale et de la durabilité de ces structures auto-gérées.

La collaboration avec des IMF – qui étaient mises en contact avec les groupes solidaires – a connu un succès mitigé lié en partie aux faiblesses des IMF locales[65], ou aux caractéristiques/mobilités des groupes cibles (Ouganda). Au Rwanda, les collaborations avec les SACCO étaient encourageantes.

[65] Au Niger et au Burkina Faso, la collaboration avec l'IMF a été suspendue au début du projet. Au Burundi, on constate un faible suivi des remboursements par l'IMF UCODE-MF.

Dans le cadre d'une approche holistique, deux projets (Burkina et Niger) ambitionnent le développement des chaînes de valeur ou d'accès aux marchés (Mali et Ouganda). D'autres projets (Burundi[66] et Rwanda) mettent le focus sur l'accès au crédit pour une diversification des activités d'élevage.

L'expérience de la filière lait au Niger, de l'aviculture au Mali et des Livestock Marketing Associations en Ouganda montre que des interventions au niveau des **différents maillons de la chaîne de valeur élevage** sont essentielles pour répondre aux besoins de tous les acteurs de la chaîne, soit les ménages vulnérables et les autres ménages pauvres en milieu rural. P.ex. la création des centres de collecte au Niger ; la collaboration avec des fabricants /fournisseurs d'aliments pour bétail dans le cadre des boutiques d'intrants au Mali ; le financement des acheteurs privés qui participent dans un circuit d'achat de poules auprès des femmes avicultrices au Mali, les achats groupés de bétail par les éleveurs-pasteurs.

Le développement des **services de proximité vétérinaires** combiné à une meilleure disponibilité des médicaments vétérinaires était **un résultat indispensable** pour tous les projets VSF-B. Il s'agit du socle vital de la durabilité des résultats atteints au niveau des ménages vulnérables et des AGR qui dépendent de la santé animale et de la (re)productivité des animaux. Les résultats/outputs ont été largement atteints en matière de viabilité, de qualité des services de santé animale et de satisfaction des bénéficiaires.

Les projets de VSF-B ont contribué à renforcer le cadre réglementaire des agents communautaires de santé animale. On constate une bonne collaboration avec le Ministère de tutelle au Niger alors que des progrès restent à faire dans les autres pays – notamment à travers d'un projet de l'OIE avec VSF-International, financé par l'USAID/BHA.

Le **renforcement des partenaires et acteurs locaux** s'est concentré autour du concept 'One Health' avec des formations et ateliers. Des fiches de capitalisation décrivent les expériences de VSF-B dans les différents domaines. Des groupements locaux ont été renforcés p.ex. sur l'épargne/crédit et la commercialisation des produits de l'élevage.

En matière d'égalité homme/femme, le programme a atteint un très grand nombre de femmes (jusqu'à 60 %) en tant que membres des groupes de solidarité épargne/crédit dans tous les pays et en tant que bénéficiaires directs des dotations en animaux et des formations. Le **statut socio-économique des femmes** est amélioré dans leur ménage et communauté suite à l'augmentation de leurs revenus et leur participation à des formations/réunions et le renforcement des femmes-leaders (dans quelques pays). Il aurait toutefois été intéressant d'avoir analysé /étudié / documenté les effets 'genre' – en dehors des effets des groupements d'épargne/crédit.

Dans le programme DGD, il n'y a toutefois pas eu d'approche intensive ou sensibilisation systématique « genre » des hommes, des femmes et des leaders locaux pour que le programme puisse être un véritable levier pour l'autonomisation économique des femmes et pour des changements fondamentaux dans les relations hommes/femmes. L'absence de telle démarche comporte le risque d'une charge de travail plus lourde pour les femmes et même d'une perte de pouvoir économique quand le mari reprend le pouvoir sur une activité traditionnellement féminine qui se développe.

[66] Au Burundi, l'évaluation constate que l'absence d'intervention par DEPELII sur les poussins et aliments pour poussins et poules a freiné le développement de cette activité par les femmes et ménages vulnérables.
La direction régionale indique que l'approche du DEPEL II etait plus orientée vers la diversification des activités d'élevage et moins sur le développement des chaines de valeur. L'ambition n'était donc pas d'aider tous les acteurs de la filiere.

En matière d'**environnement**, des techniques agroécologiques à travers les champs-écoles agro-pastoraux ont mené à une meilleure productivité et amélioration de la qualité de la terre, en plus des efforts de lutte contre l'érosion (Burundi & Rwanda). En Ouganda, les efforts de plaidoyer visaient une meilleure participation des communautés pastorales dans la gestion de pâturages. Au Rwanda, la promotion des biodigesteurs et des foyers améliorés diminue la consommation du bois (réduction de 65%).

La pandémie Covid et l'insécurité grandissante dans plusieurs pays ont entraîné des frais et des efforts supplémentaires dans tous les pays. Tout compte fait, la pandémie Covid n'a pas eu de forts effets néfastes sur l'atteinte des résultats et des outcomes Sud en dehors de la mobilité réduite des animateurs, des ACSA et SVPP, de la fermeture des marchés (p.ex. Uganda, Rwanda, Mali…) et des frontières (Niger, Ouganda). Les projets ont pu rapidement adapter leurs approches à travers le renforcement du rôle des ACSA et d'autres agents/conseillers de proximité. On constate toutefois une évolution négative de quelques indicateurs entre 2020 et 2021 notamment en Ouganda.

Les projets DGD-VSF-B **appliquent à la fois une démarche d'appui individuel à des ménages vulnérables** après un processus de sélection assez intense[67] **et des appuis plus systémiques** d'amélioration des services de santé animale et du développement des chaînes de valeur élevage[68]. Cette double approche est pleinement justifiée par le fait que VSF-B intervient dans des communautés où une grande partie de la population est pauvre. Le fait de s'adresser également à la totalité de la population avec des formations et conseils - p.ex. sur l'hygiène et l'assainissement, sur les soins des animaux, etc. - est à la fois efficace et efficiente tout en contribuant à la durabilité.

Pourtant, l'évaluation constate que les projets n'ont pas tous développé de stratégies claires de **transition d'un statut de vulnérabilité vers une intégration dans les chaînes de valeur**, ce qui risque d'isoler les ménages vulnérables par rapport à d'autres dynamiques de développement.

L'évaluation constate que VSF-B n'a pris des initiatives spécifiques pour impliquer davantage de jeunes dans les dynamiques de développement de ce programme DGD. VSF-B signale qu'elle met en œuvre d'autres projets qui ont un focus spécifique sur la prise en compte des intérêts et de la place des jeunes dans les chaînes de valeur élevage.

Le programme VSF-B-DGD 2017-21 a démontré :

- **L'importance du petit élevage dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des ménages vulnérables ;**
- **La nécessité d'une approche holistique pour assurer la durabilité des améliorations dans la situation économique et sociale des ménages et femmes vulnérables**
- **Le rôle que peuvent jouer les AGR élevage dans le développement local à condition d'être accompagné par des démarches d'accès au crédit et des interventions spécifiques dans les chaînes de valeur élevage ;**
- **Des interventions en amont/aval de la production peuvent faciliter l'intégration des femmes dans ces chaînes de valeur et avoir un effet clair sur leur autonomisation socio-économique ;**

[67] Les bénéficiaires ont été identifiés et leur situation de départ vérifié sur base des critères définies. Cette approche demande que les animateurs organisent des visites à domicile pour s'assurer des progrès réalisés et pour leur suivi. C'est une approche relativement intensive et coûteuse pour les PLP ainsi que pour autres partenaires/services techniques qui proposent des accompagnements supplémentaires.

[68] Des démarches telles que l'installation des boutiques d'intrants agro-élevage, l'aménagement d'un marché local ou d'un centre de collecte de lait.

La contribution essentielle des services de santé animale de proximité comme garantie de la viabilité des activités d'élevage ;
La contribution des marchés de bétail bien gérés pour le développement des communes.

Les projets VSF-B ont été **très efficients**. Malgré les budgets relativement limités, les projets de VSF-B ont pu accompagner à la fois des ménages vulnérables, développer des AGR/chaînes de valeur élevage pour les femmes et autres éleveurs et renforcer le système de santé animale en plus d'autres interventions basées sur le concept 'One Health'.

La **structure interne de VSF-B est solide** avec une équipe très compétente et motivée. La collaboration avec les partenaires locaux a permis de se baser sur les points forts de ces organisations et de renforcer leur expertise dans l'élevage et dans les concepts 'One Health'. Plusieurs collaborations avec les IMF n'ont toutefois pas permis d'atteindre les résultats attendus.

VSF-B a concentré ses interventions sur les activités où elle a un véritable avantage comparatif et a collaboré avec d'autres acteurs de développement pour les interventions complémentaires sur le terrain. Le développement du système de santé animale combiné à l'accès aux médicaments reste un domaine où VSF a **une très bonne réputation, expertise et expérience** qui sont reconnues par les autorités locales, les autres agences de développement et les bailleurs de fonds. L'appui aux aspects spécifiques des AGR élevage et le développement des chaînes de valeur (y inclus les modes de collaboration avec le secteur privé) est un autre domaine où VSF a un avantage comparatif par rapport à d'autres acteurs /intervenants.

La durabilité technique, économique et financière de la plupart des interventions est bonne mais la durabilité institutionnelle peut être renforcée.

L'impact du programme est démontré par la nette amélioration du score de diversité alimentaire individuelle des femmes et enfants ainsi que par l'évolution des revenus de l'épargne/investissement productif par les hommes et femmes – et l'autonomie économique des femmes. L'impact du programme sur le développement (économique) local est claire suite à l'évolution de l'activité élevage/agriculture, les services santé animale, la disponibilité de crédits et les opportunités de commercialisation des produits de l'élevage/ le lait, etc.

B. Conclusions Outcome Nord

Les démarches envers les vétérinaires belges et leurs organisations (résultat/output 1) ont permis d'identifier quelques ambassadeurs/drices de VSF-B' qui ont organisé un nombre limité d'activités après les voyages d'échanges dans le Sud. Les organisations de vétérinaires ont promu la campagne 'J'achète une chèvre'. Lors du Covid, ces activités se sont arrêtées et n'ont quasiment pas été reprises.

Les activités envers les Hautes Ecoles (Flandre et Wallonie) et universités (Flandre) ont atteint un publique d'étudiants plus large que les étudiants vétérinaires/soins animaux. L'attention accordée à la sécurité /souveraineté alimentaire (voir collaboration JAGRO avec SOS-Faim et Eclosio), le concept 'One Health' et les efforts de sensibilisation/information sur la situation et les enjeux pour les communautés pastorales ont soulevé l'intérêt de ces jeunes adultes. La collaboration avec VSF-B intéresse ces Hautes Ecoles et universités pour la bonne qualité des informations et analyses lors des conférences et ciné-débats, les démarches innovatrices (p.ex. les hackathons) et les approches 'systémiques'. En plus, des collaborations intéressantes ont été mises sur pied pour des stages ou des projets de recherche-action dans les pays où opère VSF.

L'équipe DEAR est fortement appréciée par leur réseau de contacts dans le monde académique pour son sérieux professionnel et pour la qualité de ses présentations, cours et débats.

Les efforts de plaidoyer sur la situation des communautés pastorales et l'effet néfaste de l'importation du lait en poudre sur l'économie locale et les producteurs ont permis d'atteindre des résultats intermédiaires intéressantes.

L'outcome DEAR-Belgique a contribué clairement à **mettre les expériences et défis des éleveurs du Sud mis dans des perspectives plus larges** et autour d'une **vision plus globale** notamment par rapport au changement climatique. L'équipe DEAR a largement contribué à ce que le concept 'One Health' soit connu et maîtrisé par les autres acteurs de développement (voir webinaires) et les futures professionnels.

Complémentarité Nord/Sud

L'évaluation constate des liens importants entre le volet Nord et les volets Sud du programme DGD notamment autour de la promotion du concept 'One Health', la situation des communautés pastorales dans plusieurs pays et le plaidoyer autour de l'exportation de lait en poudre avec les partenaires et acteurs en Afrique de l'Ouest.

C. Conclusion par rapport au concept 'One Health'

Bien que l'objectif global et spécifique du programme DGD ne mentionnait pas encore explicitement l'approche 'One Health' – en dehors de l'OS Belgique- , tous les projets VSF-B du programme DGD ont appliqué 'une approche holistique' à travers (1) des activités mises en œuvre par le PLP même et (2) des collaborations avec d'autres ONG et services techniques. En plus, le concept/approche 'One Health' est un des 'cornerstones' de toutes les activités de sensibilisation et éducation en Belgique.

VSF-B était l'un des premiers acteurs du développement à avoir sensibilisé les gouvernements locaux et partenaires de développement sur l'importance et la pertinence de cette approche pour le développement local et des 3 secteurs de la santé humaine, santé animale et environnement.

VSF-B a fait des **efforts importants pour l'appropriation et la mise en œuvre du concept et l'imprégnation du concept dans chaque pays** via des renforcements des capacités et via le lancement de programmes pilotes :

- Formation de toutes les équipes des projets sur l'approche,
- Plusieurs publications sur 'One Health',
- Un webinar sur OH organisé avec 11.11.11.
- Au Rwanda et au Burundi, un atelier sur 'One Health' a réuni des représentants du niveau national et local,
- Au Rwanda, des appuis aux ordres des vétérinaires ont permis de mettre ce sujet à l'ordre du jour.

A la fin du projet, toutes les équipes, partenaires de mise en œuvre et autres partenaires maîtrisent bien l'approche 'One Health'. La préparation du prochain programme a été l'occasion d'approfondir ces connaissances et de réfléchir ensemble sur la mise en œuvre de cette approche. Une lecture rapide du nouveau programme DGD 2022-26 permet de constater que ce programme vise une dynamique de développement « selon l'approche 'One Health' »[69].

[69] P.ex. DTF Burundi du programme 2022-26 « Appui intégré pour un élevage familial résilient » p 6 et p 7

Rappelons que l''intérêt pour cette approche est fortement augmenté suite à la pandémie Covid, aussi bien au Sud qu'au Nord. Cela fait que plusieurs acteurs du développement sont intéressés par le fait de connaître et de s'inspirer de l'expérience de VSF-B dans ce domaine et /ou font appel à VSF-B pour la mise en œuvre de cette approche dans le cadre de nouveaux projets.

D. Conclusions sur les actions de plaidoyer

Plaidoyer sur le pastoralisme

Dans le cadre du consortium CELEP, VSF-B a fortement contribué à une meilleure compréhension des défis et situations des communautés pastorales en Afrique de l'Est et une prise en compte de leur spécificité dans les stratégies de la coopération internationale et de l'Union Européenne en particulier[70.] *La durabilité de ces efforts est assure par le fait que* VSF International poursuit ce processus.

Plaidoyer sur le lait

La collaboration de l'équipe DEAR avec les ONG SOS-Faim et Oxfam International pour la campagne 'N'exportons pas nos problèmes' a permis de mettre la question des exportations vers l'Afrique de l'Ouest du lait en poudre sur l'agenda des décideurs Européens et Belges. L'expérience CELEP a permis une entrée plus rapide à l'Union Européenne pour la campagne jumelle 'N'exportons pas nos problèmes' et 'Mon lait est local' par les parties prenantes de l'Afrique de l'Ouest.

Des contacts et contributions des bureaux de VSF-B en Afrique de l'Ouest[71] et de leurs partenaires OP élevage ont eu **un effet synergique**. Sur la base de l'expérience de terrain de VSF-B notamment au Niger, Burkina Faso et Mali, un **dossier de très bonne qualité** ('evidence-based') a pu convaincre les parlementaires Européens d'un côté et des décideurs nationaux et régionaux en Afrique de l'Ouest de mettre cette question sur l'agenda.

« … à travers la mise en place et le fonctionnement de la plateforme 'One Health' (Résultat /output 1) ; un accompagnement technique des services déconcentrés pour la promotion d'une approche 'One Health' pour une meilleure gestion des risques sanitaires. Sur le plan de l'environnement, le nouveau projet prévoit d'optimiser (intensification, rationalisation agroécologiques) des modes et techniques d'agri-élevage et de transformation & commercialisation des produits. »

[70] Voir rapport d'évaluation de CELEP. La'présente évaluation du programme DGD 2017-21 se base sur ce document pour cette partie de l'analyse.

[71] La complémentarité entre les efforts de plaidoyer au Nord et au Sud est plus visible en Afrique de l'Ouest (qu'en Afrique Centrale) où il y a plus de relations commerciales entre les opérateurs économiques qui influencent la rentabilité (potentielle) des activités d'élevage notamment l'aviculture (importation de poulets congelés), la production de lait (importation de lait en poudre et MGV) …

PARTIE III RECOMMANDATIONS

Les évaluateurs ont fait des recommandations afin d'améliorer la performance d– programme DGD - VSF-B et les autres interventions de VSF-B en Afrique. Plusieurs de ces recommandations étaient déjà pris en compte en partie par un ou quelques projets ou ont été prévus dans le cadre du nouveau programme.

A. Recommandations par rapport aux domaines couverts par les projets

B.1. Recommandations par rapport aux services de santé animale

Les évaluateurs estiment que les projets de VSF-B devraient **lancer/développer ou continuer les actions** suivantes :

- La formation et l'équipement des ACSA en milieu rural,
- La mise en réseau/ structuration des ACSA dans les zones du projet et au niveau national dans le but de faciliter l'échange d'expérience, une meilleure participation des ACSA dans des campagnes de vaccination et ou de sensibiliser/former la population sur les techniques d'élevage. Cette structuration permettra également de renforcer leur reconnaissance par les services techniques de l'élevage et un meilleur contrôle de qualité,
- La sensibilisation des autorités nationales et des services publics pour un statut et règlement sur le métier d'ACSA,
- La participation des représentants des ACSA et des éleveurs - dans le débat sur le statut des ACSA,
- La sensibilisation de l'ordre des vétérinaires sur leur rôle complémentaire par rapport aux ACSA,
- Valorisation du rôle de mobilisation sociale des AE pour l'organisation des campagnes de vaccination et aussi le conseil de proximité.

La mise en œuvre du programme de VSF-International avec l'OIE (voir II Efficacité B3) sera l'occasion de faire des progrès importants dans ce domaine, en collaboration avec les bureaux nationales de VSF-B et leurs partenaires locaux de mise en œuvre notamment sur (1) la normalisation de programme de formation des ACSA au niveau national, une meilleure définition du statut de l'ACSA et de son inclusion dans la législation vétérinaire du pays ; et (2) la clarification des rôles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans le système de santé animale de proximité, y compris la supervision des ACSA afin de garantir la qualité et la durabilité des services rendus[72].

B.2. Recommandations par rapport aux groupes vulnérables - femmes et jeunes

Alors que les projets VSF-B ont largement été atteints les résultats attendus/outputs au niveau des groupes cibles, l'évaluation estime qu'une approche 'différenciée' envers d'un côté les ménages vulnérables et d'autres côté les autres agro-éleveurs pauvres/femmes est plus efficiente et efficace.

Dans les appuis structurels, les intérêts spécifiques des groupes vulnérables pourraient être pris en compte à travers des conditions d'accès spécifiques ou des appuis adaptés à leurs besoins. De cette façon les ménages vulnérables profitent beaucoup de **l'effet d'entraînement des ménages/personnes moins vulnérables**.

[72] Source: DTF Burundi 2022-26

Bien que le programme DGD ait eu un impact clair sur **l'autonomisation socio-économique des femmes**, il reste important de poursuivre/intensifier les efforts de sensibilisation/formation en matière de genre – en impliquant les hommes et les leaders communautaires. En plus, VSF-B pourrait faire plus de recherches sur les effets des projets sur les femmes/jeunes filles des ménages vulnérables (avec une approche intersectionalité du genre) notamment sur les contraintes sur l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, leur charge de travail et la participation des femmes – et des jeunes – aux décisions du ménage.

Le suivi-évaluation aurait pu s'inspirer sur des indicateurs tels que le Women Empowerment in Livestock (WELI) indicators[73].

Tous les projets pourraient accorder plus d'attention à la question de **l'intégration des jeunes** dans le secteur élevage et dans les activités du projet en dehors des jeunes ACSA formés par les projets. Cette question préoccupe d'ailleurs fortement le monde rural en Afrique. VSF-B signale que ce groupe cible a reçu plus d'attention dans le cadre d'autres projets spécifiques.

On constate que dans le programme 2022-26, l'orientation vers un groupe spécifique de ménages vulnérables est moins proéminente que dans le programme évalué. L'approche 'One Health' s'oriente sur la totalité de la population dans des zones avec un pourcentage élevé de ménages vulnérables.

B.3. Recommandations sur le renforcement des organisations de producteurs

Des efforts de structuration des bénéficiaires du programme ont largement contribué à l'atteinte des résultats - notamment les groupes d'épargne/crédit, les associations d'éleveurs pastorales en Ouganda ; les coopératives autours des boutiques d'intrants…

Les évaluations constatent toutefois que VSF-B a collaboré relativement peu avec les organisations de producteurs/éleveurs en dehors du partenariat intensif avec IMBARAGA au Rwanda et l'appui aux partenaires de Trias au Burkina Faso.

Les évaluateurs estiment que le programme VSF-B devrait davantage **renforcer le positionnement des organisations d'éleveurs** existants au niveau locale, nationale et régionale – p.ex. l'offre de services à leurs membres à travers des collaborations avec les ACSA, leur implication dans les BIAE, les accords avec le secteur privé...

Vu l'importance cruciale de créer un cadre propice pour le développement de l'élevage familiale et le pastoralisme, une attention spécifique devrait être accordée au renforcement des capacités des leaders des OP à différents niveaux pour identifier et développer des thèmes pour le plaidoyer au niveau local (communes, provinces), nationale et même régionale. Voir ci-dessus.

Ce renforcement des OP aura un effet net sur les perspectives de durabilité institutionnelle et sociétale du programme.

B.3. Recommandations par rapport aux chaînes de valeur

Vu que la situation en amont et en aval de la production élevage influence fortement sa rentabilité, il est essentiel que VSF-B renforce ses compétences dans ce domaine et/ou collabore avec d'autres

[73] Voir https://www.ilri.org/products/womens-empowerment-livestock-index-weli

acteurs de développement. La collaboration avec le secteur privé reste un domaine où VSF-B peut s'inspirer des expériences d'autres acteurs et ACNGs.

- Renforcement de l'expertise des équipes de mises en œuvre notamment sur la gestion des micro-entreprises, sur l'analyse des chaînes de valeur et sur la collaboration avec le secteur privé,

Et/ou

- Collaboration avec des organisations locales qui ont une expérience et expertise plus poussées,
- Analyse des chaînes de valeur et identification de possibilités de renforcer le positionnement/intégration des populations vulnérables et des femmes dans ces chaînes
- Sélection des maillons dans les chaînes de valeurs où VSF-B peut renforcer ce positionnement/intégration,
- Collaboration avec des acteurs du secteur privé local afin d'assurer la disponibilité des services et produits qui sont difficilement à fournir/produire par le groupe cible du projet suite à des investissements trop lourds ou une technicité trop complexe,
- Collaboration avec des acteurs de développement qui opèrent dans les mêmes chaînes de valeur afin d'entreprendre ensemble des négociations /plaidoyers en faveur (1) d'un cadre et écosystème plus favorable et /ou (2) des réglementations et procédures plus adaptés à des chaînes de valeur plus 'inclusifs',
- Plus de recherches sur les opportunités et sur l'effet sur les femmes (voir intersectionalité du genre) de leur participation dans ces chaînes de valeur élevage.

B.4. Recommandations par rapport à l'accès au crédit

Puisque VSF a acquis une expérience solide dans le domaine de l'appui aux groupements d'épargne et de crédit – et vue l'importance de ces systèmes pour l'élevage familial, il est intéressant de :

- Continuer à inclure un appui aux groupements d'épargne et crédit en complémentarité avec les chaînes de solidarité élevage,
- Collaborer avec d'autres organisations pour la formation et le suivi des groupements,
- Continuer les collaborations avec les IMF afin de rapprocher les groupements avec ces organisations et de permettre aux AGR qui évoluent vers des micro-entreprises d'avoir plus facilement accès au crédit,
- Eviter de développer des stratégies de développement qui dépendent trop fort de l'accès au crédit et réduire les ambitions/indicateurs du résultat (vue la faible capacité et disponibilité de beaucoup d'IMF de s'orienter vers des groupes vulnérables).

B.5. Recommandations par rapport au plaidoyer en faveur de l'élevage familial

Lors de leurs interventions/activités, tous les projets VSF-B/DGD et leurs bénéficiaires se heurtent à des réglementations et conditions de travail fixés à un niveau (administratif et politique) plus élevé. P.ex. le cas des agents communautaires de santé animale (ACSA) dont le cahier de charge et statut sont définis au niveau national ou le rôle des communes dans la gestion des marchés de bétail et des zones de pâturage.

Sur base de leurs expériences de terrain et en collaboration avec leurs partenaires et organisations d'éleveurs, VSF-B est bien placé pour accompagner les groupes cibles dans leurs efforts de convaincre les décideurs nationaux de préparer des stratégies, politiques et réglementations en faveur du petit élevage familial.

Avec son expérience de préparation des policy briefs et de dossiers 'evidence based', les équipes VSF-B dans les différents pays ont pu jouer un rôle important de conseiller indépendant (voir partie en haut – à gauche dans le schéma ci-dessous) selon les 7 facteurs clé dont la préparation d'un argumentaire basé sur les voix du Sud et un accès aux décideurs.

Figure 2.1. Les 4 dimensions du plaidoyer [74]

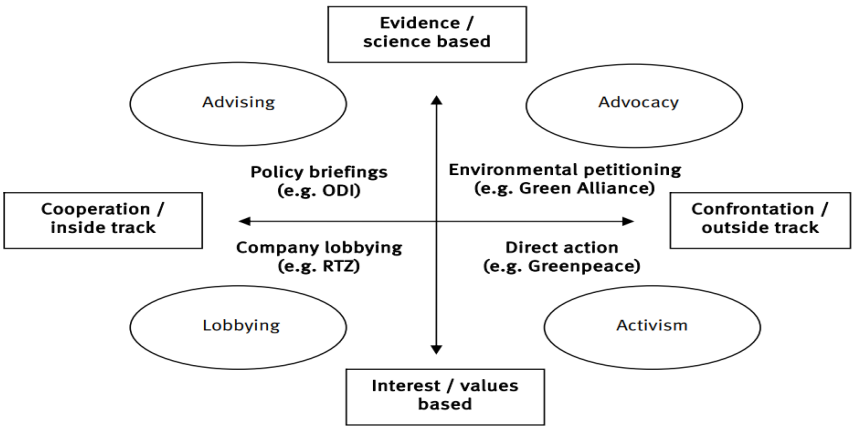
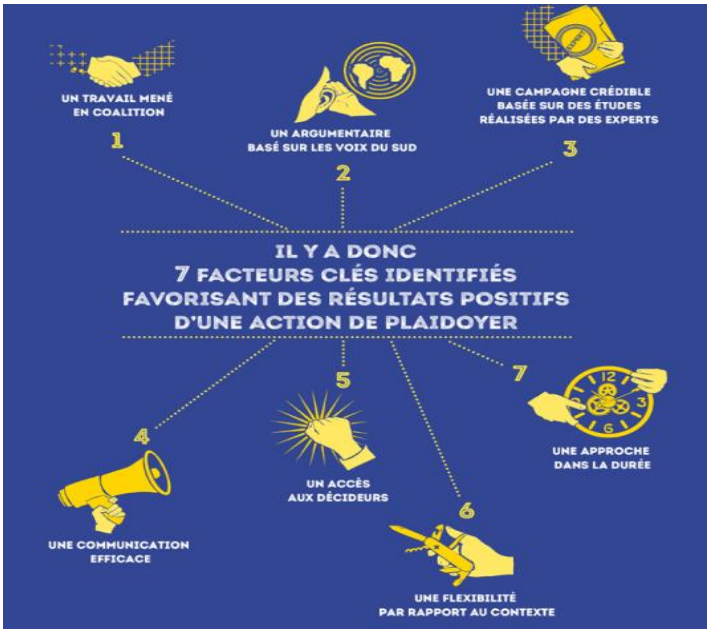


Figure 2.2. Les 7 facteurs clés d'une action de plaidoyer[75]



L'évaluation recommande de poursuivre les efforts dans le domaine du plaidoyer en collaboration avec les partenaires locaux et les organisations de producteurs/éleveurs. Des alliances doivent être crées afin de pouvoir défendre les intérêts de l'élevage familial. La combinaison d'une expertise de terrain, d'un réseau d'organisations de producteurs et acteurs locaux, combiné à une compétence et

[74] Source : ODI, "Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers", D. Start & I. Hovland, Oct 2004, p 5
[75] SOS-Faim « Influencer les décideurs expériences de plaidoyer pour l'agriculture paysanne » Dynamiques paysannes No 47, Novembre 2020

expérience dans la préparation des analyses et dossiers autour d'un thème particulier font que VSF-B peut faire des contributions importantes dans des processus de plaidoyer multi-acteurs.

B.6 Recommandations pour le suivi-évaluation

Les évaluateurs proposent de prendre en compte les recommandations suivantes :

- Meilleure prise en compte des résultats atteints au niveau des femmes à travers des indicateurs sexo-spécifiques,
- Meilleur suivi du nombre de bénéficiaires touchés par les différentes interventions,
- Meilleur suivi des résultats/outputs au niveau de ces catégories bénéficiaires - soit à travers le suivi des revenus ou capacités d'investissements ou des indicateurs qui traduisent de façon indirect le progrès réalisé par les ménages/femmes,
- Les effets indirects / induits des projets devraient être mieux décrits /documentés /mesurés tels que la disponibilité de services de santé animale pour toute la population d'une zone et sur le développement local.

B. Recommandations pour la mise en œuvre du 'One Health'

Le focus que VSF-B veut mettre sur la mise en œuvre de l'approche 'One Health' se justifie pleinement. La mise en œuvre de cette approche a des répercussions d'un côté sur le rôle des partenaires de mise en œuvre et autres partenaires et de l'autre côté sur le rôle que joue VSF-B. VSF-B suscite l'adhésion des partenaires (existants et nouveaux) et des services étatiques des secteurs humains et environnementaux sur cette approche.

Sur base des constats de l'évaluation de l'ensemble du programme, même en Belgique, et une analyse du concept et des outcomes dans différents pays, on peut conclure que la **promotion de 'One Health' demande une autre approche que l'approche 'projet'**

Il est évident que VSF-B ne sera pas en mesure de couvrir tous les aspects liés au 'One Health' avec les ressources limitées du programme DGD et des capacités limitées de mobiliser des ressources complémentaires – en particulier s'il s'agit des domaines où VSF-B ne peut pas faire preuve d'expertise/expérience pertinentes. Afin d'avancer dans la mise en place des processus de développement qui sont pleinement basés sur le concept de 'One Health', les évaluateurs estiment que la fonction de coordination et de concertation[76] entre différents acteurs devient plus importants sous OH. La recherche de synergies entre les acteurs devient cruciale.

Sous le programme suivant 2022-26, VSF-B continuera la mise en réseau et les collaborations multi-acteurs – au niveau national et local- selon des processus de cocréation et de gestion des parties prenantes… VSF-B investira des ressources financières et humaines dans la promotion du concept 'One Health', dans la sensibilisation des décideurs politiques/ techniques et dans la formation des techniciens et personnel des autres projets/partenaires. Les équipes de VSF-B/partenaires locaux joueront davantage le rôle de facilitateur, de intermédiaire, médiateur, négociateur en plus de leur rôle dans la mise en œuvre des projets. Cela signifie également qu'il sera plus difficile de garder un regard ou contrôle sur les différents processus complémentaires aux interventions de VSF/PLP.

Il est fort probable que les bailleurs, en particulier la DGD soient intéressés à soutenir ce genre de processus qui touche à la fois la sécurité alimentaire, le développement économique et la protection

[76] A plusieurs reprises, les responsables de VSF-B se sont référés à la coordination et collaboration intéressante et constructive entre les ACNG belges et leurs partenaires locaux dans le cadre du Fonds Belge de Seurité Alimentaire.

de l'environnement. Vu les collaborations développées sous le Cadre Stratégique Commun, il sera plus facile pour VSF-B de développer la nouvelle approche dans des zones prioritaires pour la Coopération Belge.

Puisque les interrelations entre ces 3 thèmes clés de 'One Health' ont été largement démontrées par des recherches scientifiques et par la pandémie Covid, on ne peut qu'encourager VSF-B à intensifier ses efforts dans ce sens. VSF-B est d'ailleurs la seule ONG/ACNG Belge à avoir introduit ce concept et démarche dans son programme, ce qui est une mérité intéressante.

Prenant en compte le fait qu'il sera plus difficile de définir - dès la conception du nouveau programme - les ressources humaines et financières nécessaires et d'identifier les partenaires, il est **important de négocier avec la DGD une forte flexibilité sur la mise en œuvre du programme et l'utilisation du budget du programme**.

Annexe 1 : Termes de référence de la mission

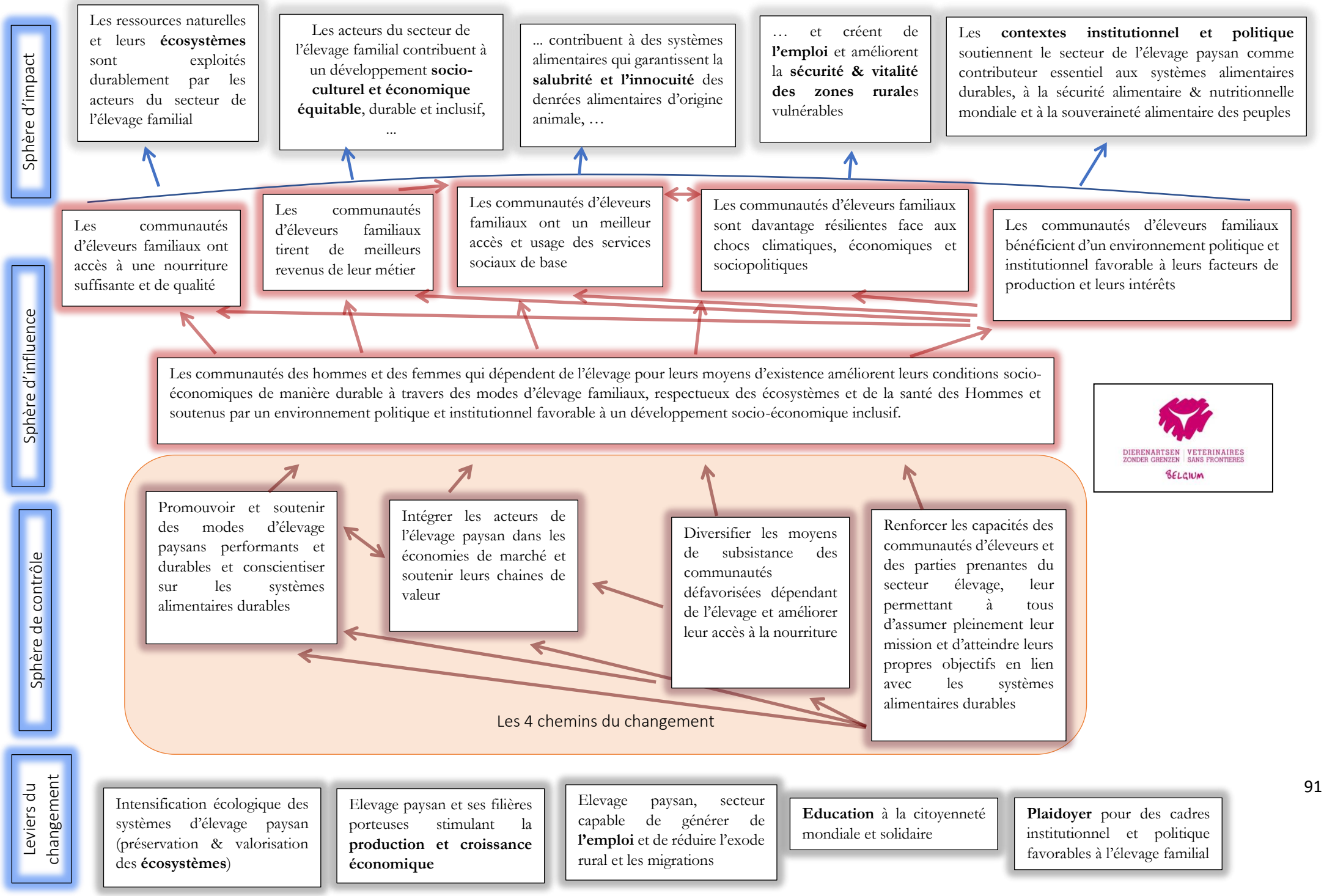
Annexe 2 : Cadre logique du programme

	Objectif global Programme:	**Pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial. Vers une approche One health**							
	Objectif spécifique Programme:	**Renforcer durablement les capacités (économiques, sociales, défensives, socio-politiques) des communautés dépendantes de l'élevage dans 7 pays classés PMA**							
		OS Niger	**OS Mali**	**OS Burkina Faso**	**OS R.D. Congo**	**OS Rwanda**	**OS Burundi**	**OS Ouganda**	**OS Belgique**
4 axes d'intervention de l'objectif programme. 4 volets de résultats des objectifs spécifiques	**OS spécifique par pays**	Améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socio-économique à travers le renforcement des capacités des acteurs de l'élevage	Améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique des ménages dépendant de l'élevage des cercles de Kati et Koulikoro grâce à des actions intégrées et concertées autour de l'élevage familial	Améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socio-économique des femmes et des hommes grâce à des actions intégrées autour de l'élevage familial	Améliorer la sécurité alimentaire et socio-économique des agro-éleveurs dans le Sud Kivu à travers le renforcement des capacités des acteurs de l'élevage	Améliorer la sécurité alimentaire et socio-économique des agro-éleveurs de 3 districts de la Province du Sud du Rwanda est renforcée à travers l'élevage, selon une approche holistique	Améliorer la sécurité alimentaire et socio-économique des agro-éleveurs de 4 communes de la province de Ngozi est renforcée à travers l'élevage, selon une approche holistique	Améliorer la sécurité alimentaire et économique des communautés agro-pastorales grâce à l'optimisation de la production animale et à la diversification des moyens de subsistance dans le Karamoja	Contribuer à un environnement favorable pour l'élevage familial selon une approche One Health pour un monde juste et durable
	système d'élevage durable et de consommation raisonnée de produits d'origine animale	R1: La santé animale est améliorée dans la zone d'intervention grâce aux services de santé animale de proximité	R1: L'accès et le recours aux services de productions agro-pastorales sont améliorés chez les producteurs favorisant un accroissement des disponibilités alimentaires	R1: L'accès aux services de santé animale est facilité aussi bien pour les agro pasteurs que les transhumants	R1: La santé animale est améliorée dans la zone d'intervention grâce aux services de santé animale de proximité	R1: La santé animale est améliorée dans la zone d'intervention grâce aux services de santé animale de proximité R4: L'accès à l'énergie renouvelable est facilité pour les agro-éleveurs	R1: La santé animale est améliorée dans la zone d'intervention grâce aux services de santé animale de proximité	R1: La santé animale dans la zone d'intervention est améliorée grâce à des services locaux de santé animale R4: la gestion durable des ressources naturelles est améliorée *(et le plaidoyer sur les questions touchant les éleveurs est renforcé)*	R1: Les professionnels de l'élevage et de la santé animale (et leurs organisations) en Belgique sont informés et conscients de l'importance de l'élevage familial à travers une approche One Health et informent, sensibilisent et mobilisent leurs pairs et les citoyens belges en faveur d'un monde plus juste et durable.

	Objectif global Programme:	**Pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial. Vers une approche One health**							
	Objectif spécifique Programme:	**Renforcer durablement les capacités (économiques, sociales, défensives, socio-politiques) des communautés dépendantes de l'élevage dans 7 pays classés PMA**							
		OS Niger	**OS Mali**	**OS Burkina Faso**	**OS R.D. Congo**	**OS Rwanda**	**OS Burundi**	**OS Ouganda**	**OS Belgique**
	élevage intégré dans l'économie de marché et les chaines de valeur (filière)	R3: L'accès aux marchés et leur exploitation sont facilités grâce à des relations équitables entre les acteurs impliqués dans les différents segments (production, stockage, transformation, etc.) des chaines de valeur R4: La qualité des services rendus par les acteurs externes (OP, communes, ACNG, etc) est ameliorée	R3: Les revenus des ménages sont ameliorés grâce à l'accès aux marchés des productions agro-pastorales	R3: L'accès au marché est facilité grâce à des relations équitables entre les acteurs impliqués dans les différents segments (production, stockage, transformation, etc.,) des chaines de valeurs.		R2: Les ménages développent des AGR grâce à un meilleur accès au micro-crédit	R2: Les ménages développent des AGR grâce à un meilleur accès au micro-crédit	R2: Les ménages développent des AGR grâce à un meilleur accès au micro-crédit R3: La production et l'accès au marché pour les groupes de producteurs se sont améliorés	R2: Les étudiants dans l'enseignement supérieur dans les domaines de l'agriculture ou de la santé animale (et leurs professeurs et leurs établissements d'enseignement) sont informés et conscients de l'importance de l'élevage familial à travers une approche One Health et informent et sensibilisent leurs pairs.
	moyens de subsistance et l'accès à la nourriture diversifiés et améliorés	R2: Les moyens d'existence des petits producteurs sont durablement renforcés à travers une approche holistique	R2: Les moyens d'existence des menages vulnérables et leurs capacités de production agro-pastorale sont restaurés durablement	R2: Les moyens d'existence des petits producteurs sont améliorés à travers une approche holistique		R3: La résilience des ménages vulnérables est renforcée à travers une approche holistique	R3: La Résilience des ménages vulnérable est renforcée à travers une approche holistique		R3: Des décideurs politiques et des acteurs du secteur privé belge et européen actifs dans les domaines de l'agriculture, de la santé animale et de la coopération internationale prennent des décisions en faveur

	Objectif global Programme:	**Pour un changement durable en faveur des communautés dépendantes de l'élevage familial. Vers une approche One health**							
	Objectif spécifique Programme:	**Renforcer durablement les capacités (économiques, sociales, défensives, socio-politiques) des communautés dépendantes de l'élevage dans 7 pays classés PMA**							
		OS Niger	**OS Mali**	**OS Burkina Faso**	**OS R.D. Congo**	**OS Rwanda**	**OS Burundi**	**OS Ouganda**	**OS Belgique**
	empowerment (renforcement) des capacités des communautés et autres parties prenantes	R5: Les capacités des partenaires et partie prenantes sont renforcées pour une autonomie complète	R4: Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une meilleure prise en compte de l'élevage familial dans les actions de développement local	R4: Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour assurer un contrôle citoyen de qualité et la pérennisation des actions	R2: Les capacités techniques, organisationnelles et managériales des communautés d'agro-éleveurs accompagnées sont renforcées R3: Les capacités des partenaires locaux sont renforcées pour la durabilité des changements sociétaux et pour leur autonomisation	R5: Les capacités des partenaires locaux sont renforcées pour la durabilité des changements sociétaux et pour leur autonomisation	R4: Les capacités des partenaires locaux sont renforcées pour la durabilité des changements sociétaux et pour leur autonomisation	R4: *la gestion durable des ressources naturelles est améliorée*) et le plaidoyer sur les questions touchant les éleveurs est renforcé	de l'élevage familial selon une approche One Health.

Annexe 3 : Théorie du changement du programme



Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

Equipe VSF-B

Peter VanderJagd	Programme Director
Eddy Timmermans	Expedrt Programme
Denis Ripoche	Directeur Régional Grand Lacs
Gilles Vias	Directeur Régional Afrique de l'Ouest
Jan Brigou	Communication and Fundraising Director
Anthony Denayer	Operational Communication Coordinator
Marie	Operational Communication Officer
Patient Burume	Directeur Burundi
Expedith Musengiyaremye	Directeur Rwanda office Coordination and Great Lakes Regional Monitoring & Evaluation Officer
Emmanuel Emaruk	Programme Manager Ouganda
Hamado Ouédraogo	Directeur Burkina Faso
Dr Morou Garba Abdoul Aziz	Directeur Niger
Brahima Goita	Directeur Mali & Mauritanie

Partenaires locaux de mise en œuvre

Mali	Malick Diallo, Directeur	ICD - Mali
Burundi	Charles Nahimana – Directeur Janvier Nkori – Programme Manager Dieudonné Ndikumana	UCODE-AMR
Rwanda	Désiré Bimenyimana	IMBARAGA
Niger	DJIBO Anne Marie, coordonnatrice	CESAO
	M	KARKARA
Burkina Faso	M CISSE Oumar, secrétaire exécutif	A2N

Burundi

La visite de terrain a couvert :

- une réunion de briefing avec VSF-Burundi et UCODE-AMR,
- une visite chez le Gouverneur de la province de Gitega,
- des visites dans une dizaine d'exploitations de familles vulnérables + discussions avec des groupes de bénéficiaires sur la même colline (R3),
- des visites dans 3 entreprises avicoles ayant bénéficiés (R2),
- des rencontres avec les autorités des communes de Busiga et Gashikanwa,
- des visites à 3 boutiques d'intrants agro-élevage,
- une visite au centre de collecte de lait du projet FIDA,
- une visite au centre avicole de Gashikanwa,
- une visite avec le responsable d'élevage pour la province de Ngozi (R1),
- des visites aux techniciens vétérinaires communaux (R1).

Rwanda

Lundi : 21/03/2022

Avant midi : Entretien avec le Directeur Pays de VSF-B au Rwanda

Après-midi : Entretien avec le Directeur régional de VSF-B(Région grand Lacs)+ départ sur terrain

Mardi: 22/03/2022
Avant midi : Présentation des réalisation du projet EVE II
Après-midi : Visites des bénéficiaires des biodigesteurs

Mercredi :24/03/2022
Avant midi : Présentation du système de suivi-évaluation du projet EVE II+ visites des groupements bénéficiaires des crédits SACCO
Après-midi : Visite des bénéficiaires des caprins (= ménages vulnérables)

Jeudi: 25/03/2022
Avant midi : Visite des vétérinaires s privés de proximité
Après-midi Visite des VPP + retour à Kigali

Vendredi: 26/03/2022
Avant midi : Restitution à chaud des résultats de l'évaluation
Après-midi : retour à Bujumbura

Burkina Faso
La phase de terrain du 8 au 11 février 2022 a concerné :

- Visite et échange avec les ménages vulnérables bénéficiaires de Damesma
- Viste aux avicultrices de Damesma
- Visite et échange avec le vétérinaire privé de Kaya
- Visite et échanges avec les aviculteurs de Kaya
- Un entretien avec le Secrétaire exécutif de A2N
- Un entretien avec le chargé de suivi-évaluation de VSF-B
- Rencontre des AE à Kaya
- Entretiens à Kaya : les directeurs (provincial et régional) des ressources animales du Sanematenga, les IMF (CODEC et GRAIN-SARL), le SG Maire Kaya (entretien à distance)

Niger
La mission a été ponctuée de visites, d'observations, de réunions, de focus group et d'entretiens individuels avec des personnes ressources :

- Visite d'un centre de collecte fonctionnel de lait à Kollo,
- Réunion de briefing avec l'équipe VSFB et ses partenaires de mise en œuvre,
- Entretien avec le responsable du système suivi-évaluation,
- Réunion avec le directeur du partenaire local/Secrétaire Exécutif Karkara puis avec l'équipe du partenaire local (Karkara),
- Entretien avec le responsable du CESAO sur le volet renforcements organisations ou faitières,
- Entretien avec le responsable du CESAO sur le volet santé animale,
- Rencontre avec une union de coopératives qui ont développé une approche /démarche nouvelle ou innovatrice dans le cadre d'une filière élevage,
- Focus group avec des femmes/jeunes qui développent des AGR & qui sont membres des AVEC et des groupements,
- Rencontre de la Direction Régionale Vétérinaire ou santé animale de Dosso,

Focus Group avec les professionnels AE, et entretiens individuels avec au moins un vétérinaire privé, technicien, ACSA…

Annexe 5 : Liste des documents consultés

	BE	BDI	BF	Ni	RDC	RW	Mli	UG
Document	**OSN1**	**OSS7**	**OSS3**	**OSS1**	**OSS5**	**OSS6**	**0SS2**	**OSS8**
Documents/rapports VSF-B								
Activiteitenverslag DZG 2020	X	X	X	X	X	X	X	X
PPP Annexe B Programme DGD Cohérence interne et externe	X	X	X	X	X	X	X	X
Cadre de cohérence interne programme DGD 2017-21	X	X	X	X	X	X	X	X
Evaluation à mi-parcours - Rapport de mission, version finale	X	X	X	X	X	X	X	X
Evaluation à mi-parcours - Réponse managériale	X	X	X	X	X	X	X	X
Financieel Verslag DZG 2020	X							
Programme DGD 2017-21 - Partie I Généralités	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapportage Moral DGD 2020 - Résumés exécutifs	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapportage Moral DGD 2020 - Leçons apprises	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapportage annuel 2019 Leçons apprises	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapportage annuel DGD 2020 - Résumés exécutifs	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapport Final DGD 2017-2021	X	X	X	X	X	X	X	X
Rapport Final DGD 2017-2021 - Leçons appris	X	X	X	X	X	X	X	X
Annexe 1 - Théorie du changement associée au pays	X	X	X	X	X	X	X	X
Programme DGD 2017-21 - Partie II Pays								
DGD Note de stratégie Education au Développement	X							
Documents de capitalisation								
Mieux informer les éleveurs pour faciliter leur transhumance au Sahel, 2021 (2p)			X	X				
Improving traditional poultry farming to increase income and promote the empowerment of women in Burundi		X						
Access to credit: efforts to include small livestock keepers in agricultural sectors in Burundi		X						
Capitalisation d'expérience de facilitation des agri-éleveurs à l'accès de proximité aux boutiques d'intrants d'agri-élevage		X						
Capitalisation d'expérience d'appui multidimensionnel en faveur des ménages vulnérables : Lutte contre la vulnérabilité des ménages ruraux		X						
L'accès au crédit : vers l'inclusion des petits éleveurs dans les filières agricoles au Burundi								
The added value of One Health implementation - Looking back at the experiences of Vétérinaires Sans Frontières Belgium in Burkina Faso and Tanzania. Simone Vuijk 2020			X					
La filière du lait local en Afrique de l'Ouest: une filière entrepreneuriale prometteuse, Coalition contre la Faim, Position Paper, Septembre 2020	X		X	X			X	

Vidéo Covid-19 et crise laitière en Afrique de l'Ouest et en Europe, mai 2020	x		X	x			x	
Vidéo Le pastoralisme, réponse à la crise multiple au Sahel? Novembre 2020 (VSFB et Oxfam-Belgique	x		X	x			x	
Le lait local, une chaîne de valeur en construction en Afrique de l'Ouest. Retour sur les expériences de Vétérinaires Sans Frontières Belgique au Burkina Faso, Niger et Mali, Mai 2020			X	x			x	
Filière lait, N'exportons pas nos problèmes, VSF-B, SOS-Faim, Oxfam Solidarité, Mon lait est Local, date?	X		X	X			X	
The added value of One Health implementation - Looking back at the experiences of Vétérinaires Sans Frontières Belgium in Burkina Faso, Tanzania and Niger	X		X	X				

BELGIQUE

NOMADSED Pedagogische fiche
Système de mesure de la performance 2019
Système de mesure de la performance 2020
PPP Bilan Comm 2021
Annexe 1 - Towards a VSFB-Protos-VECO common program
Youth Ideathon
DEAR - Rapport intermédiaire - (Année 2020)
Gastles Zoönsoes en ecosysteembeheer
Note de cadrage - Journée Jeunes agro et souveraineté alimentaire du 26/02/2019
One Health et Alimentation et Précarité - Quels liens peut-on faire entre les crises sanitaires, l'alimentation et la précarité au niveau mondial ? 26 mars 2021
One Health & Changements Climatiques - Conférence - Jeudi 3 octobre 2019 ULiège Comment les défis du changement climatique appellent à davantage d'interdisciplinarité en santé ?
One Health - Entomologie PPP
Evaluation interne du programme Jagros - Juin 2018
Ciné débats Jagros
Journée JAGROS - Agriculture et élevage : défis et alternatives - Mercredi 04/03 Gembloux - Agro-Bio Tech & Idem 26/2/2018
Projection du film « Sur le champ ! » - Suivie d'un débat 19/10/2019
Jagros et Sekayi vous proposent un lunch végétarien sain et durable
Ciné-débat JAGROS 2021 : Soyalism 20/10/2021 de 13h30 à 16h00
Conférence JAGROS - briefing 26/2/.???
Groupe relais JAGROS – 2021-2022; Préparation des questions du Ciné-débat SOYALISM pour le 20 octobre 2021
JAGROS : Evaluation 2018 - Note d'intention rédigée par Clémentine – à mettre en débat pour commentaires et approbation avec ADG (Sophie, Héloïse et Gwenaëlle ?) et VSF (Marie et Koen)
JAGRO Note de cadrage -Journée Jeunes agro et souveraineté alimentaire du 26/02/2019
CELEP Toolbox "Increasing skills for advocacy" 2018
CELEP External Evaluation Report
Guide: Une chèvre pour un nouveau départ
Exploring ways to combat Rabiës in Northern Rwanda -Simone Vuijk 2020
Expert opinion on the control of canine Rabies around the Volcanoes National Park Rwanda - key features and animal welfare implications; October, 2021,MSc Thesis of Simone Vuijk Student farm animal health and veterinary public health, track One Health
Toekomstige epidemieën: de One Health aanpak biedt perspectief; Simone Vuijk
Manuel des procédures de gestion du produit crédit aux groupes a caution solidaire, Sept 2018, UCODE Microfinance

BURUNDI

Conventions entre UCODE-MR et UCODE- AMR sur la gestion de la ligne de crédit
Tableau Crédits accordés et impayés 31-12-2021

Module de formation des aviculteurs
Formation sur l'élaboration d'un plan d'affaires (Equipe technique du projet DEPEL de l'UCODE-AMR)
Module de formation sur l'organisation et gestion de la chaine de solidarité communautaire animale
Module de formation des bénéficiaires vulnérables sur les techniques d'élevage caprin

BURKINA FASO

Activiteitenverslag DZG 2020
Programme DGD 2017-21 - Partie I Généralités
Evaluation à mi-parcours - Rapport de mission, version finale
Evaluation à mi-parcours - Réponse managériale
Rapportage Moral DGD 2020 - Résumés exécutifs
Rapportage Moral DGD 2020 - Leçons apprises
Rapportage annuel 2019 Leçons apprises
Rapport Final DGD 2017-2021
Rapport Final DGD 2017-2021 - Leçons appris
Filière lait, N'exportons pas nos problèmes, VSF-B, SOS-Faim, Oxfam Solidarité, Mon lait est Local, date?
La filière du lait local en Afrique de l'Ouest: une filière entrepreneuriale prometteuse, Coalition contre la Faim, Position Paper, Septembre 2020
Annexe 1 - Note de cadrage - commentaires de VSF-B
Vidéo : Covid-19 et crise laitière en Afrique de l'Ouest et en Europe, mai 2020
Vidéo : Le pastoralisme, réponse à la crise multiple au Sahel? Novembre 2020 (VSF-B et Oxfam-Belgique
Annexe 1 - Théorie du changement associée au pays
Note : Mieux informer les éleveurs pour faciliter leur transhumance au Sahel, 2021 (2p)
Note : Le lait local, une chaîne de valeur en construction en Afrique de l'Ouest. - Retour sur les expériences de Vétérinaires Sans Frontières Belgique au Burkina Faso, Niger et Mali, Mai 2020

Autres sources :

Analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants au Burkina Faso, FAO, Fondation Bill et Melinda Gates et le Ministère des ressources animales et halieutiques, Rapport final, Mars 2017

MALI

Activiteitenverslag DZG 2020
Programme DGD 2017-21 - Partie I Généralités & Partie Mali
Evaluation à mi-parcours - Rapport de mission, version finale
Evaluation à mi-parcours - Réponse managériale
Rapportage Moral DGD 2020 - Résumés exécutifs
Rapportage Moral DGD 2020 - Leçons apprises
Rapportage annuel 2019 Leçons apprises
Rapportage annuel DGD 2020 - Résumés exécutifs
Rapport Final DGD 2017-2021
Rapport Final DGD 2017-2021 - Leçons appris
Annexe 1 - Théorie du changement associée au pays
Filière lait, N'exportons pas nos problèmes, VSF-B, SOS-Faim, Oxfam Solidarité, Mon lait est Local, date ?
La filière du lait local en Afrique de l'Ouest: une filière entrepreneuriale prometteuse, Coalition contre la Faim, Position Paper, Septembre 2020
Vidéo Covid-19 et crise laitière en Afrique de l'Ouest et en Europe, mai 2020
Vidéo Le pastoralisme, réponse à la crise multiple au Sahel ? Novembre 2020 (VSF-B et Oxfam-Belgique
Le lait local, une chaîne de valeur en construction en Afrique de l'Ouest. Retour sur les expériences de Vétérinaires Sans Frontières Belgique au Burkina Faso, Niger et Mali, Mai 2020

NIGER

Concertations transfrontalières -pour une transhumance apaisée; L'expérience réussie de la région de Dosso au Niger et du département d'Alibori au Bénin - VSF-B, SNV et CESAO PRN
Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP), 2018, Niger
Expériences du Champ-Ecole Pastoral « simplifié » Impacts du modèle développé par VSF-Belgique au Niger, VSF-B & CESAO-PRN
DIRRECT Rapport intermédiaire (Année 2020)
DTF 2022-2026 Niger
Services de Consultation pour la mise en œuvre des activités d'Installation des Services Vétérinaires Privés deProximité (SVPP) - Rapport d'analyse Genre et Inclusion Sociale, Groupement VSF-B et ONG Karkara, Août – Septembre 2020
Rapport de mission de monitoring juin 2019 DIRRECT
Rapport Moral - OSS1 - 2020
SP -OSS1 - Niger 2020
SP -OSS1 - Niger 2019
Théorie du Changement 2022-26 Niger
Matrice suivi-évaluation DIRRECT
Bilan PO DIRRECT

RD CONGO

Guide pratique de l'élevage des petits ruminants, VSF-APDIK 2018

RWANDA

Approche de renforcement des vétérinaires prives de proximité (VPP) dans les districts de Huye, Nyanza et Nyamagabe
Rapport intermédiaire 2019
Rapport intermédiaire 2020
Rapport final
Rapport intermédiaire 2017
Rapport intermédiaire 2018
Convention actualisée SACCO
Convention partenariale Imbaraga
Organigramme EVE II
R2 APPROCHE STRATEGIQUE DE PROMOTION D'ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (agrs) AGRI ELEVAGE CHEZ LES GROUPEMENTS DE FERMIERS IMBARAGA ET CEUX APPUYES PAR L'ORGANISATION RWANDAISE ARDI
R3 APPROCHE STRATEGIQUE DEVANT GUIDER L'APPUIE DES MENAGES VULNERABLES PAR LE PROJET EVE
R4: APPROCHE REVISEE D'APPUI A L'INSTALLATION DES BIO-DIGESTEURS FAMILIAUX
R4 : APPROCHE D'APPUI A LA REPARATION DES DIGESTEURS QUI ONT DES PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT
Analyse des impacts socio-économiques du projet Energie Verte et Elevage sur les ménages bénéficiaires dans la Province du Sud, au Rwanda, Travail de fin d'études, Mésuline Pierret
Factsheet Biogaz - Promouvoir le biogaz auprès des petits agriculteurs au Rwanda
Factsheet: L'accès au crédit, tremplin pour le développement des petits fermiers au Rwanda
Annexe 1 – Rwanda – Theory of change - Improved health, protection, and resilience of communities and ecosystems through One Health promotion
Rwanda DTF 2022-2026
Evolution des IOV EVE II
PPP Présentation EVE II dd 23 mars 2022

OUGANDA

Fact sheet - Economically empowering women through Village Loans and Saving Associations
Factsheet Apaiser les conflits au Karamoja grâce aux structures communautaires

Karamoja Livestock Enhancement Project - Final report
Karamoja Livestock Enhancement Project -Interim report (Year 2020)
Karamoja Livestock Enhancement Project- Interim Report (Year 2019)
Performance measuring system 2020
Performance measuring system 2021
KLEP Lessons learned (Year 2020)
KLEP Lessons learned (Year 2019)
KLEP Lessons learned - Final report
IGA Profitability - IND.8. R2 - Data collection KLEP Y5 - December 2021
RUCODET Fact sheet KDF-VSFB
Livestock Marketing Associations - Capitalisation - December 2021
IGA profitability – IND.8.R2 - Data Collection KLEP Y5 – December 2021

AUTRES DOCUMENTS

Gender Action Learning System - Practical Guide for Transforming Gender and Unequal Power Relations in Vue Chains (Oxfam-WEMAN, GIZ, BMZ), 2014
« Faire changer les chaînes - Equité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles » disponible sur https://www.cta.int/en/gender/issue/faire-changer-les-chaines-sid0032b42fa-72c1-4520-b954-e8126ca949b9 ou https://agriprofocus.com/upload/131017-chachacha_web_fr_2.compressed1415291189.pdf
Analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants au Burkina Faso, FAO, Fondation Bill et Melinda Gates et le Ministère des ressources animales et halieutiques, Rapport final, Mars 2017
Le décloisonnement Nord-Sud Vers des partenariat mondiaux à part entière - NGO Federatie 2030
ODI, “Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers”, D. Start & I. Hovland, Oct 2004, p 5
SOS-Faim « Influencer les décideurs expériences de plaidoyer pour l’agriculture paysanne » Dynamiques paysannes No 47, Novembre 2020

Annexe 6 : Profil des consultants

Poste occupé	Profil et avantage pour la mission	Rôle et responsabilité pour la mission	Lieu de l'intervention
Cheffe d'équipe Gerda HEYDE	Socio-économiste disposant de 35 ans d'expérience internationale - Réalisation de plus de 20 missions d'évaluation (mi parcours et finale dans en Afrique dont de nombreuses missions sur des filières agricoles et d'élevage (bovin, caprin, apiculture, pisciculture) ; plus de 15 missions sur la transformation agro-alimentaire et sur l'accès au financement pour les exploitations familiales et leurs groupements	- Coordination générale des différentes étapes de la mission, - Responsable du respect des critères d'évaluation du projet - Revue documentaire, - Responsable de l'élaboration des outils de collecte de données et de la structure des aides-mémoires - Mission au Burundi (5 jrs) - Supervision des missions de terrain, - Participation virtuelle aux réunions de restitution (après coaching de la préparation) - Coaching et contrôle de qualité des aide-mémoires pays ----- Préparation de la mission Belgique Réalisation de l'évaluation du volet/outcome Belgique Rédaction de l'aide-mémoire ---- Préparation des aide-mémoires Mali et Ouganda ---- - Responsable de l'élaboration du rapport de synthèse	Home based (Belgique) et mission de terrain au Burundi
Consultant Afrique de l'Ouest Nemaoua BANAON		Analyse de la documentation sur le volet Burkina et Niger Préparation de la mission Burkina et Niger Réalisation de la mission de terrain Préparation de la réunion de restitution (avec l'appui de la coordinatrice) Rédaction de l'aide-mémoire (sur base des consignes de la coordination) Contribution au rapport provisoire	

Poste occupé	Profil et avantage pour la mission	Rôle et responsabilité pour la mission	Lieu de l'intervention
Consultant Afrique Centrale Canésius NDAYIKEZA	Docteur en médecine vétérinaire Master en suivi-évaluation de projets Très large expérience et connaissance du secteur de l'élevage au Burundi et dans la zone des Grands Lacs ----- 10 ans d'expérience dans le cadre des projets d'élevage et de sécurité alimentaire des ONG (CRS, World Vision, Cordaid) et de recherche appliqué pour ISABU Plusieurs missions d'évaluation dans le secteur de l'élevage Bonne connaissance du contexte burundais	Missions au Burundi et Rwanda Analyse de la documentation sur le volet Préparation des missions Réalisation des missions de terrain Préparation des réunions de restitution (avec l'appui de la coordinatrice) Rédaction des aide-mémoires (sur base des consignes de la coordination) Contribution au rapport de synthèse	Mission au Burundi et en RDC

Annexe A : Aide-mémoire Evaluation projet DEAR – Belgique

Annexe B : Aide-mémoire Evaluation projet DIRRECT - Niger

Annexe C : Aide-mémoire Evaluation projet PARPEL – Burkina Faso

Annexe D : Aide-mémoire Evaluation projet PISAREL – Mali

Annexe E : Aide-mémoire Evaluation projet EVE II - Rwanda

Annexe F : Aide-mémoire Evaluation projet DEPEL II -Burundi

Annexe G : Aide-mémoire Evaluation projet KLEP - Uganda